

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)


# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)


## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 novembre 1958

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 22nd, 1958

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

**Tarif des Annonces: Abonnements, etc.**

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

## Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la ville de Laval-Ouest, P.Q. s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa porchaine session pour l'adoption d'une Loi amendant sa charte pour les raisons suivantes:

1° Avoir un arrondissement de votation par 400 électeurs;

2° Que le greffier ne soit tenu de dresser une liste des électeurs que dans l'année où une élection générale a lieu;

3° Ne plus faire partie du Conseil de Comté;

4° Être autorisée à vendre, après le délai d'un an, tous objets saisis, confisqués ou trouvés et non réclamés;

5° Être autorisée à emprunter, sans référendum, jusqu'à concurrence de $50,000.00, pour l'ouberture de nouvelles rues;

6° Tenir les élections le 2ème samedi du mois de juillet;

## Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the town of Laval-West, P.Q., will address to the Provincial Government, at his next session, for the adoption of Law amending his charter, for the following reasons:

1. To have a votation rounding territory per 400 electors.

2. That the clerk of town be obliged to set up a list of electors only in the year of a general election.

3. To end participation in the County Council.

4. Be authorized to sell, after a delay of one year, all things sezed, confiscated or found and not claimed.

5. Be authorized to borrow, without referendum, up to $50,000.00, for the opening of new streets.

6. Hold elections on the 2nd day of July.

7° Inclure le Secrétaire-Trésorier parmi les officiers municipaux auxquels s'applique le Chapitre 235, Statuts refondus de Québec;

8° Augmenter le nombre des taxis;

9° Changer la définition de "terres en culture" dans les conditions d'annexion de Ste-Rose Ouest, P.Q.;

10° Annexer une partie de la paroisse de Ste-Dorothée, P.Q.;

11° Définir les bornes de la ville;

12° Délimiter chacun des quartiers de la ville.

Et pour toutes autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,

48962-44-4-o CLAUDE PICARD.

7. To accept the Secretary-Treasurer amongs the municipal officers to which apply the chapter 235, Revised Statutes of the Province of Quebec.

8. To increase the number of taxis.

9. To change the definition of "Cultivation Lands" in the conditions of annexion of Ste Rose West, Province of Quebec.

10. To annex a part of the Ste Dorothée parish, province of Quebec.

11. To define the boundaries of the town.

12. To delemit each ward of the town.

And all for other purposes.

Montreal, le 21 octobre 1958.

CLAUDE PICARD,

48962-44-4-o Attorney for the petitionneer.

---

Avis est par les présentes donné que la cité de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de permettre l'établissement par Canadian International Paper Company d'une manufacture où seront fabriquées divers spécialités de produits en papier, dans le territoire de cette cité, et de fixer le montant de l'évaluation de ladite manufacture pour fins municipales et scolaires et celui des taxes exigibles sur cet établissement pendant une période de cinq ans, et pour modifier en conséquence certaines dispositions de la Loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 95.

Montréal, ce 20 octobre 1958.

Le Procureur de la pétionnaire,

48963-44-4-o JEAN FILION, C.R.

Notice is hereby given that the city of La Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a special act giving permission to the Canadian International Paper Company to build, within the territory of said city, a plant for the manufacturing of paper product specialties and to fix, for a period of five years, the amount of the valuation of said plant for municipal and school taxes purposes and also the amount of taxes to be payable on the said plant, and to modify in consequence certain dispositions of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 95.

Montreal, October the 20th, 1958.

JEAN FILION, Q.C.,

48963-44-4-o Attorney for the Petitioner.

---

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis est par les présentes donné que Joffre-André Gravel et son épouse, Dame Françoise Lavoie s'adresseront à la Législature de la province de Québec, lors de la prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'adopter Joseph Guy Marc Gravel, fils mineur de feu Maurice Gravel, en son vivant de Québec, et de son épouse, Hazel Aitken, pour ledit Joseph Guy Marc Gravel, fils mineur, être considéré comme leur fils, avec les mêmes droits et privilèges d'une adoption suivant la loi de l'adoption (S.R.Q. 1941, chapitre 324) dont cependant les articles 25 et 26 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Le procureur du requérant,

48964-44-4-o UBALD DESILETS.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Notice is hereby given that Joffre-André Gravel and his wife, Dame Françoise Lavoie, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act, in order to adopt Joseph Guy Marc Gravel, minor son of the late Maurice Gravel, in his lifetime of Quebec, and of his wife, Hazel Aitken, in order that the said Joseph Guy Marc Gravel, minor son, be considered as their son, with the same rights and privileges of an adoption in accordance with the adoption act (R.S.Q. 1941, chapter 324) to which however, articles 25 and 26 apply *mutatis mutandis*.

UBALD DÉSILETS,

48964-44-4 Attorney for the petitioner.

---

Canada — Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis est, par le présent, donné que Simco Enterprises Co. Ltd., corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec ainsi que messieurs Fridolin Simard, Thomas Louis Simard, Antonio Simard, Paul Matte, Julien Levasseur et Vincent Corriveau, s'adresseront à la prochaine session de l'assemblée législative de Québec aux fins d'obtenir une loi pour ériger, en municipalité de ville sous le nom de Ville D'Esterel, un territoire situé dans les limites de la corporation municipale de Ste-Marguerite du lac Masson, dans le comté de Terrebonne, lequel territoire est présentement connu sous le nom de Domaine d'Estérel.

Saint-Jérôme, 20 octobre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,

48965-44-4-o THINEL & FILFE.

Canada — Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Simco Enterprises Co. Ltd., corporation legally constituted under the Quebec Companies' Act, as well as Messrs Fridolin Simard, Thomas Louis Simard, Antonio Simard, Paul Matte, Julien Levasseur and Vincent Corriveau, will apply to the Legislative Assembly, at its next session, for the adoption of an Act to erect into a town municipality under the name of town of D'Esterel, a territory situated within the limits of the municipal corporation of Ste. Marguerite du Lac Masson, in the county of Terrebonne, which territory is presently known under the name of Domaine d'Estérel.

Saint-Jérôme, October 20, 1958.

THINEL & FILFE,

48965-44-4 Attorneys for the petitioners.

Canada — Province de Quebec
District de Gaspé

Avis public est par les présentes donné que La corporation du village de Gaspé, dans le comté de Gaspé-Sud, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins ci-après:

*a*) Constituer les habitants et les contribuables de la municipalité du village de Gaspé en corporation de Ville sous le nom de "Ville de Gaspé";

*b*) Décréter que ladite ville sera régie par les dispositions de la Loi des Cités et Villes, sauf en autant qu'elles pourraient être incompatibles avec les dispositions de sa loi d'incorporation;

*c*) Prévoir que la nouvelle corporation de ville succédera aux droits, obligations, biens, privilèges, titres, créances et actions de la corporation du village de Gaspé;

*d*) Maintenir en fonction les officiers et employés municipaux actuels du village de Gaspé jusqu'à leur démission, remplacement ou destitution par le conseil de la ville de Gaspé;

*e*) Maintenir en vigueur dans la municipalité de la ville de Gaspé, les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisations, rôles d'évaluation et de perception, billets, comptes de taxes, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques actuellement en vigueur dans la municipalité du village de Gaspé;

*f*) Décrire le territoire tombant sous la juridiction de la ville de Gaspé et devant constituer, à compter de l'adoption de la loi, la municipalité de la ville de Gaspé, comme suit, savoir: "Tout ce territoire connu et désigné pour fins cadastrales sous le nom de village de Gaspé, dans la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, et comprenant tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux décrits sur le plan et dans le livre de renvoi dudit village de Gaspé;

*g*) Prévoir que la première séance générale du conseil de la ville de Gaspé sera tenue le premier lundi qui suivra la sanction de la loi d'incorporation ou le lendemain si le premier lundi est un jour non juridique;

*h*) Maintenir en fonction jusqu'à l'élection générale qui sera tenue le premier jour juridique du mois de novembre 1959, les membres du conseil actuel de la corporation du village de Gaspé;

*i*) Prévoir le mode de combler toute vacance qui pourrait survenir dans la charge de maire ou d'échevin jusqu'aux élections générales de novembre 1959;

*j*) Décréter que la municipalité de la ville de Gaspé ne sera pas divisée en quartiers, mais que le conseil de la ville de Gaspé pourra par résolution diviser la municipalité en quartiers qui ne seront pas plus que six;

*k*) Décréter que le terme d'office du maire et des échevins sera de trois ans à compter de l'élection générale de novembre 1959;

*l*) Décréter que le conseil de la ville de Gaspé sera formé d'un maire et de six échevins;

*m*) Accorder au conseil le droit d'imposer et prélever une taxe spéciale de 2% de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions *mutatis mutandis* que le taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 4, chapitre 88 des Statuts refondus de Québec 1941, et ses amendements.

Gaspé, le 22 octobre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
A.-R. GARNEAU.

48966-44-4-o

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Public notice is hereby given that The corporation of the village of Gaspé, in the county of Gaspé-South, shall petition the legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain the adoption of an act for the following purposes:

*a*) Constitute the residents and tax-payers of the municipality of the village of Gaspé in a town corporation under the name of "Town of Gaspé".

*b*) Enact that the said town shall be governed by the provisions of the Cities and Towns Act except inasmuch as said provisions could become incompatible with those of its corporation act;

*c*) Provide that the new town corporation shall succeed in the rights, obligations, properties, privileges, titles, claims and actions of the corporation of the village of Gaspé;

*d*) Maintain in office the present officers and employees of the village of Gaspé until their resignation, replacement or destitution by the countil of the town of Gaspé;

*e*) Maintain in force in the municipality of the town of Gaspé the by-laws, resolutions, "Procès-verbaux", assessment, valuation and collection rolls, notes, tax bills, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatever presently in force in the municipality of the village of Gaspé;

*f*) Describing the territory coming under the juridiction of the town of Gaspé and constituting as of the adoption of the act, the municipality of the town of Gaspé, as follows, to wit: "All this territory known and designated for cadastral purposes as the village of Gaspé, in the registration division of Gaspé, at Percé, and comprising all lots and present and future subdivisions thereof as well as roads, streets, alleys, rivers, water courses or parts thereof described on the official plan and in the book of reference of the said village of Gaspé.";

*g*) Provide that the first general sitting of the council of the town of Gaspé shall be held on the first Monday following the sanction of the incorporation act or the next day if the first Monday is a non juridical day;

*h*) Maintain in office until the general election which shall be held on the first juridical day of the month of November, 1959, the members of the present council of the corporation of the village of Gaspé;

*i*) Provide the manner to fill any vacancy which could occur in the office of mayor or aldermen until the general election of November, 1959;

*j*) Enact that the municipality of the town of Gaspé shall not be divided into Wards, that the council of the town of Gaspé may, upon resolution, divide the municipality into wards not to exceed six in number;

*k*) Enact that the term of office of the mayor and aldermen shall be of three years as of the general election of November, 1959.

*l*) Enact that the council of the town of Gaspé shall consist of a mayor and six aldermen.

*m*) Grant to the council of the town the right to impose and levy a special tax of 2%, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions *mutatis mutandis* than that now in force and provided for in chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec 1941 and its amendments.

Gaspé, October 22nd, 1958.

A.-R. GARNEAU,
Attorney for the petitioner.

48966-44-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, dans le comté de Dorchester, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander le pouvoir d'imposer et de prélever, dans les limites de la municipalité, une taxe spéciale de 1% sur le prix de vente ou d'achat en détail, dite taxe d'éducation, et pour toutes autres fins.

Beauceville, ce 25 octobre 1958.

Le Procureur des requérants,
48968-44-4-o (Signé) MARCEL BLAIS.

Public notice is hereby given that The school commissioners for the school municipality of Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, in the county of Dorchester, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the power to impose and levy, within the limits of the municipality, a special tax of 1% on the retail sale or purchase price, called education tax, and for all other purposes.

Beauceville, October 25th, 1958.

(Signed) MARCEL BLAIS,
48968-44-4-o Attorney for the petitioners.

---

Avis public est par les présentes donné que la cité de Saint-Lambert s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine ou présente session, pour l'adoption d'une loi amendant certains pouvoirs de sa charte pour les fins suivantes:

Réaffirmer ses règlements de zonage, réglementer les antennes de télévision et radio, réglementer stationnement dans les rues, enlever aux frais de leurs propriétaires les véhicules stationnés illégalement, louer propriétés municipales et déterminer le coût de permis et d'entrée, amender le règlement numéro 384 concernant les parcs et terrains de jeux, imposer taxes sur le Pont Victoria, corriger la description de lots, signifier les assignations de la Cour municipale par malle recommandée, vendre à l'enchère propriété mobilière non réclamée en la possession de la cité, avis d'assignation pour contravention au règlement de circulation, et pour toutes autres fins.

Saint-Lambert, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
FRANCIS FAUTEUX, C.R., et
CECIL H. MACNAUGHTEN, C.R.
48969-44-4-o

Public notice is hereby given that the city of Saint-Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next or current session thereof for the passing of an act amending certain powers of its charter for the following purposes:

To reaffirm its zoning by-laws, to regulate television and radio aerials, to regulate off-street parking, to remove at the expense of the owners vehicles parked illegally, to lease municipal properties and to determine the cost of permit and entrance fees, to amend by-law number 384 concerning parks and playgrounds, to impose taxes on Victoria Bridge, to correct the description of lots, to serve Municipal Court summonses by registered mail, to sell at auction unclaimed moveable property in the possession of the city, notice of summons for traffic offenses, and for all other purposes.

Saint-Lambert, October 27th, 1958.

FRANCIS FAUTEUX, Q.C., and
CECIL H. MACNAUGHTEN, Q.C.,
Attorneys for the petitioner.
48969-44-4-o

---

Avis est donné par la présente que l'Association Provinciale des Instituteurs Protestants de Québec demandera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session d'adopter une Loi modifiant sa charte, 52 Victoria, chapitre 70, et amendement, à l'effet qu'un instituteur exerçant des fonctions pour l'Association soit pendant la durée de telles fonctions considéré comme fonctionnaire de l'enseignement primaire en ce qui a trait au fonds de pension de retraite administré en vertu de la Loi de l'instruction publique, et que le Directeur Exécutif de l'Association soit considéré comme fonctionnaire de l'enseignement primaire quant aux contributions faites par lui audit fonds de pension à compter de l'année 1949 comprise.

Montréal, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs du demandeur,
HUGESSEN, MACKLAIER,
48970-44-4-o CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

Notice is hereby given that the Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act amending its charter, 52 Victoria, Chapter 70, and Amendment, to provide that a teacher exercising functions for the Association shall for the duration of such functions be considered as an officer of primary education with respect to the pension fund administered under the Education Act, and that the Executive Director of the Association be considered as an officer of primary education for contributions made by him to the said pension fund from and including the year 1949.

Montreal, October 27, 1958.

HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
48970-44-4-o Attorneys for Petitioner.

---

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de St-Vincent-de-Paul, dans le comté Laval, district de Montréal, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit adoptée afin qu'une indemnité annuelle de cinq cents dollars ($500.00) pour chacun des Commissaires et de mille dollars ($1,000.00) pour le président soit payée par ladite corporation scolaire et afin que lesdits Commissaires soient

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Public notice is hereby given that the school commissioners for the Municipality of St. Vincent de Paul, Laval County, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law permitting to the said school commissioners to grant themselves an annual compensation of five hundred dollars ($500.00) for each commissioner and a thousand dollars ($1,000.00) for their president and also authorizing them to

autorisés à changer un instituteur ou une institutrice de fonction pédagogique, sans réduction de traitement scolaire, durant l'année scolaire.

Montréal, le 25 octobre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
GUÉRIN & AUCLAIR.

48971-44-4-o

---

Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de lui accorder certains pouvoirs spéciaux, dont: le pouvoir de modifier ses règlements de construction ou de zonage au moyen d'un règlement sujet à l'approbation des électeurs municipaux selon une procédure spéciale; de règlementer l'émission des permis de construction; de décréter, par résolution, la création d'une charge municipale dont le titulaire sera appelé "surintendant"; de règlementer la subdivision des lots; de règlementer la construction des égouts et la répartition du coût de cette construction; d'établir un mode de répartition pour payer le coût de travaux d'aqueduc; d'établir la procédure d'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs propriétaires, et pour autres fins.

Montréal, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs du requérant,
LACROIX, VIAU & POUPART.

48972-44-4-o

---

Avis public est par les présentes donné que dame Hélène Carignan, en religion Mère Marie-Eudes, ayant son domicile en la cité de Montréal, supérieure provinciale de la province canadienne de la congrégation religieuse connue et désignée sous le nom de "Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique", s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour constituer en corporation, sous le nom de "Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique", la congrégation religieuse constituée en corporation par le chapitre 105 de la loi 4 Edouard VII, sous le nom de "Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique"; pour abroger le chapitre 105 de ladite loi 4 Edouard VII et dissoudre la corporation constituée par ladite loi; pour accorder à la nouvelle corporation des droits, pouvoirs et privilèges lui permettant de répondre aux besoins actuels et de poursuivre ses fins plus facilement.

Montréal, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU & POUPART.

48973-44-4-o

---

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé-Sud, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de permettre auxdits commissaires d'imposer et de prélever une taxe spéciale de 1% de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 4, chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Chandler, ce 25 octobre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
JEAN-MARC ROY.

48975-44-4-o

---

transfer, without any reduction of salary, any teacher from any pedagogic function at any time during the school year.

Montreal, October 25, 1958.

GUÉRIN & AUCLAIR,
Attorneys for the petitioners.

48971-44-4-o

---

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the parish of St-Joachim de Châteauguay will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a law for the purpose of granting it certain special powers, to wit: the power to amend its building and zoning by-laws by by-law submitted to the approval of the property owners according to a special procedure; to regulate the issuing of building permits; to decree, by resolution, the creation of a municipal charge whose holder will be called "superintendent"; to regulate the subdivision of lots; to regulate the construction of sewers and the apportionment of the cost of said construction; to establish a mode of apportionment for the payment of the cost of water-works; to set the procedure for the approval of loan by-laws by the property owners who are electors; and for other purposes.

Montreal, October 27th, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

48972-44-4-o

---

Public notice is hereby given that Dame Hélène Carignan, in religion Mother Marie-Eudes, residing in the city of Montreal, Provincial Superior of the Canadian Province of the religious congregation known and designated as "Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law constituting into a corporation, under the name of "Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique", the religious congregation constituted into a corporation by chapter 105 of the act 4 Edward VII, under the name of "Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique"; to repeal said chapter 105 of the act 4 Edward VII and dissolve the corporation constituted by the said act; to grant to the new corporation adequate rights, powers and privileges, in order that it may meet the present conditions and more easily fulfill its aims.

Montreal, October 27, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

48973-44-4-o

---

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Public notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of Grande-Rivière, in the county of Gaspé-South, shall petition the legislature of the Province of Quebec, at its next session a law giving said commissioners the right to impose and levy a special tax of 1% of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions as the tax now in force and provided for by section 4 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Chandler, October 25th, 1958.

JEAN-MARC ROY,
Attorney for the petitioners.

48975-44-4-o

---

Prenez avis, que la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes, savoir:

Pour obtenir certains pouvoirs spéciaux relatifs au zonage, à la construction, aux égouts, à l'aqueduc et autres pouvoirs sémilaires.

Le Procureur de la requérante,
48974-44-4-o ANDRÉ FAUTEUX, avocat.

Take notice, that the municipality of Sainte-Thérèse-Ouest, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to request the adoption of a bill for the following purposes:

To obtain certain additionals powers concerning the zone, the construction, the sewer, the aqueduct and other semilar powers.

ANDRÉ FAUTEUX, lawyer.
48974-44-4-o Attorney for the petitioner.

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles protestants de la municipalité de Gaspé, dans le comté de Gaspé-Sud, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa présente session pour obtenir un amendement à la loi présentée par la corporation du village de Gaspé aux fins d'accorder auxdits commissaires le droit d'imposer et de prélever une taxe spéciale de 1% de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions *mutatis mutandis* que la taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 4, chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements; le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre Les commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Gaspé et les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Gaspé, dans le comté de Gaspé-Sud, en proportion du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la loi de l'instruction publique.

Gaspé, le 25 octobre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
48976-44-4 A.-R. GARNEAU.

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Public notice is hereby given that the protestant school commissioners for the municipality of Gaspé, in the county of Gaspé-South, shall petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain an amendment to the bill presented by the corporation of the village of Gaspé, so as to grant the said commissioners the right to impose and levy by resolution throughout the protestant school municipality of Gaspé a special tax of 1% of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for by section 4 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments; the annual revenue to be derived from said tax to be divided between the protestant school commissioners for the municipality of Gaspé and the catholic school commissioners for the municipality of Gaspé, in the county of Gaspé-South, in the proportion of the number of children of each religious denomination, roman catholic an protestant respectively, residing in the territory common to each of the school corporations concerned, such as fixed by the census provided for in section 285 of the education act.

Gaspé, October 25th, 1958.

A.-R. GARNEAU,
48976-44-4-o Attorney for the petitioners.

Ville de Baie Comeau

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Baie Comeau s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour fixer pour une période de huit (8) ans, les taxes municipales et scolaires, payables par Cargill Grain Company Limited, sur les biens situés sur son territoire, pour les sommes et périodes fiscales successives, comme suit:

| | |
|---|---|
| Du premier janvier 1960 au 31 décembre 1960..... | $ 500,000.00 |
| Du premier janvier 1961 au 31 décembre 1963..... | 1,000,000.00 |
| Du premier janvier 1964 au 31 décembre 1967..... | 1,500,000.00 |

2° Pour agrandir les limites de la ville de Baie Comeau;

3° Et pour toute autre fin.

Baie Comeau, le 23 octobre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
ROULEAU, PARADIS
48977-44-4-o & ROULEAU.

Town of Baie Comeau

Public notice is hereby given that, the town of Baie Comeau will apply to the Quebec Legislature at its next session, to request the adoption of an act for the following purposes:

1. To fix, for a period of eight (8) years, the municipal and school taxes, payable by Cargill Grain Company Limited, on the properties situated on its territory for the amounts and successive fiscal periods, as follows:

| | |
|---|---|
| From January first, 1960 to December 31st, 1960.... | $ 500,000.00 |
| From January first, 1961 to December 31st, 1963.... | 1,000,000.00 |
| From January first, 1964 to December 31st, 1967.... | 1,500,000.00 |

2. To enlarge the limits of the town of Baie Comeau;

3. And for all other purposes.

Baie Comeau, October 23, 1958.

ROULEAU, PARADIS
& ROULEAU,
48977-44-4 Attorneys for the petitioner.

Commission scolaire de Baie Comeau

Avis public, est, par les présentes, donné, que la commission scolaire de Baie Comeau d'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

School commission of Baie Comeau

Public notice is hereby given that the school commission of Baie Comeau will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, for the following purposes:

1° Pour fixer pour une période de huit (8) ans, les taxes municipales et scolaire, payables par Cargill Grain Company Limited, sur les biens situés sur son territoire, pour les sommes et périodes fiscales successives, comme suit:

Du premier janvier 1960 au 31 décembre 1960..... $ 500,000.00
Du premier janvier 1961 au 31 décembre 1963..... 1,000,000.00
Du premier janvier 1964 au 31 décembre 1967..... 1,500,000.00

2° Pour autoriser, par résolution, à verser annuellement au président et aux commissaires, à titre de dépenses et frais d'administration, une somme de cinq cents ($500.00) dollars et trois cents ($300.00) dollars respectivement;

3° Et pour toute autre fin.

Baie Comeau, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
ROULEAU, PARADIS
48978-44-4-o & ROULEAU.

1. Fix for a period of eight (8) years, the municipal and school taxes payable by Cargill Grain Company Limited, on property situated on its territory, for successive fiscal amounts and periods, as follows:

From January first, 1960 to December 31st, 1960.... $ 500,000.00
From January first, 1961 to December 31st, 1963.... 1,000,000.00
From January first, 1964 to December 31st, 1967.... 1,500,000.00

2. Authorize, by a resolution, that the president and commissioners be paid annually, for administrative expenses and costs, an amount of five hundred ($500.00) dollars and three hundred ($300.00) dollars respectively;

3. And for any other purpose.

Baie Comeau, October 27, 1958.

ROULEAU, PARADIS
& ROULEAU,
48978-44-4 Attorneys for the petitioners.

---

Avis public est par les présentes donné que la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Décréter l'abolition d'une servitude de chemin de sortie ou de passage créée dans un acte de vente de Aimé Lamothe à J. Esdras Dumaine passé devant le notaire W. A. Moisan le 22 mai 1926;

Décréter l'annexion au territoire de la cité de Drummondville de parties de terrains détachées du territoire de la municipalité de Grantham-Ouest, étant la terre d'un nommé Eric Janelle;

Accorder un pouvoir d'achat d'immeubles et d'emprunt pour fins industrielles jusqu'à concurrence d'un montant de $100,000.00.

Drummondville, ce 27 octobre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
RINGUET & SAINT-PIERRE.
48979-44-4-o

Public notice is hereby given that the city of Drummondville, in the county of Drummond, wil apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes:

Decree the abolishment of the servitude of road of exit or thoroughfare created in a deed of sale between Aimé Lamothe to J. Esdras Dumaine passed before W. A. Moisan, notary, on May 22, 1926;

Decree the annexation to the territory of the city of Drummondville of portions of land detached from the territory of the municipality of Grantham-Ouest, being the farm of a so-called Eric Janelle;

Grant the power to buy immoveables and borrow for industrial purposes to the amount of $100,000.00.

Drummondville, this October 27, 1958.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
Attorneys for the petitioner.
48979-44-4

---

Avis public est par les présentes donné que "Toronto General Trusts Corporation", corps incorporé ayant une pace d'affaires en la cité de Montréal, dans la province de Québec, en qualité de fiduciaire et exécuteur testamentaire de la succession de feu David John Garth, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins de demander l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre ou aliéner des propriétés immobilières décrites au codicille du testament de feu David John Garth en date du 1er mai 1953, nonobstant les dispositions dudit codicille.

Montréal, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU & POUPART.
48997-44-4-o

Public notice is hereby given that the "Toronto General Trusts Corporation", body corporate, having a place of business in the city of Montreal, in the Province of Quebec, in quality of trustee and executor for the estate of the late David John Garth, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of requesting the adoption of a law authorizing it to sell or alienate immoveable properties described in the codicil to the testament of the late David John Garth dated the first day of May, 1953, notwithstanding the provisions of said codicil.

Montreal, October 27th, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the petitioner.
48997-44-4-o

---

Avis public est par les présentes donné que la ville de Hampstead s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte, la loi 4 George V, chapitre 94, et ses amendements, pour en modifier certaines dispositions relatives à l'élection du maire et des échevins et au recomptage dans le cas d'égalité des votes, et pour accorder au conseil certains pouvoirs additionnels concernant l'émission des permis de construction; la règlementation et la construction des fossés et cours d'eau et la répartition du coût des travaux s'y rap-

Public notice is hereby given that the town of Hampstead will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a law for the purpose of amending its charter, the act 4 George V, chapter 94, and its amendments, in order to modify some provisions thereof concerning the election of the mayor and aldermen and the recount of votes in the case of an equal number of votes being cast, and to grant to the council additional powers concerning the issuing of building permits; the regulating and construction of ditches and water-courses and the apportionment of the cost

portant; l'ouverture et la fermeture des rues et la répartition du coût des travaux s'y rapportant; la subdivision des lots; l'appellation des rues; l'entretien des rues et trottoirs; l'enlèvement des arbres, branches, racines d'arbres nuisibles; la répartition du coût des travaux d'aqueduc; les restaurants ambulants; les taxis; la prévention des nuisances sur les lots vacants ou partiellement bâtis; la confection du rôle d'évaluation sur des cartes ou feuilles mobiles et le pouvoir d'adjoindre des experts aux estimateurs; le pouvoir de garder, afin de les transformer en parcs publics ou terrains de jeux, les immeubles acquis pour non paiement des taxes; l'établissement d'un fonds de roulement; l'octroi de subventions pour l'encouragement des arts et des sciences et l'organisation des loisirs; la vente à l'enchère des biens meubles non réclamés; la signification des procédures émanant de la Cour municipale.

Montréal, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU & POUPART.

48998-44-4-o

---

of same; the opening and closing of streets and the apportionment of the cost of same; the subdivision of lots; the naming of streets; the maintenance of streets and sidewalks; the removal of trees, branches and roots of trees considered as dangerous; the apportionment of the cost of water-works; itinerant restaurants; taxis; the prevention of nuisances on vacant lots or lots partly built on; the making of the valuation roll on indexcards or loose leaves and the power to provide the assessors with experts; the power to use as municipal parks and playgrounds immoveables acquired by the council for non-payment of taxes; the constitution of a working-fund; the granting of moneys for the encouragement of arts and sciences and the organization of recreation; the sale at auction of unclaimed moveables; service of Municipal Court proceedings.

Montreal, October 27th, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the petitioner.

48998-44-4-o

---

Avis public est par les présentes donné que L.-P. Gagnon, chirurgien dentiste, Rosaire Morin, percepteur, Paul-E. Provost, négociant, tous trois de la ville de Saint-Georges-Est, Jean Légaré, marchand, de la ville de Saint-Joseph de Beauce, Léonce Roy, voiturier, de la ville de Beauceville-Est, Pierre Bourque, manufacturier, de la municipalité de Notre-Dame-des-Pins, et Elzéar Maheux, négociant, de la municipalité de Saint-Benoit-Labre, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi aux fins de détacher de la municipalité de Saint-Benoit-Labre, comté de Beauce, un certain territoire situé autour du Lac des Poulin, et d'ériger ce territoire en municipalité séparée sous le nom de "Municipalité du village de Lac Poulin".

Saint-Georges de Beauce, 28 octobre 1958.

L'Avocat des pétitionnaire,
MAURICE MARTEL.

48999-44-4-o

---

Public notice is hereby given that L.-P. Gagnon, surgeon dentist, Rosaire Morin, collector, Paul-E. Provost, merchant, all of the city of Saint-Georges-East, Jean Légaré, merchant, of the city of Saint-Joseph de Beauce, Léonce Roy, carrier, of the city of Beauceville-East, Pierre Bourque, manufacturer, of the municipality of Notre-Dame-des-Pins, and Elzéar Maheux, merchant, of the municipality of Saint-Benoit-Labre, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act for the following purposes: to detach from the municipality of Saint-Benoit-Labre, county of Beauce, a certain territory situated around Lac des Poulin and to erect this territory into a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Lac Poulin".

Saint-Georges de Beauce, October 28, 1958.

MAURICE MARTEL,
Attorney for the petitioners.

48999-44-4-o

---

Avis public est, par les présentes, donné que Standard Chemical Limited, corporation légalement constituée, ayant son bureau et sa principale place d'affaires, en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session pour l'adoption d'une loi confirmant, ratifiant et validant:

1° Une résolution du conseil municipal de la cité de Beauharnois, adoptée le 23 octobre 1958, établissant une évaluation fixe pour fins d'impositions municipales pour une période de 10 années, sur les bâtisses et structures d'une usine, propriété de Standard Chemical Limited, ayant pour objet de manufacturer du chlorate de sodium.

2° Une résolution des commissaires de la commission scolaire de la cité de Beauharnois, adoptée le 29 octobre 1958, établissant une évaluation fixe pour fins d'impositions scolaires pour une période de 10 années, sur les mêmes bâtisses de la même compagnie et sous les mêmes conditions et restrictions, sauf, quant au revenu annuel minimum.

Et pour toutes autres fins.

Beauharnois, ce 27 octobre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
FRANÇOIS DORVAL.

49000-44-4

---

Public notice is by these presents given that Standard Chemical Limited, a corporation legally constituted, having its office and its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session or at its next session, for the adoption of an act confirming, ratifying and validating:

1. A resolution of the municipal council of the city of Beauharnois, adopted on October 23, 1958, establishing a valuation fixed for municipal imposition purposes for a period of 10 years, on the buildings and structures of a factory, property of Standard Chemical Limited, having for objective the manufacture of sodium chlorate.

2. A resolution of the commissioners of the school commission for the city of Beauharnois, adopted on October 29, 1958, establishing a valuation fixed for school imposition purposes for a period of 10 years, on the same buildings of the same company and under the same conditions and restrictions, except, however, in the matter of the minimum annual revenue.

And for all other purpose.

Beauharnois, October 27, 1958.

FRANÇOIS DORVAL,
Attorney for the petitioner.

49000-44-4-o

---

Avis est par les présentes donné que, Fred Gallay, employé civil et son épouse, Dame Irene Smoliy, et John Lomnitsky, employé civil, des cité et district de Montréal, province de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour passer un acte pour l'adoption par lesdits Fred Gallay et son épouse de John Lomnitsky, employé civil, des cité et district de Montréal, dans la province de Québec et de changer le nom dudit John Lomnitsky à celui de Jack Gallay.

Montréal, le 27 octobre 1958.

Le Procureur pour les requérants,
49001-44-4-o MATHIAS KOZINA.

Notice is hereby given that, Fred Gallay, civil employee and his wife, Dame Irene Smoliy, and John Lomnitsky, civil Employee, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to pass an act for the adoption by the said Fred Gallay and his wife, of John Lomnitsky, civil employee, of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec and to change the name of the said John Lomnitsky into that of Jack Gallay.

Montreal, October 27, 1958.

MATHIAS KOZINA,
49001-44-4 Attorney for the Petitioners.

---

Avis public est par les présentes donné que Herbert C. Flood, courtier en assurances, de la cité de Montréal et Dame Barbara Leichsenring, son épouse, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de valider l'adoption de Peter Detlev Leichsenring et de changer son nom en celui de Peter Detlev Flood.

Montréal, le 27 octobre, 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49002-44-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Public notice is hereby given that Herbert C. Flood, stock broker, of the city of Montreal and Dame Barbara Leichsenring, his wife will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to validate the adoption of Peter Detlev Leichsenring and to change the name of the latter to Peter Detlev Flood.

Montreal, October 27, 1958.

GASTON POULIOT, Q.C.,
49002-44-4-o Attorney for the Petitioners.

---

Avis est par les présentes donné que la ville de Candiac s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'établir à $600,000.00 pour une période de dix ans l'évaluation de Iroquois Glass Limited et à $13,000.00 la somme des taxes municipales et scolaires payables par cette compagnie; au surplus aux fins d'ériger le territoire de la ville en une Municipalité Scolaire Catholique et en une municipalité Scolaire Protestante, de pourvoir à la nomination des premiers commissaires, et de modifier quant à eux certaines dispositions de la Loi de l'Instruction publique.

Montréal, le 27 octobre, 1958.

Le Procureur de la ville de Candiac,
49003-44-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Public notice is hereby given that the town of Candiac will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to fix, for a period of ten years, at $600,000.00 the valuation of Iroquois Glass Limited and at $13,000.00 the sum of the municipal and school taxes to be paid by this company; moreover to erect the territory of the town into a Catholic School Municipality and into a Protestant School Municipality, to provide for the nomination of the first Commissioners, and to amend for them certain sections of the Education Act.

Montreal, October 27, 1958.

GASTON POULIOT, Q.C.,
49003-44-4-o Attorney for the town of Candiac.

---

Avis est, par les présentes, donné que La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi lui donnant le pouvoir d'incorporer des maisons, et pour tous autres pouvoirs.

Montréal, le 28 octobre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
49004-44-4-o MONETTE ET FILION.

Notice is hereby given that La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an act giving it the right to incorporate houses, and for any other powers.

Montreal, October 28th, 1958.

MONETTE ET FILION,
49004-44-4-o Attorneys for the petitioner.

---

Avis public est par les présentes donné que Roland Liboiron, contrôleur, de Ste-Adèle, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi déclarant valide et légal l'acte de vente qui lui a été consenti le 6 septembre 1956 par dame Émilienne Ouellette, épouse d'Armand Marinier, et confirmant son droit de propriété à une partie du lot 15 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle.

Montréal, le 28 octobre 1958.

Le Procureur du pétitionnaire,
49005-44-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Public notice is hereby given that Roland Liboiron, comptroller, of Ste-Adèle, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to declare valid and legal a certain deed of sale dated September 6, 1956 between the petitioner and Dame Émilienne Ouellette, wife of Armand Marinier, and to confirm the petitioner's title of property to a certain part of lot 15 of the official cadastre of the parish of Ste-Adèle.

Montreal, October 28, 1958.

GASTON POULIOT, Q.C.,
49005-44-4-o Attorney for the petitioner.

---

Avis est par la présente donné que La corporation municipale de Les Escoumins, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir

Notice is hereby given that the municipal corporation of Les Escoumins in the county of Saguenay, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill for the purpose to impose, by

le droit d'imposer par résolution de son conseil et de prélever, dans la municipalité de Les Escoumins, une taxe spéciale de deux pour cent (2%), dite taxe de vente, de même nature que la taxe actuellement en vigueur et que prévoit l'article 4 du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, et qui sera établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et qui sera sujette aux mêmes exceptions que ladite taxe de vente provinciale.

Et pour autres fins.

Chicoutimi, le 24 octobre 1958.

Les Procureurs de la requérante,

49006-44-4-o LAMBERT & LAMBERT.

---

Avis public est, par les présentes, donné que "Jewish Peretz School Inc.", une corporation dûment constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi qui augmentera la valeur des biens immobiliers qu'elle est autorisée de posséder de la somme de deux cent mille dollars ($200,000.00) à cinq cent mille dollars ($500,000.00), et exemptera des taxes scolaires et municipales les propriétés immobilières qu'elle possède et pourra posséder, sauf les taxes spéciales et d'eau.

Montréal, 27 octobre 1958.

Les Procureurs de
Jewish Peretz School Inc.,

49007-44-4 SPERBER, GOLD & LAPIN.

---

Canada — Province de Québec

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Chicoutimi s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte 4, Édouard VII, chapitre 62, et les divers statuts qui l'amendent sur les matières suivantes:

*a*) pour permettre à la cité d'octroyer des deniers pour fins sociales et culturelles;

*b*) pour attribuer et fixer les frais de représentation du maire et des échevins;

*c*) pour constituer une commission sportive et une commission industrielle;

*d*) pour réglementer les postes d'essence, en délimiter le nombre et fixer les heures d'ouverture et de fermeture;

*e*) pour réglementer les services de taxi, l'emploi et le contrôle de taximètres;

*f*) pour autoriser l'expropriation de certains immeubles pour stationnements hors rues;

*g*) pour réglementer les contraventions à la circulation;

*h*) pour fin d'annexer:

1° le territoire de la Pointe-à-Goni;

2° le territoire compris au sud de Chicoutimi, entre Roberval-Saguenay et l'emplacement du boulevard Talbot en direction d'Arvida;

*i*) pour autoriser la redistribution des quartiers pour fins de représentation au conseil municipal;

*j*) pour fixer le nombre des échevins au conseil municipal;

*k*) pour autoriser une modification de la taxe de vente quant au taux de la taxe, quant aux biens taxables, quant aux droits de perception;

*l*) pour permettre à la cité d'appliquer à la compagnie Autobus Saguenay Inc. le règlement municipal concernant les taxes et licenses, et autres droits municipaux;

resolution of its council, and levy in the municipality of Les Escoumins, a special tax of two per cent (2%), called sales tax, of the same kind as the tax now in force and provided for by section 4 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, and which shall be established on the same basis, with the same effects and subjects to the same exceptions as the said provincial sales tax.

And for other purposes.

Chicoutimi, October 24th, 1958.

LAMBERT & LAMBERT,

49006-44-4-o Attorneys for the petitioner.

---

Public notice is hereby given that the "Jewish Peretz School Inc.", a corporation duly incorporated under the provisions of Part 3 of the Quebec Companies' Act, and having its head office at the city of Montreal, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act, increasing the value of the immoveable property which it is authorized to own from the sum of two hundred thousand dollars ($200,000.00) to five hundred thousand dollars ($500,000.00), and exempting the immoveable property which it owns, and which it may own in the future, from school and municipal taxes, except special taxes and water rates.

Montreal, October 27th, 1958.

SPERBER, GOLD & LAPIN,
Attornsys for

49007-44-4-o Jewish Peretz School Inc.

---

Canada — Province of Quebec

Public notice is hereby given that the city of Chicoutimi will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the act 4 Edward VII, chapter 62, and its amendments, on the following matters:

*a*) to enable the city to grant moneys for social and cultural purposes;

*b*) to fix and grant the entertainment expenses of the mayor and of the aldermen;

*c*) to establish a sports commission and an industrial commission;

*d*) to regulate filling stations, to limit the number thereof and to fix the opening and closing hours of the same;

*e*) to regulate taxi services, the use and inspection of taximeters;

*f*) to authorize the expropriation of some immoveables for the parking outside the streets;

*g*) to regulate the violations of by-laws relating to traffic;

*h*) to annex:

1. the territory of Pointe-à-Goni;

2. the territory comprised, south of Chicoutimi, between Roberval-Saguenay and Talbot Boulevard towards Arvida;

*i*) to authorize new limits for wards, for representation purposes in the municipal council;

*j*) to fix the number of aldermen to the municipal council;

*k*) to authorize a change of the sales tax, as to the rate thereof, as to the taxable properties, as to the collection rights;

*l*) to enable the city to apply to the Company Autobus Saguenay Inc. the municipal by-law respecting taxes and permits and the other municipal rights;

*m*) pouvoirs de réglementation sur la construction, le zonage, l'esthétique et la voirie;
et pour d'autres fins.

Chicoutimi, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ROLAND ANGERS,
49018-44-4-o ROLLAND LEGENDRE C.R.

---

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Saint-Eustache s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 12 George VI, chapitre 111, sur les matières suivantes:

Augmenter de $1,000.00 à $2,000.00 la somme devant servir à encourager les sciences, les arts, les organisations religieuses, patriotiques et de charité; prolonger le terme du maire et des échevins; augmenter l'indemnité du maire et des échevins; diviser la ville en quartiers; établir le mode d'élection du maire et des échevins; instituer une commission de l'industrie et du tourisme; imposer et prélever une taxe de vente de un pour cent; augmenter de vingt à trente années la période de remboursement des taxes dues pour travaux d'aqueduc et d'égouts; augmenter de $25,000.00 à $50,000.00 le fonds de roulement; exempter de taxes la compagnie "Jarry Hydraulics Co. Ltd."; annexer dans ses limites le territoire suivant:

Une partie sud-ouest du lot numéro 286 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Eustache, division d'enregistrement des Deux-Montagnes, telle que montrée sur le plan préparé par l'arpenteur-géomètre René Beauparlant et déposé au bureau du greffier de la ville.

Sur ledit plan, cette partie sud-ouest commence à un point "L" situé à l'intersection de la ligne d'expropriation pour l'élargissement de la route N° 8 avec la ligne de division entre les lots Nos 285 et 286 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Eustache, division d'enregistrement des Deux-Montagnes.

De ce point "L" en suivant dans la direction sud-ouest ladite ligne de division entre les lots Nos 285 et 286 sur la distance de cinq cent soixante-deux pieds et deux dixièmes de pied (562.2′) jusqu'au point "M" situé à l'intersection de la ligne suivie avec la ligne qui sépare le lot N° 288 du même cadastre des lots Nos 285 et 286.

Du point "M" en suivant la direction nord-ouest la ligne de division entre le lot N° 286 et les lots Nos 288 et 287 sur la distance de mille cent quarante-neuf pieds (1149′) jusqu'au point "Y" situé à l'intersection de la ligne suivie avec la limite nord-ouest du lot N° 286.

Du point "Y" en suivant dans la direction nord-est la ligne de division entre les lots Nos 286 et 287 sur la distance de cinq cent soixante-quatre pieds (564′) jusqu'à un point "Z" situé à l'intersection de la ligne suivie avec la ligne d'expropriation de la route N° 8.

Du point "Z" en suivant dans la direction sud-est la ligne d'expropriation de la route N° 8 sur la distance de mille cent cinquante pieds (1150′) jusqu'au point de départ "L".

Cette partie du lot N° 286 mesure dix-sept arpents et six dixièmes (17.6) de superficie, le tout en mesures anglaises.

Avis public est également, par les présentes, donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Saint-Eustache demanderont, par la même loi, des pouvoirs spéciaux, les suivants:

*m*) to regulate construction, zoning, town-planning and road works;
and for other purposes.

Chicoutimi, October 27th, 1958.

ROLAND ANGERS,
ROLLAND LEGENDRE, Q.C.,
49018-44-4-o Attorneys for the petitioner.

---

Public notice is hereby given that the town of Saint-Eustache will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, act 12 George VI, chapter 111, on the following subjects:

Increase from $1,000.00 to $2,000.00 the amount of money for the furthering of sciences, arts, religious, patriotic and charitable organizations; extend the term of office of the mayor and aldermen; increase the indemnity granted the mayor and aldermen; divide the town into wards; establish a mode of election for the mayor and aldermen; form an industrial and touristic commission; impose and levy a sales tax of one per cent; increase from twenty to thirty years, the reimbursement of taxes owing for waterworks and sewer operations; increase the working capital from $25,000.00 to $50,000.00; exempt from taxation the company "Jarry Hydraulics Co. Ltd."; annex within its boundaries, the following territory:

A southwesterly part of lot number 286 of the official cadastre of the parish of Saint-Eustache, registry division of Two Mountains, as indicated on a plan prepared by René Beauparlant, land surveyor, and deposited in the city clerk's office.

On the said plan, that southwesterly part commences at point "L" situated at the intersection of the expropriation line for the widening of route No. 8 and the dividing line between lots No. 285 and 286 of the official cadastre of the parish of Saint-Eustache, registry division of Two Mountains.

From said point "L", in a southwesterly direction, along said dividing line between lots No. 285 and 286 over a distance of five hundred and sixty-two feet and two-tenths of a foot (562.2′) as far as point "M" situated at the intersection of the line followed and that dividing lot No. 288, of the same cadastre, from lots No. 285 and 286.

From point "M", in a northwesterly direction, along the dividing line between lot No. 286 and lots No. 288 and 287 over a distance of one thousand one hundred and forty-nine feet (1149′) as far as point "Y" situated at the intersection of the line followed and the northwesterly boundary of lot No. 286.

From point "Y", in a northeasterly direction, along the dividing line between lots No. 286 and 287 over a distance of five hundred and sixty-four feet (564′) as far as point "Z" situated at the intersection of the line followed and the expropriation line of route No. 8.

From point "Z", in a southeasterly direction, along the expropriation line of route No. 8 over a distance of one thousand one hundred and fifty feet (1150′) as far as the point of commencement "L".

That part of lot No. 286 measures seventeen arpents and six tenths (17.6) in area, all of which in English measure.

Public notice is also hereby given, that The school commissioners for the school municipality of the town of Saint-Eustache will request, by the same act, special powers, as follows:

Imposer et prélever, dans la municipalité scolaire de la ville de Saint-Eustache, une taxe d'éducation de un pour cent; exempter de taxes ladite compagnie "Jarry Hydraulics Co. Ltd."; annexer à son territoire une partie sud-ouest du lot N° 286 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Eustache, division d'enregistrement des Deux-Montagnes, partie de territoire que la ville de Saint-Eustache désire également annexer et qui est décrite ci-dessus.

Et pour d'autres fins.

Saint-Eustache, ce 27 octobre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
PAQUIN & LAMOUREUX.

49017-44-4-o

Impose and levy, in the school municipality of the town of Saint-Eustache, an education tax of one per cent; exempt from taxation said company "Jarry Hydraulics Co. Ltd."; annex to its territory a southwesterly part of lot No. 286 of the official cadastre of the parish of Saint-Eustache, registry division of Two Mountains, a part of territory which the town of Saint-Eustache also wishes to annex, and described hereinabove.

And for other purposes.

Saint-Eustache, this October 27, 1958.

PAQUIN & LAMOUREUX,
Attorneys for the petitioners.

49017-44-4-o

---

Avis public est par les présentes donné que la ville de Mackayville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'obtention d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1° Changement de son statut de ville en celui de cité;

2° Changement de son nom;

3° Pouvoir de diviser son territoire en quartiers;

4° Pouvoirs spéciaux relatifs au zonage et à ses modifications;

5° Pouvoirs spéciaux relatifs à la règlementation des carrières;

6° Droit de vendre à l'encan les objets saisis;

7° Modification de l'article 543 de la Loi des Cités et Villes;

8° Pouvoirs spéciaux relatifs à l'exécution des ordonnances du Ministère de la Santé; et autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1958.

Le Procureur de la
ville de Mackayville,
ÉMILIEN BRAIS.

49022-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Mackayville will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, for the following purposes:

1. Change its statute of a town to that of a city;

2. Change its name;

3. Power to divide its territory into wards;

4. Special powers respecting zoning and modifications;

5. Special powers respecting the regulating of quarries;

6. The right to sell by auction, goods that have been seized;

7. Amend section 543 of the Cities and Towns Act;

8. Special powers respecting the carrying out of the orders of the Department of Health; and for other purposes.

Montreal, October 28, 1958.

ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for the town
of Mackayville.

49022-44-4

---

Avis public est par les présentes donné que la cité de Jacques-Cartier s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1° Pouvoir d'homologuer et d'exproprier en vue de la création d'un centre civique autour de l'hôtel de ville;

2° Pouvoir d'exempter de taxe les terrains sujets à homologation;

3° Pouvoirs spéciaux d'expropriation en vue de réaménagements de subdivision;

4° Pouvoirs spéciaux d'expropriation en vue de la création de centres industriels;

5° Pouvoirs de créer un fonds industriel;

6° Pouvoirs d'emprunt spéciaux pour fins d'édifices publics;

7° Modification à l'article 426 de la Loi des Cités et Villes pour obtenir des pouvoirs spéciaux en matière de zonage industriel;

8° Pouvoirs de limiter le nombre des postes d'essence;

9° Pouvoirs spéciaux relatifs aux rôles d'évaluations supplémentaires;

10° Pouvoir de définir les droits acquis en matière de zonage;

11° Modification à l'article 489 de la Loi des Cités et Villes;

12° Modification à l'article 522 de la Loi des Cités et Villes;

13° Modification à l'article 593 de la Loi des Cités et Villes;

14° Pouvoirs spéciaux relatifs à l'acquisition et à l'abolition de rues et ruelles en certains cas.

Public notice is hereby given that the city of Jacques-Cartier will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an act amending its charter for the following purposes:

1. The power to homologate and expropriate in view of creating a civic center around the City Hall;

2. The power to exempt from taxation lots subject to homologation;

3. Special powers of expropriation in view of the re-arranging of subdivisions;

4. Special powers of expropriation in view of the creation of industrial centers;

5. Powers to create an industrial fund;

6. Powers for special loans for public buildings;

7. Modification to section 426 of the Cities and Towns Act to obtain special powers in the matter of industrial zoning;

8. Power to limit the number of gasoline stations;

9. Special powers relative to supplementary valuation rolls;

10. Power to define the acquired rights in the matter of zoning;

11. Modification to section 489 of the Cities and Towns Act;

12. Modification to section 522 of the Cities and Towns Act;

13. Modification to section 593 of the Cities and Towns Act;

14. Special powers relative to the acquisition and abolition of streets and lanes in certain cases.

15° Pouvoirs spéciaux relatifs à la perception de la taxe d'eau;

16° Pouvoirs spéciaux relatifs à la démolition des taudis; et autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1958.

Le Procureur de la cité
de Jacques-Cartier,
49023-44-4-o ÉMILIEN BRAIS.

15. Special powers relative to the collection of water-taxes;

16. Special powers relative to the demolition of slums; and other purposes.

Montreal, October 28, 1958.

ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for the city
49023-44-4 of Jacques-Cartier.

## AVIS PUBLIC

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session et y présenteront là et alors, un projet de loi pour les autoriser:

*a*) à annexer pour fins scolaires un certain territoire faisant maintenant partie de la cité de Lachine;

*b*) à détacher de leur territoire un certain terrain faisant maintenant partie de la cité de Dorval;

*c*) à fixer la date et l'heure des élections des commissaires au mois de juin.

Lachine, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs des requérants,
(Signé) CARON, McKAY
49049-45-4-o & TRÉPANIER.

## PUBLIC NOTICE

The school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, give notice that they shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session and, then and there, shall present a bill to be authorized:

*a*) to annex for school purposes a certain territory now forming part of the city of Lachine;

*b*) to detach from their territory a certain land now forming part of the city of Dorval;

*c*) to fix the date and hour of the election of the commissioners in June;

Lachine, 27th day of October 1958.

(Signed) CARON, McKAY
& TRÉPANIER,
49049-45-4-o Attorneys for petitioners.

Avis est par les présentes donné que Leonidas George Nicolopoulos de la cité et du district de Montréal s'adressera à la législature provinciale de Québec à la prochaine session pour changer son nom de Leonidas George Nicolopoulos à celui de Loney George Nicol et pour qu'il puisse exercer ses droits civils sous ce dernier nom.

Montréal, P.Q., ce 29 octobre, 1958.

Les Procureurs du requérant,
WALKER, CHAUVIN, WALKER,
49050-45-4-o ALLISON & BEAULIEU.

Public notice is hereby given that Leonidas George Nicolopoulos of the city and district of Montreal will apply at the next session of the Quebec Legislature for an Act authorizing him to change his name from Leonidas George Nicolopoulos to Loney George Nicol and to exercise his civil rights under that name.

Montreal, P.Q., October 29th, 1958.

WALKER, CHAUVIN, WALKER,
ALLISON & BEAULIEU,
49050-45-4-o Attorneys for petitioner.

Avis public est, par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de St-Maurice, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi: 1° pour modifier son nom corporatif; 2° pour leur permettre d'accorder par des résolutions qui seront irrévocables, des pensions viagères d'un montant défini dans chaque cas, payables à même les fonds généraux de la corporation, à Octave Bédard, Lucien Plante, Trefflé Vandal, Napoléon Pellerin et Patrick Trudel respectivement; 3° pour modifier la loi 14-15 George VI, chapitre 113, article 3, de façon à ce que les indemnités de leur président et des membres de leur commission soient portées, afin de couvrir leurs frais de déplacement, de représentation et autres, à trois mille dollars à l'égard du président et à mille cinq cents dollars à l'égard de chacun des commissiares.

Shawinigan, le 28 octobre 1958.

Les Procureurs des requérants,
DESILETS, CRÊTE
49051-45-4-o & LÉVESQUE.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Shawinigan, in the county of St-Maurice, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act: 1. modifying its corporate name; 2. authorizing them to grant by resolutions, which shall be irrevocable, pensions for life of a definite amount in each instance, to Octave Bédard, Lucien Plante, Trefflé Vandal, Napoléon Pellerin and Patrick Trudel respectively; 3. to amend the Act 14-15 George VI, chapter 113, section 3, so that indemnities of their president and of the members of their commission be fixed, in order to cover their travelling, entertainment and other expenses, at three thousand dollars as concerns the president and at fifteen hundred dollars as concerns each of the commissioners.

Shawinigan, October 28th, 1958.

DESILETS, CRÊTE
& LÉVESQUE,
49051-45-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par la présente donné que M. Onézime Tremblay, 45, rue Thibeault, Cap-de-la-Madeleine, fils de Dame Jos Adolphe Tremblay, décédée à La Tuque, le 22 juillet 1957, laissant un testament l'instituant exécuteur testamentaire, pour faire prolonger sa gestion com-

Notice is hereby given that Mr Onézime Tremblay, 45 Thibeault Street, Cap-de-la-Madeleine, son of Mrs Jos Adolphe Tremblay, deceased at La Tuque, on the 22nd of July, 1957, leaving a will by which he is name will executor, to prolong his mandate in this capacity, for

me exécuteur testamentaire pour un an à compter de la date de la présentation du bill.

La Tuque, ce 29 octobre 1958.

Le Procureur de J. Onézime Tremblay,
C. H. BOUDREAU, avocat.

49052-45-4-o

---

Prenez avis que Denyse Fortier, épouse dûment autorisée de Jean Dolbec, comptable, des cité et district de Québec, et Guy Fortier, commerçant, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, la priant d'adopter une loi pour régulariser certains actes concernant l'administration de la succession de feu Hermann Fortier, de son vivant des cité et district de Montréal, et pour régulariser et valider les dernières lettres patentes supplémentaires de Hermann Fortier Inc., et pour attribuer équitablement le capital-action de cette compagnie.

Québec, le 30 octobre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
DORION, BERNIER,
LA HAYE & TARDIF.

49053-45-4-o

---

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire d'Amos, dans le comté d'Abitibi-Est, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi leur accordant certains pourvoirs additionnels, et aux fins d'imposer et de prélever dans les limites de la municipalité de la ville d'Amos une taxe de vente dite "taxe d'éducation", n'excédant pas un pour cent.

Amos, le 25 octobre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
(S) CLAUDE BIGUE, c.r.

49054-45-4-o

---

AVIS DE LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA VILLE DE LAC LARRON

Avis est par les présentes donné que "Les Immeubles Delrano Inc.", corporation légalement constituée sous l'empire de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour détacher de la municipalité des cantons-unis de Stoneham et Tewkesberry et de la municipalité de Lac St-Charles un territoire entourant le Lac Larron et pour ériger ledit territoire en municipalité de ville sous le nom de "Ville de Lac Larron";

2° Pour réglementer la composition, l'élection et le remplacement du conseil de la corporation de ville ainsi créé;

3° Pour donner à la corporation de ville ainsi crée certains pouvoirs, entre autres ceux de réglementer la construction, l'occupation et l'usage des bâtiments et la construction des rues;

4° Pour réglementer les pouvoirs d'emprunt de la corporation de ville ainsi créée;

5° Pour réglementer les pouvoirs de la corporation de ville ainsi créée quant à l'exploitation des services publics.

Québec, le 30 octobre 1958.

Les Procureurs de la réquérante.
NOËL, ALLEYN et RIOUX.

49055-45-4-o

---

one year from the date of the presentative of the bill.

La Tuque, October 29th, 1958.

C. H. BOUDREAU, lawyer,
Attorney for J. Onézime Tremblay.

49052-45-4-o

---

Take notice that Denyse Fortier, wife duly authorized of Jean Dolbec, accountant of the city and district of Quebec, and Guy Fortier, dealer, of the city and district of Montreal, will ask the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, to enact a law to validate certain acts concerning the administration of the estate of late Hermann Fortier, during his life of the city and district of Montreal, and to render regular and valid the last supplementary patent letters of Hermann Fortier Inc., and to allott equitably the capital shares of this company.

Quebec, October 30, 1958.

DORION, BERNIER,
LA HAYE & TARDIF,
Solicitors for petitioners.

49053-45-4-o

---

Public notice is hereby given that the school commissioners of the municipality of Amos, in the county of Abitibi-Est, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law granting certain additional powers and permitting to the said school commissioners to impose and levy, within the present limits of the municipality of the town of Amos, a tax called "Education Tax" not exceeding one per cent.

Amos, this 25th day of October, 1958.

(S) CLAUDE BIGUE, Q.C.,
Attorney for the petitioners.

49054-45-4-o

---

NOTICE OF PRESENTATION OF A BILL CONSTITUTING IN CORPORATION THE TOWN OF LAC LARRON

Notice is hereby given that "Les Immeubles Delrano Inc.", a body politic and corporate constituted under the Quebec Companies' Act will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of an act with the following objects:

1. To detach from the municipality of the united townships of Stoneham and Tewkesberry, and from the municipality of Lac St. Charles a territory surrounding Lac Larron and to erect the said territory into a twon municipality under the name of Town of Lac Larron;

2. To regulate the composition, election and replacement of the town corporation so created;

3. To give to the town corporation so created certain powers, amongst which the power to regulate the construction, occupation and use of buildings and the construction of streets;

4. To regulate the borrowing powers of the town corporation so created;

5. To regulate the powers of the town corporation so created in relation with the operation of public services.

Quebec, this 30th October 1958.

NOËL, ALLEYN et RIOUX,
Attorneys for petitioners.

49055-45-4-o

---

Prenez avis que "Dominion Steel and Coal Corporation Limited", corporation légalement constituée, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi aux fins de régulariser et valider certains titres de propriété et pour ratifier les ententes conclues par ladite compagnie avec la corporation de la paroisse de Contrecœur et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Contrecœur dans le comté de Verchères.

Le Procureur de la pétitionnaire.
49056-45-4-o GUY DORION, C.R.

Le soussigné donne avis qu'il présentera, à la prochaine session de la Législature de Québec, un projet de loi pour accorder l'adoption de Laura Helen Thompson par Harry Shapiro, de Montréal.

Le Procureur du requérant,
49057-45-4-o Me LOUIS DORION, avocat.

Avis public est, par les présentes donné, que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Haut de la Petite Côte Sainte-Rose dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de "La municipalité scolaire de Fabreville, dans le comté de Laval" et comprenant le territoire de leur municipalité scolaire actuelle, celui de la municipalité scolaire de Monrougeau et les parties situées dans le territoire de la ville de Fabreville des municipalités scolaires de Saint-Théophile de Laval-Ouest et de ville de Sainte-Rose et constituer une nouvelle corporation scolaire sous le nom de "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, dans le comté de Laval"; établir deux quartiers pour l'élection des commissaires et pour toutes autres fins.

Montréal, le 3 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49058-45-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Canada — Province de Québec
District de Hull

AVIS

La corporation municipale de la ville de Gatineau et la commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau, donnent par le présent avis:

Que la corporation municipale de la ville de Gatineau et la commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour faire fixer les taxes municipales et scolaires de la compagnie de Commercial Alcohols, Limited, pour une période de trois (3) ans.

Qu'ils demanderont l'autorisation de changer, durant l'année scolaire de classes ou d'écoles ou de fonctions pédagogiques les membres du personnel enseignant, sans réduction de traitement.

Qu'ils demanderont également la sanction de changer les limites de la ville de Gatineau, imposé par l'annexion d'un territoire, appartenant à la corporation municipale de Templeton Ouest.

Donné à Gatineau, ce 22 octobre 1958.

Le Procureur des requérantes,
49059-45-4-o LIONEL MOUGEOT.

Take notice that "Dominion Steel and Coal Corporation Limited", a body lawfully incorporated, of the city and district of Montreal, will ask the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, to enact a law to declare valid and legal certain titles of immoveable properties and to ratify agreements passed by the said company with La Corporation de la Paroisse de Contrecœur et Les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de Contrecœur dans le comté de Verchères.

GUY DORION, Q.C.,
49056-45-4-o Attorney for petitioner.

The undersigned gives notice that he will present, at the next session of the Quebec Legislature, a project of law to grant the adoption of Laura Helen Thompson by Harry Shapiro, of Montreal.

Me LOUIS DORION, Advocate,
49057-45-4 Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Haut de la Petite Côte Sainte-Rose, in the county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the following purposes: to erect a new school municipality under the name of "The school municipality of Fabreville in the county of Laval" including the territory of their actual school municipality, the territory of the school municipality of Monrougeau, and the parts located in the territory of town of Fabreville, of the school municipality of Saint Théophile de Laval-Ouest and of the town of Sainte-Rose and to form a new school corporation under the name of "The school commissioners for the municipality of Fabreville, in the county of Laval"; to establish two wards for election of commissioners and for any other purposes.

Montreal, November 3rd, 1958.

Me ANDRÉ DUCHARME,
49058-45-4-o Attorney for petitioners.

Canada — Province of Quebec
District of Hull

NOTICE

The municipal corporation of the town of Gatineau and the school commission of Gatineau, Papineau, is hereby this notice that:

The municipal corporation of the town of Gatineau and the school commission of Gatineau, Papineau (catholic) will appear before the legislature of province of Quebec at its next session to ask a fixation of the amount of municipal and school taxes of the Commercial Alcohols, Limited, and for a period of three years (3).

That they will also ask the authorization to change the fonctions, of the teaching personal, during the school year, without any reduction of salary.

That they will also ask to change the limits of the town of Gatineau, be sanction, following the annexation of a part of the territory of the municipality of West Templeton.

Give at Gatineau, this 22 of October, 1958.

LIONEL MOUGEOT,
49059-45-4-o Attorney for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale de la paroisse de Ste-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de la prochaine session, pour l'obtention d'une charte de ville soumise à la Loi des cités et villes contenues dans le chapitre 233 S.R.Q. (1941) et ses amendements à la prochaine session de la Législature provinciale.

*a*) Son nom sera "Ville de Ste-Geneviève";

*b*) Les limites de ladite ville seront les mêmes que celles de la corporation de la paroisse de Ste-Geneviève, comté de Jacques-Cartier;

*c*) La population dans les limites de ce territoire tel que constatée par recensement spécial du 10 octobre 1958, se chiffre à plus de 9,000 âmes dont 1,500 résidents d'été;

*d*) Certains pouvoirs plus étendus ou des modifications à la Loi des cités et villes seront demandés et plus particulièrement en ce qui regarde les élections municipales, le conseil, les frais de représentation du maire et des échevins, la création d'une commission d'urbanisme, la nomination d'un gérant, les électeurs, le rôle et la création d'un bureau de revision, les avis, l'enlèvement de la neige et les vidanges, la construction, le zonage, l'esthétique, les règlements d'emprunt, la réglémentation du commerce de taxi, le fonds de roulement, la taxe de vente, la législation d'un règlement de construction non soumis au peuple par referendum.

Le Procureur de la requérante,
49060-45-4-o JEAN GAGNON.

Notice is hereby given that the municipal corporation for the parish of Ste-Genevieve, county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain a town charter subject to the Cities and Towns Act contained in chapter 233 R.S.Q. (1941) and its amendments at the next session of the Provincial Legislature.

*a*) The name shall be "Town of Ste-Geneviève";

*b*) The limits of the said town shall be the same as those of the corporation of the parish of Ste-Geneviève, county of Jacques-Cartier;

*c*) The population within the limits of this territory as shown by the special census of October 10, 1958, counts more than 9,000 souls of which 1,500 are summer residents;

*d*) Certain powers, more extensive, or modifications to the Cities and Towns Act shall be requested and most particularly that which regards the municipal elections, the Council, costs of representation for the mayor and aldermen, the creation of a town-planning commission, appointment of a manager, the electors, the roll and creation of a revision bureau, notices, snow and garbage removal, construction, zoning, aesthetics, loan by-laws, the regulation of the taxi business, rolling funds, sales tax, legislation of a building by-law not submitted to the people by referendum.

JEAN GAGNON,
49060-45-4 Attorney for the petitioner.

---

Avis public est par les présentes donné que Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la Cité de Lévis dans le comté de Lévis s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, étendant leurs pouvoirs, les autorisant à changer les instituteurs de classe, à payer une compensation au président et aux autres commissaires et à conclure des arrangements avec les commissaires d'écoles d'autres municipalités scolaires pour admettre les élèves de telles commissions scolaires, et pour autres fins.

Lévis, ce 29 octobre 1958.

Les Procureurs des requérants,
49074-45-4-o GAGNON & DE BILLY.

Public notice is hereby given that The School Commissioners for the municipality of the city of Levis, in the county of Levis, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act extending their powers, authorizing them to change schoolteachers, compensate the President and other Commissioners and conclude arrangements with the School Commissioners of other municipalities in order to admit pupils of such school Commissions, and for other purposes.

Levis, this October 29, 1958.

GAGNON & DE BILLY,
49074-45-4 Attorneys for the petitioners.

---

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Saint-Michel s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi pour les objets suivants:
préciser et améliorer certaines dispositions de sa charte, augmenter ses pouvoirs et se soustraire à l'application de certaines dispositions de la loi de la Commission Métropolitaine de Montréal (11 George V, chapitre 140) et ses amendements, concernant les emprunts; augmenter l'indemnité du maire et des échevins; constituer un fonds de roulement; valider et confirmer certaines ventes faites par la cité pour non paiement de taxes super non domino; et pour toutes autres fins.

Cité de Saint-Michel, 29 octobre 1958.

Le Procureur de la requérante,
49075-45-4-o BRUNO CREVIER.

Public notice is hereby given that the city of Saint-Michel, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:
to increase its powers and withdraw from the application of some provisions of the Montreal Metropolitan Commission Act (11 George V, chapter 140) and its amendments with respect to municipal loans; to increase the indemnity of the mayor and the aldermen; to create a working-fund; to confirm certains sales made by the city for non-payment of taxes super non domino; and for any other purposes.

City of Saint-Michel, October 29th, 1958.

BRUNO CREVIER,
49075-45-4-o Attorney for the petitioner.

---

Avis est par les présentes donné que La commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant des

Public notice is hereby given that The catholic school commission of Pointe-Claire and Beaconsfield, in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a law for the purpose of granting it

pouvoirs spéciaux concernant la date de l'élection des commissaires et la durée de la votation en ce cas; la division du territoire pour fins électorales; le mode de remplacement des commissaires; le taux de la taxe de vente que la commission a déjà le pouvoir d'imposer; le changement de fonction, de classes ou d'écoles des instituteurs, et pour autres fins.

Montréal, le 3 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU &
POUPART.

49076-45-4-o

---

Avis est par les présentes donné que la ville de Chambly s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de lui accorder certains pouvoirs spéciaux concernant l'enlèvement et la destruction des vidanges et la répartition du coût de ces services; la règlementation des fossés et cours d'eau et la répartition du coût des travaux s'y rapportant; la subdivision des lots; la répartition du coût des travaux d'aqueduc; les restaurants ambulants; le stationnement des roulottes; la prévention des nuisances sur les lots vacants ou partiellement bâtis; l'imposition d'une taxe de vente n'excédant pas 2%; l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur requête des deux tiers des propriétaires intéressés; l'exécution de travaux d'aqueduc et d'égouts dont le coût ne sera imposé aux propriétaires intéressés que lorsqu'ils commenceront à faire usage de ces services; la création d'un fonds de roulement; la création d'un fonds industriel; l'annexion d'un certain territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de St-Joseph-de-Chambly et l'évaluation des terres en culture dans ledit territoire, et pour autres fins.

Montréal, le 3 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU &
POUPART.

49077-45-4-o

---

Avis public, est par les présentes, donné que la Corporation de la Paroisse St Ambroise, dans le comté de Québec, Corporation régie par le Code municipal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° L'autoriser à accorder des frais de représentations au maire et aux conseillers;

2° Pour autoriser le secrétaire-trésorier à payer une somme n'excédant pas cent dollars sur la seule autorisation du chef du Conseil;

3° L'autoriser à approprier annuellement dans son budget une somme n'excédant pas cinq pour cent dudit budget pour fins patriotiques, éducationnelles, charitables et de publicité;

4° L'autoriser à modifier ou abroger le règlement numéro 106 — relatif à la construction et au zonage sur la seule approbation du ministre des affaires municipales;

5° Pour règlementer, conditionner et prohiber l'émission des permis de construction;

6° Pour l'autoriser à exiger comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que le propriétaire cède à titre gratuit, une superficie de terrain n'excédant pas cinq pour cent du terrain compris dans le plan pour fins de parcs ou de terrains de jeux;

7° Pour l'autoriser à instituer une commission d'urbanisme;

certain special powers concerning the date of the election of the school commissioners and the voting-hours in such case; the division of the territory for electoral purposes; the replacement of the members of the board; the rate of the sales tax which the commission is already authorized to impose; the transfer of teachers from one function, class or school, to another, and for other purposes.

Montreal, November 3rd, 1958.

LACROIX, VIAU &
POUPART,
Attorneys for the petitioner.

49076-45-4-o

---

Public notice is hereby given that the town of Chambly will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a law for the purpose of granting it certain special powers concerning the removal and destruction of garbage; the regulating of ditches and water-courses and the apportionment of the cost of works pertaining thereto; the subdivision of lots; the apportionment of the cost of water-works; itinerant restaurants; the parking of trailers; the prevention of nuisances on vacant lots or lots partly built upon; the imposition of a sales tax not exceeding 2%; the execution of sewer, water-works and road works upon petition of two thirds of the interested property-owners; the execution of sewer and water works the cost of which shall be charged to the interested property owners only when they shall use said services; the establishment of a working-fund; the creation of an industrial fund; the annexation of a certain territory presently forming part of the municipality of the parish of St-Joseph-de-Chambly and the assessment of cultivated land in said territory, and for other purposes.

Montreal, November 3rd, 1958.

LACROIX, VIAU &
POUPART,
Attorneys for the petitioner.

49077-45-4-o

---

Public notice, is hereby given that the Corporation of the parish St-Ambroise, Quebec county, Corporation governed by the Municipal Code, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. To indemnify the mayor and councillors for the cost of representations;

2. To authorize the secretary-treasurer to pay upon the only authorisation of the chief of the council an amount not exceeding one hundred dollars;

3. To authorize the Corporation to adapt annually in its budget an amount not exceeding five per cent of its budget for patriotic, educational, charitable and advertising purposes;

4. To authorize the amending or repealing of the by-law number 106, respecting the construction or zonage upon the only approbation of the Minister of Municipal Affairs;

5. To regulate, issue under conditions or forbid the issuing of construction permit;

6. To authorize the approval of a plan of subdivision under the condition that the owner of the land accetps to part with an area not exceeding five per cent of the land included in the plan for the purposes of establishing public parks and public playgrounds;

7. To authorize the corporation to establish a town planning Commission;

8° Pour lui rendre applicables les articles 430, 431 et 432, de la loi des cités et villes, relatifs aux plans de la municipalité;

9° Pour l'autoriser à décréter la fermeture des dépotoirs, et déterminer des endroits spéciaux à ces fins;

10° Pour lui rendre applicable le paragraphe 1, de l'article 429, de la loi des cités et villes, relatif à l'ouverture, la fermeture, l'élargissement et le prolongement des rues;

11° Pour lui rendre applicable, *mutatis mutandis*, l'article 593, de la loi des cités et villes, relatif aux emprunts;

12° Ratifier, confirmer et valider son droit d'exproprier le réseau d'aqueduc de la Société d'Aqueduc de L'Ormière;

13° Et pour toutes autres fins;

Québec, le 31 octobre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
49078-45-4-o Me LUCIEN MORNEAU.

8. To authorize the corporation to be ruled by articles 430, 431 and 432 of the cities and towns act, the said articles related to Municipal plans;

9. To authorize the Corporation to order the closing down of private dumps and the opening of public dumps at places espicially determined;

10. To authorize the Corporation to be ruled by the paragraph 1.— of article 429 of the cities and towns act, the said article related to the opening, the closing down, the enlargement and the extension of public streets;

11. To authorize the Corporation to be ruled, *mutatis mutandis*, by article 593 of the cities and towns act, the said article related to loans;

12. To ratify, confirm and validate the right of the Corporation to expropriate the system of waterworks of "La Société d'Aqueduc de L'Ormière";

13. For any other purposes;

Quebec, October 31, 1958.

Me LUCIEN MORNEAU.
49078-45-4-o Attorney for the petitioner.

---

Avis est par les présentes donné que Ville d'Anjou s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins d'obtenir les pouvoirs de règlementer les antennes de télévision pour les maisons de plus d'un logement, et d'accorder une franchise à un organisme spécialisé en la matière: d'obtenir les pouvoirs d'homologation, et le pouvoir d'ériger et d'opérer un ou des garages pour la remise obligatoires des autos dans les secteurs d'habitations de plus d'un logement, de faire tous les travaux permanents de trottoirs, d'égout, d'aqueduc et de pavages et d'emprunter de sa propre initiative, d'élever le montant du dépôt des candidats au poste de conseiller, de légaliser la vente par le shérif de certaines subdivisions du lot 423, de créer un fonds industriel, de prescrire que les entrées d'eau et d'égout et leur raccordement seront aux frais du propriétaire, d'obliger tout propriétaire à installer une soupape et pour tous autres pouvoirs.

Montréal, le 29 octobre 1958.

Le Procureur de Ville d'Anjou.,
49079-45-4-o YVES LAURIER, C.R.

Notice is hereby given that the town of Anjou will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter to obtain the right to regulate television antennae for multiple dwelling buildings, to grant a franchise to one specialised organisation, to homologate land and to build and operate garages for autos in multiple dwelling buildings area for compulsory use, to do on its property all permanent works by its own initiative, and to borrow the amounts for such purposes, to rise the deposit of councillors for nomination, to regularize the sales for taxes, thirty years ago, of certain subdivisions of lot 423, to create a fund for industrial purposes, to prescribe the construction of private conduits, water intakes, sewers, and their connection shall be done at the expense of the owner, the installation of a obeck valve and for other purposes.

Montreal, October 29th, 1958:

YVES LAURIER, Q.C.,
49079-45-4-o Attorney for The Town of Anjou.

---

Avis public est, par les présentes donné, que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la Ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Laval, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi, aux fins suivantes: augmenter de 1% à 2% la taxe de vente pour fins d'éducation; fixer le taux d'intérêt à 6% sur les arrérages de taxes; avoir le droit de changer les instituteurs de classes ou d'écoles sans affecter leur traitement; fixer une indemnité aux commissaires d'écoles et pour toutes autres fins.

Montréal, le 4 novembre 1958.

Le Procureur des Pétitionnaires,
49080-45-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the Town of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the following purposes: to increase from 1% to 2% the sales tax for educational purposes; to increase to 6% the rate of interest on taxation arrears; to have the right to change teachers of classes or school without affecting their salary; to fix an indemnity to the school commissioners and for any other purposes.

Montreal, November 4th, 1958.

Me ANDRÉ DUCHARME,
49080-45-4-o Attorney for Petitioners.

---

Avis public est, par les présentes donné, que la Ville de Saint-François, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, aux fins suivantes: règlementer les fossés et les cours d'eau; règlementer les taxis; confectionner le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles; autoriser la signification des procédures de la Cour Municipale par lettres recommandées; annexer à son territoire une partie du territoire de la Munici-

Public notice is hereby given that the Town of Saint François, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, amending its charter, for the following purposes: to regulate the sewers and ditches; to regulate the taxis; to prepare the valuation roll on a card-index or loose leaf folder system; to authorize the service of the Municipal Court proceedings by registered mail; to annex to its territory part of the territory of the Municipality of the Parish Saint-Louis de

palité de la paroisse Saint-Louis de Terrebonne comprenant les lots nos 602 à 614 inc. du cadastre de ladite paroisse et pour autres fins.

Montréal, le 5 novembre 1958.

Le Procureur de la ville
de Saint-François,
49081-45-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

---

Avis public est, par les présentes, donné que Alexandre Harbec, rentier, de St-Jean, district d'Iberville, Emile Harbec, rentier, de St-Blaise, district d'Iberville, et Estelle Harbec, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Denis Lanoue, entrepreneur-peintre, de Bedford, district de Bedford, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale leur permettant de vendre certains immeubles faisant partie de la succession de feu Dame Lucie Harbec, en son vivant, de St-Jean, district d'Iberville.

St-Jean, 3 novembre 1958.

Le Procureur des requérants,
49082-45-4-o STANISLAS DÉRY.

---

Avis est par les présentes donné, que Gérard D'Amour, commerçant, domicilié à Montréal, fera une demande à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'adopter une Loi pour établir clairement ses titres à la propriété ci-après décrite:

"Un emplacement sis en la cité de Montréal, ayant front rue Dorion, et composé:

*a*) Du lot connu et désigné sous le numéro douze cent treize (1213) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie;

*b*) De la partie nord-ouest du lot connu et désigné sous le numéro douze cent quatorze (1214) auxdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Ste-Marie; cette dernière partie mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds et neuf pouces, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front, par la rue Dorion; en arrière, par le lot numéro douze cent vingt-trois (1223); du côté nord-ouest; par le lot numéro douze cent treize (1213) et du côté sud-est, par le résidut dudit lot numéro douze cent quatorze (1214) dudit cadastre, le tout mesurant une largeur total de soixante-quinze pieds sur une profondeur totale de quatre-vingts pieds et neuf pouces, mesure anglaise, plus ou moins, avec tous bâtiments y construits, notamment une maison de bois lambrissée en brique de trois étages, comprenant neuf logements, portant les numéros civiques 2083 à 2099 inclusivement de ladite rue Dorion."

Montréal, ce 3ème jour de novembre 1958.

Les Procureurs du pétitionnaire,
49083-45-4-o TORMEY & GUÉRIN.

---

Avis est par les présentes donné que la sucession de Madame Vve Arthur Bourdon s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains changements dans le testament de ladite Dame Vve Arthur Bourdon.

Montréal, 27 octobre 1958.

Le Procureur de ladite Succession,
49105-45-4-o FRS. FAUTEUX.

---

Avis public est par les présentes donné que l'Association d'Hospitalisation du Québec s'adressera à l'Assemblée Législative de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi constituant en corporation une compagnie

Terrebonne, including lots nos 602 to 614 inc. of the Cadastral Plan of said Parish and for other purposes.

Montreal, November 5th, 1958.

Me ANDRÉ DUCHARME,
Attorney for the Town
49081-45-4-o of Saint-François.

---

Public notice is hereby given that Alexandre Harbec, annuitant, of St. Johns, district of Iberville, Emile Harbec, annuitant, of St. Blaise, district of Iberville, and Estelle Harbec, housewife, wife contractually separate as to property of Denis Lanoue, master painter, of Bedford, district of Bedford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special law allowing them to sell certain immoveable property forming part of the estate of the late Dame Lucie Harbec, in her lifetime of St. Johns, district of Iberville.

St. Johns, November 3, 1958.

STANISLAS DÉRY,
49082-45-4 Attorney for the petitioners.

---

Notice is hereby given that Gérard D'Amour, merchant, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an act to clarify its title to an immoveable property knwon as:

"An emplacement situated in the city of Montreal, facing on Dorion Street, and comprising:

*a*) A lot known and designated under number twelve hundred and thirteen (1213) of the official plan and book of reference of the parish of St. Mary Ward;

*b*) The northwest part of lot known and designated under number twelve hundred and fourteen of the said official plan and book of reference of the cadastre of St. Mary ward, (1214), this latter part measuring twenty-five feet in width by a depth of eighty feet and nine inches, English measure and more or less, and bounded as follows: at the front by Dorion Street, at the rear, by lot number twelve hundred and twenty-three (1223) on the northwest side by lot number twelve hundred and thirteen (1213) and on the southeast side by the remainder of said lot number twelve hundred and fourteen (1214) of the said cadastre, the whole, measuring a total width of seventy-five feet by a total depth of eighty feet and nine inches, English measure, more or less, with all buildings thereon erected, including a three-storiedwooden house covered in brick, comprising nine tenements, and bearing city numbers 2083 to 2099 inclusively of the said Dorion Street."

Montreal, this 3rd day of November, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,
49083-45-4-o Attorneys for the petitioner.

---

Notice is hereby given that the estate of the late widow Arthur Bourdon will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain changes in the will of the said widow Arthur Bourdon.

Montreal, October 27th, 1958.

FRS. FAUTEUX,
49105-45-4-o Attorney for the Estate.

---

Public notice is hereby given that Quebec Hospital Service Association will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act to incorporate a mutual life assurance company under the name, in French,

d'assurance-vie mutuelle sous le nom, en français, de "La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec" et en anglais "The Quebec Mutual Life Asssurance Company", avec les pouvoirs de transiger l'assurance et la ré-assurance des personnes et pour autres fins.

Montreal, 4 novembre 1958.

Les Procureurs de l'Association
d'Hospitalisation du Québec,
COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,
49104-45-4-o PORTEOUS & HANSARD.

Avis est par les présentes donné que "Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu" s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi remplaçant les dispositions de la loi des assurances de la province de Québec en vertu desquelles elle a été constituée, changeant le nom de la compagnie à "La compagnie Trois-Rivières & St-Maurice d'assurance générale" — "The Trois-Rivières & St-Maurice General Insurance Company", autorisant un capital-actions de un million de dollars ($1,000,000.00) pour la compagnie, définissant les pouvoirs de la compagnie, permettant à la compagnie d'émettre des contrats d'assurance participant ou non-participant, au comptant ou moyennenant billets de dépôts, et pour autres fins.

Les Trois-Rivières, le 5 novembre 1958.

Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

Le Procureur de la pétitionnaire,
49106-45-4-o RICHARD RIOUX.

Avis public est par les présentes donné que Clifford Wright Harris, de la ville de Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, Charles Edwin Newman Kaulback, de la ville de Hampstead, dans le comté d'Hochelaga, Philip Thomas Renous Pugsley, Arthur H. Westbury, tous deux de la ville de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, Russell Roy Merifield de ville Mont-Royal, comté d'Hochelaga, Stuart Augustine Kerr, de la ville de Montréal-Ouest, comté d'Hochelaga, tous membres actuels de "Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies", s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec", et pour accorder à la nouvelle corporation des droits, pouvoirs et privilèges lui permettant de répondre aux besoins actuels et de poursuivre ses fins plus facilement.

Montréal, le 5 novembre 1958.

Les Procureurs des requérants,
49107-45-4-o MONETTE et FILION.

Avis est par les présentes donné que la Très Révérende Mère Maria Elisa Zanchi, supérieure générale de l'Institut des Soeurs de Sainte-Marcelline, d'Italie, domiciliée et demeurant à Milan, Italie, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une Loi constituant une corporation sous le nom de "Les Soeurs de Saint-Marcelline", en anglais "The Sisters of Ste. Marcelline", dans le but d'administrer des maisons et institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations, et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montreal, ce 5 novembre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
49108-45-4-o JEAN GRÉGOIRE.

of "La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec", and in English, of "The Quebec Mutual Life Assurance Company", with the power to carry on the business of assurance and reassurance of the person and for other purposes.

Montreal, 4th November, 1958.

COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD,
Attorneys for Quebec Hospital
49104-45-4-o Service Association.

Public notice is hereby given that "Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing an act replacing the dispositions of the Quebec Insurance Law by which it was constituted, changing the name of the company to "La compagnie Trois-Rivières & St-Maurice d'assurance générale" — "The Trois-Rivières & St-Maurice General Insurance Company", authorizing a capital stock of one million dollars ($1,000,000.00) for the company, defining the powers of the company, authorizing the company to issue insurance contracts, participing or non-participing for cash of for deposit notes, and for other purposes.

Les Trois-Rivières, November the 5th 1958.

Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

RICHARD RIOUX,
49106-45-4-o Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that Clifford Wright Harris, of the town of Beaconsfield in the county of Jacques Cartier, Charles Edwin Newman Kaulback of the town of Hampstead in the county of Hochelaga, Philip Thomas Renous Pugsley, Arthur H. Westbury, both of the city of Montreal, in the county of Hochelaga, Russell Roy Merifield of the town of Mount Royal in the county of Hochelaga, Stuart Augustine Kerr of the city of Montreal West in the county of Hochelaga, who are all actually members of the "Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law constituting them into a corporation, under the name of "The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec", and to grant to the new corporation adequate rights, powers and privileges, in order that it may meet the present conditions and more easily fulfill its aims.

Montreal, November 5, 1958.

MONETTE et FILION,
49107-45-4-o Attorneys for the Petitioners.

Notice is hereby given that the Very Reverend Mother Maria Elisa Zanchi, Superior General of the Institute of the Sisters of Sainte-Marcelline, of Italy, domiciled and residing at Milan, Italy, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an Act constituting a corporation under the name of "Les Soeurs de Sainte-Marcelline", in english "The Sisters of Ste-Marcelline", for the purposes of administrating educational houses and institutions for young girls, with all the powers ordinarily attributed to such corporations, and other powers such a corporation may need to attain its ends.

Montreal, November 5, 1958.

JEAN GRÉGOIRE,
49108-45-4 Attorney for the Petitioner.

Avis public, est par les présentes donné, que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité du village de Lac-au-Saumon, dans le comté de Matapédia, ainsi que la Corporation du village de Lac-au-Saumon, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

1° Pour autoriser lesdits Commissaires à imposer une taxe de vente de un pour-cent (1%) dite taxe d'éducation.

2° Pour autoriser la Corporation du village de Lac-au-Saumon d'imposer une taxe de vente de deux pour-cent (2%).

3° Et pour toutes autres fins.

Mont-Joli, 6 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
49068-45-4-o RHEAULT & CARLE.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the village of Lac-au-Saumon, in the county of Matapedia, as well as the Corporation of the village of Lac-au-Saumon, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, to request the adoption of a bill for the following purposes:

1. To authorize the said Commissioners to impose a sales tax of one per-cent (1%) called education tax.

2. To authorize the Corporation of the village of Lac-au-Saumon to impose a sales tax of two per-cent (2%).

3. And for all other purposes.

Mont-Joli, November 6, 1958.

RHEAULT & CARLE,
49068-45-4 Attorneys for the petitioners.

---

Avis public est par les présentes donné que la ville de Préville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

*a*) Porter de 3 à 6 le nombre de ses échevins;

*b*) Établir un système d'élection des membres du Conseil par roulement;

*c*) Autoriser des ajustements de territoire avec les municipalités contigues, et autres fins.

Montréal, le 5 novembre 1958.

Le Procureur de la
ville de Préville,
49109-45-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Public notice is hereby given that the town of Préville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special law for the following purposes:

*a*) Increase from 3 to 6 the number of its aldermen;

*b*) Establish an election system for the members of the council by means of rotation;

*c*) Authorize territorial adjustments with adjacent municipalities, and other purposes.

Montreal, November 5, 1958.

ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for the
49109-45-4 town of Préville.

---

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, un projet de loi pour changer le nom de Charles Hubert Caprari en celui de Charles Hubert Caprarie-Melville.

Le Procureur du requérant,
49134-46-4-o LOUIS DORION.

The undersigned gives notice that he will introduce a private bill before the Quebec Legislature, in order to change the name of Charles Hubert Caprari to that of Charles Hubert Caprarie-Melville.

LOUIS DORION,
49134-46-4 Attorney for petitioner.

---

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Rivière-du-Loup, dans le comté de Rivière-du-Loup, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une nouvelle loi modifiant la Loi 14, Georges VI, chapitre 96, et les autorisant à imposer une taxe d'éducation de 2% sur les ventes au détail et pour autoriser une indemnité aux commissaires et au président pour fins de représentation.

Rivière-du-Loup, le 6 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49135-46-4-o GEORGES CHASSÉ, avocat.

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Rivière-du-Loup, in the county of Rivière-du-Loup, will petition the Legislature of Quebec at its coming session for the passing of a new act to amend the Act 14, Georges VI, chapter 96, authorising them to impose an education tax of 2% on retail sales and to authorize an indemnity to the commissoners and the president for entertainment.

Rivière-du-Loup, November 6th, 1958.

GEORGES CHASSÉ, advocate,
49135-46-4-o Attorney for the petitioners.

---

## AVIS

La corporation municipale de Sainte-Monique (paroisse), corporation légalement constituée ayant son bureau à Sainte-Monique, comté Lac Saint-Jean, district de Roberval, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi agrandissant son territoire en détachant, au point de vue municipal, une partie du territoire de la corporation municipale de la municipalité de Saint-Édouard de Péribonka, dans le comté municipal Lac Saint-Jean-Ouest, le territoire correspondant à celui déjà annexé pour fins scolaire et de fabrique, afin de l'annexer au point de vue municipal et former

## NOTICE

The municipal corporation of Sainte-Monique (parish), legally incorporated parish having its office at Sainte-Monique, county of Lake Saint-John, district of Roberval, gives notice by these presents that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for the adoption of an Act enlarging its territory by detaching, from a municipal point of view, a part of the territory of the municipal corporation of the municipality of Saint-Édouard de Péribonka, in the municipal county of Lake Saint-John-West, the territory corresponding to that already annexed for school and fabrique purposes, so as to annex it from a municipal

un territoire unique, tant au point de vue municipal que scolaire et de fabrique.

Sainte-Monique, ce 4 novembre 1958.

Le Procureur de la requérante,
J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R.
Cité d'Alma, C.P. 220, Lac Saint-Jean.
49136-46-4-o

---

Avis public est, par les présentes, donné que Dame Jeanne Simard, veuve de Georges Léveillée, de la cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi permettant l'aliénation de certains immeubles laissée par le défunt dans sa succession.

La Pétitionnaire,
JEANNE SIMARD-LÉVEILLÉE.
49137-46-4-o

---

Avis est par les présentes donné que Ludovic Polak, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi changeant son nom en celui de Ludovic Diez d'Aux.

Montréal, le 28 octobre 1958.

Les Procureurs de Ludovic Polak,
(Signé) LACOSTE & LACOSTE.
49138-46-4-o

---

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Changer le nom de les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery en celui de "la Commission scolaire de Sillery."

2° Modifier le mode d'engagement des instituteurs et institutrices.

3° Avoir le droit de résilier le contrat d'engagement d'une institutrice qui contracte mariage.

4° Pour augmenter les indemnités des commissaires pour leurs frais de représentation et autres dépenses.

5° Et pour toutes autres fins.

Sillery, ce 7 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49139-46-4-o ROGER GOSSELIN.

---

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

*a*) Changer son nom en celui de "La Commission des écoles catholiques de la cité de Kénogami."

*b*) Accorder une pension mensuelle de $200.00 à J. P. Lapierre, secrétaire-trésorier, lorsqu'il sera mis à sa retraite.

*c*) Organiser un fonds de pension pour ses employés, autres que ceux préposés à l'enseignement.

*d*) Et pour toutes autres fins.

Québec, le 7 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49140-46-4-o RENÉ BOUDREAULT.

---

Avis public est par les présentes donné que La corporation de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce, et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce, s'adresseront à la Législature,

point of view and to form a unique territory, as much from a municipal point of view as from that of a school and fabrique.

Sainte-Monique, November 4, 1958.

J. VICTORIEN TREMBLAY, Q.C.,
Attorney for the petitioner.
City of Alma, P.O.B. 220, Lake St-John.
49136-46-4

---

Public notice is hereby given that Dame Jeanne Simard, widow of Georges Léveillée, of the city of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special law allowing her to alienate certain immoveable properties left by the deceased in his estate.

JEANNE SIMARD-LÉVEILLÉE,
Petitioner.
49137-46-4-o

---

Notice is hereby given that Ludovic Polak, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act changing his name to Ludovic Diez d'Aux.

Montreal, October 28th, 1958.

(Signed) LACOSTE & LACOSTE,
Attorneys for Ludovic Polak.
49138-46-4-o

---

Public notice is by these presents given that the school commissioners for the municipality of the city of Sillery will apply to the Quebec Legislature at its next session to request the adoption of an Act for the following purposes:

1. To change the name of the school commission for the municipality of the city of Sillery into that of "The Sillery school commission."

2. To modify the method for the engagement of the men and women teachers.

3. To have the right to cancel a contract of employment of women teachers who become engaged.

4. To increase the commissioners indemnity for the cost of representation and other expenses.

5. And for all other purposes.

Sillery, November 7th, 1958.

ROGER GOSSELIN,
49139-46-4-o Attorney for the petitioners.

---

Notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of Kénogami, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at his next session, for the adoption of a law, for the following purposes:

*a*) To change their name for "The Catholic Schools Commission for the city of Kenogami."

*b*) To grant a monthly pension of $200.00 to J. P. Lapierre, Secretary-Treasurer, when he will retire.

*c*) To organise a pension fund for the benefit of their employees other than those engaged in teaching."

*d*) And for other purposes.

Quebec, November 7th, 1958.

RENÉ BOUDREAULT,
49140-46-4-o Attorney for petitioners.

---

Public notice is hereby given that The corporation of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, and The school commissioners for the municipality of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, will apply to the Legislature, at its

à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant les lois 4-5 Elizabeth II, chapitre 122, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 128, à l'effet d'étendre le territoire décrit dans lesdites lois en y ajoutant les territoires de la municipalité de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce, et de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce; et de pourvoir au partage de la taxe de vente entre ces diverses corporations au prorata de la population en ce qui concerne les corporations municipales et au prorata du nombre des enfants dans chacune des municipalités scolaires, selon l'article 285 de la Loi de l'Instruction Publique, en ce qui concerne lesdites municipalités scolaires.

Ste-Marie, Beauce, 30 octobre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49141-46-4-o LOUIS ALFRED FERLAND.

next session, to request the adoption of a law modifying Acts 4-5 Elizabeth II, chapter 122, and 1-2 Elizabeth II, chapter 128, for the purpose of extending the territory described in the said acts by adding thereto the territories of the municipality of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, and of the school municipality of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, and provide for the sharing of the "sales tax" between these different corporations, proportionately to the population, concerning the municipal corporations and proportionately to the number of children in each of these school municipalities, according to section 285 of the Education Act, concerning these school municipalities.

Ste-Marie de Beauce, October 30th, 1958.

LOUIS ALFRED FERLAND,
49141-46-4-o Attorney for the petitioners.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis est par les présentes donné que George Donohue, administrateur, de la cité de Québec, Mark Donohue, avocat, de la cité de Québec, et l'honorable Robert Taschereau, Juge de la Cour Suprême du Canada, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, tous trois étant les seuls exécuteurs testamentaires et fiduciaires actuellement en fonctions des biens de la succession de feu J. Timothy Donohue, en son vivant commerçant de la cité de Québec, et tous trois agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires de ladite succession, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1° Pour préciser la nature des dispositions de biens faites en vertu de l'article septième du dernier testament de feu J. Timothy Donohue, fait en forme authentique devant Claude Taschereau et Charles Cantin, notaires, le 3 mai 1944, sous le numéro 6,618 des minutes de Claude Taschereau, notaire, tel qu'amendé par un codicille fait en forme authentique devant Claude Taschereau et Charles Cantin, notaires, le 9ème jour de juin 1944, sous le numéro 6,633 des minutes de Claude Taschereau, notaire, et par un autre codicille également fait en forme authentique devant Claude Taschereau et Charles Cantin, notaires, le 1er jour de juillet 1946, sous le numéro 7,462 des minutes de Claude Taschereau, notaire;

2° Pour préciser les droits et obligations des exécuteurs testamentaires et fiduciaires de ladite succession quant à la distribution et au partage des biens légués en vertu dudit article septième et pour clarifier les droits des légataires tant en revenus qu'en capital;

3° Pour préciser les pouvoirs de placement des exécuteurs testamentaires et fiduciaires;

4° Pour préciser le sens de certains termes employés auxdits testament et codicilles;

5° Et pour d'autres fins.

Québec, ce 11ème jour de novembre 1958.

Les Procureurs des requérants es-qualité,
PRATTE, CÔTÉ,
TREMBLAY & DÉCHÊNE.
49142-46-4-o

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Notice is hereby given that George Donohue, administrator, of the city of Quebec, Mark Donohue, advocate, of the city of Quebec, and the Honourable Robert Taschereau, one of the judges of the Supreme Court of Canada, of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, all three being the sole testamentary executors and trustees now in office of the estate of the late J. Timothy Donohue, in his lifetime merchant, of the city of Quebec, and all three acting in their capacity as testamentary executors and trustees of the said estate, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, in order to obtain the adoption of a law for the following purposes namely:

1. To determine more exactly the nature of the legacies made under article seven of the last will and testament of the late J. Timothy Donohue, executed before Claude Taschereau and Charles Cantin, notaries, on the 3rd day of May, 1944, under number 6,618 of the minutes of Claude Taschereau, notary, as amended by a codicil executed before Claude Taschereau and Charles Cantin, notaries, on the 9th day of June, 1944, under number 6,633 of the minutes of Claude Taschereau, notary, and by another codicil executed before Claude Taschereau and Charles Cantin, notaries, on the 1st day of July, 1946, under number 7,462 of the minutes of Claude Taschereau, notary;

2. To determine more exactly the rights and obligations of the said testamentary executors and trustees as to the distribution and partition of the property bequeated under article seven of the said last will and testament and codicils thereto, and to specify the rights of the legatees of the revenue and capital thereof;

3. To specify the investment powers of the said testamentary executors and trustees;

4. To specify the meaning of certain expressions used in the said last will and testament and codicils thereto;

5. And for other purposes.

Quebec, this 11th day of November, 1958.

PRATTE, CÔTÉ,
TREMBLAY & DÉCHÊNE,
Attorneys for petitioners es-qualité.
49142-46-4-o

Canada — Province de Québec

Avis public est, par les présentes, donné que La commission des écoles catholiques de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant la loi 14, Georges VI, chapitre 136, et ses amendements:

*a*) Pour autoriser une modification de la taxe de vente quant au taux de la taxe;

*b*) Pour modifier le paragraphe 2, de l'article 1 en y ajoutant "La municipalité du village de St-Jean-Eudes";

*c*) Pour changer le nom des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi partout où il apparaît dans la loi, par celui de la commission des écoles catholiques de Chicoutimi;

*d*) Pour obtenir le pouvoir de souscrire auprès d'une compagnie d'assurance un contrat d'assurance de groupe sur la vie, contre les accidents et la maladie pour le personnel enseignant et administratif et pour les employés réguliers;

*e*) Pour obtenir l'autorisation de créer un fonds de retraite pour son personnel administratif et ses ouvriers réguliers.

Chicoutimi, le 11 novembre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
JEAN-PAUL GRAVEL, avocat.

49143-46-4-o

Canada — Province of Quebec

Public notice is hereby given that The catholic school commission of Chicoutimi will make application to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of an Act amending the Act 14, George VI, chapter 136, and its amendments:

*a*) To authorize a modification of the sales tax insofar as the rate of tax;

*b*) To modify paragraph 2, of section 1 by adding "The municipality of the village of St-Jean-Eudes";

*c*) To change the name of the school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi wherever it may appear in the Act, by that of the catholic school commission of Chicoutimi;

*d*) To obtain the power to subscribe with an insurance company for an insurance contract for group life insurance against accidents and sickness for the teaching and administrative staff and for regular employees;

*e*) To obtain the authorization to create a fund for the retirement of its administrative staff and regular workmen.

Chicoutimi, November 11, 1958.

JEAN-PAUL GRAVEL, advocate,
Attorney for the petitioner.

49143-46-4

---

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Sorel, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi amendant sa charte, pour les raisons suivantes: que le greffier ne soit tenu de dresser une liste des électeurs que dans l'année où une élection générale a lieu; pour réglementer ou prohiber l'usage ou la vente des fusées, pétards, etc.; pour pouvoir emprunter annuellement, durant une période de trois (3) ans, une somme n'excédant pas cinquante mille dollars ($50,000.00), pour divers travaux; pour réglementer l'existence des nuisances; pour enlèvement de véhicules stationnés illégalement; pour autoriser la cité à emprunter une somme de cent vingt-cinq mille dollars ($125,000.00), en vue de construire un incinérateur et de prendre entente avec les municipalités environnantes pour l'usage dudit incinérateur; instituer des commissions d'urbanisme, loisirs, tourisme et d'industrie, ainsi qu'une Commission des Sites et Monuments Historiques pour permettre l'utilisation de fiches ou de feuilles mobiles dans le rôle d'évaluation; pour réglementer ou prohiber les restaurants ambulants; réglementer sur l'avis de l'arrivée et du départ de tout locataire; pour proportionner la taxe de locataire et d'eau au temps d'occupation; pour vendre à l'enchère les biens-meubles non réclamés en la possession de la cité; pour réglementer les postes d'essence; pour réglementer les postes de taxis, les services de taxis, l'emploi et le contrôle de taximètres; pour permettre à la cité de faire usage des trottoirs pour placer et opérer les parcomètres; pour créer une charge municipale dont le titulaire sera appelé gérant; pour imposer et prélever sur les cirques ou spectacles certains droits ou taxes; pour permettre à la cité de déposer des argents à la Caisse Populaire; pour réduire l'évaluation sur la machinerie pour fins d'imposition; pour signifier, par lettre enregistrée, certaines sommations de la Cour Municipale de la cité pour infractions aux règlements municipaux; défendre ou contrôler l'émission de permis pour la construction d'immeubles sur les rues non desservies par l'aqueduc et l'égoût; pour être auto-

Public notice is hereby given that the city of Sorel, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its Charter for the following reasons: that the city clerk be obliged to draw up a list only within the year where a general election will be held; to regulate or prohibit the use or the sale of rockets, firecrackers, etc.; for power to borrow annually, during a period of three (3) years, an amount not to exceed fifty thousand dollars ($50,000.00), for avrious works; to regulate the existence of nuisances; for the removal of illegally parked vehicles; to authorize the city to borrow an amount of one hundred and twenty-five thousand dollars ($125,000.00), in view of building an incinerator and to have an understanding with the neighboring municipalities for the use of the said incinerator; to institute town planning commissions, recreational centers, tourist trade and industry, as well as a Commission of Historical Sites and Monuments; to allow the use of index-cards or loose-leaf binders in the valuation rolls; to regulate or prohibit ambulating restaurants; to regulate the arrival and departure notices of any tenant; to proportion tenants' tax and water tax to time of occupation; to sell by auction unclaimed moveable property in the City's possession; to regulate gazoline stations; to regulate taxi-stands, taxi-service, the use and control of taximeters; to allow the city to use sidewalks to place and operate parking meters; to create a municipal post the occupant of which shall be called a manager; to impose and levy on circuses or shows certain rights or taxes; the allow the city to deposit moneys at the Credit Union; to reduce the valuation on machinery for purposes of imposition; to signify, by registered letter, certain summons of the Municipal Court of the city for infingements to the municipal regulations: to forbid or control the issuance of a permits for the construction of buildings on streets not served by the aqueduct and sewer mains; to be authorized to establish curfew; to carry to five hundred dollars ($300.00) the maximum amount of licences on certain business; to

risée à établir un couvre-feu; pour porter à cinq cents dollars ($500.00) le montant maximum des licences sur certains commerces; pour modifier les formalités concernant la confection de la liste des électeurs; pour demander certains pouvoirs additionnels concernant la taxe d'affaire; de permettre la réglementation de dispositions relatives à la santé publique; pour obtenir des pouvoirs additionnels relativement aux règlements de construction et ratifier le règlement N° 625 adopté par le conseil le 2 décembre 1952; pour permettre à certaines personnes non domiciliées dans la cité de Sorel à agir comme évaluateurs.

Et pour toutes autres fins.

Sorel, le 10 novembre 1958.

Le Procureur de la cité de Sorel.

49161-46-4-o PAUL-A. PÉLOQUIN.

---

Avis public est par les présentes donné que BP Canada Limited s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement numéro 2450 de la cité de Montréal et un acte notarié en conformité de tel règlement, autorisant ladite compagnie, sujet aux dispositions et conditions y stipulées, de poser et de maintenir en place des conduites souterraines de pétrole, un conduit souterrain pour ligne téléphonique et des manchons souterrains pour conduites additionnelles de pétrole, à travers certaines rues et parcs de ladite cité désignés dans ledit règlement, et pour d'autres fins.

Montréal, ce 12e jour de novembre, 1958.

Les Procureurs de la requérante,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN.

49162-46-4-o

---

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia, ainsi que La corporation du village de Sayabec, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill, aux fins suivantes:

1° Pour autoriser lesdits commissaires à imposer une taxe de vente de un pourcent (1%), dite taxe d'éducation;

2° Pour autoriser La corporation du village de Sayabec à imposer une taxe de vente de deux pourcent (2%).

3° Pour toutes autres fins.

Mont-Joli, le 12 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,

49163-46-4-o RHÉAULT & CARLE.

---

Avis public est par les présentes donné que la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant la Loi des ingénieurs professionnels aux fins ci-après:

*a*) faire entrer dans le domaine de l'ingénieur professionnel les travaux d'ingénieur en rapport avec les édifices, sous réserve des droits des architectes;

*b*) permettre à la corporation de réglementer et de restreindre, quant à tous les membres ou à certaines catégories d'entre eux, l'usage du sceau et du titre d'ingénieur;

*c*) préciser les pouvoirs et les devoirs du conseil de la corporation relativement à l'audition des plaintes portées contre les membres de la corporation;

*d*) augmenter à deux cent mille dollars la valeur des biens immeubles que peut posséder la corporation;

moderate formalities concerning the making-up of the electors' list; to request certain additional powers concerning the business tax; to allow the regulation of provisions relative to public health; to obtain additional powers relative to building regulations and to ratify by-law No. 625 adopted by the council on December 2, 1952; to allow certain people, not domiciled in the city of Sorel to act as assessors.

And for all other purposes:

Sorel, November 10, 1958.

PAUL-A. PÉLOQUIN,

49161-46-4 Attorney for the city of Sorel.

---

Public notice is hereby given that BP Canada Limited will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to ratify and confirm by-law 2450 of the city of Montreal and a notarial deed pursuant thereto granting permission to the said company, subject to the terms and conditions therein set forth, to instal and maintain underground petroleum pipes, underground telephone cable and underground sleeves for additional petroleum pipes through certain streets and parks of the said city designated in the said by-law and for other purposes.

Montreal, November 12th, 1958.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN,
Attorneys for applicant.

49162-46-4-o

---

Public notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of Sayabec, in the county of Matapedia, as well as The corporation of the village of Sayabec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session to request the adoption of a bill, for the following purposes:

1. To authorize the said commissioners to impose a sales tax of one percent (1%), called education tax;

2. To authorize The corporation of the village of Sayabec to impose a sales tax of two percent (2%).

3. For all other purposes.

Mont-Joli, November 12, 1958.

RHÉAULT & CARLE,

49163-46-4 Attorneys for petitioners.

---

Public notice is hereby given that the Corporation of Professional Engineers of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the Professional Engineers' Act for the following purposes:

*a*) to include within the scope of the engineering profession the engineering work connected with buildings, under reserve of the rights of the architects;

*b*) to empower the Corporation to regulate and restrict, as for all its members or certain categories of members, the use of a seal and the use of the title "engineer";

*c*) to specify the powers and duties of the council of the Corporation with regard to the hearing of complaints lodged against members of the Corporation;

*d*) to increase to two hundred thousand dollars the value of the real estate that the Corporation may hold;

*e*) accorder à l'Université de Sherbrooke les mêmes privilèges dont jouissent déjà l'École Polytechnique, l'Université Laval et l'Université McGill en rapport avec la profession d'ingénieur;

*f*) préciser les qualifications et les devoirs du collaborateur dans le cas de permis temporaire;

*g*) augmenter à trois cents dollars le maximum auquel le conseil peut fixer les honoraires d'examens;

*h*) permettre à la corporation d'admettre à l'étude de la profession d'ingénieur les personnes qui ne sont pas citoyens canadiens;

*i*) permettre à la corporation de recourir à l'injonction pour empêcher l'exécution d'un ouvrage ou d'une construction si les travaux d'ingénieur se rapportant à cet ouvrage ou à cette construction n'ont pas été faits ou ne sont pas faits par une personne autorisée à les faire en vertu de la Loi des ingénieurs professionnels;

Et pour toutes autres fins.

Montréal, le 12 novembre 1958.

Les avocats de la requérant,
TREMBLAY, MONK, FORGET,
49164-46-4-o BRUNEAU ET BOIVIN.

*e*) to grant to Sherbrooke University the same privileges as are already enjoyed by the École Polytechnique, Laval University and McGill University with regard to the engineering profession;

*f*) to specify the qualifications and duties of the collaborator in case of a temporary licence;

*g*) to increase to three hundred dollars the maximum amount that the council could fix for examination fees;

*h*) to enable the Corporation to admit to the study of the engineering profession persons who are not Canadian citizens;

*i*) to allow the Corporation to resort to injunction proceedings in order to prevent that a project or a construction be executed if the engineering work relating to this project or this construction has not been carried out or is not carried out by a person authorized to do so under the Professional Engineers' Act;

And for other purposes.

Montreal, November 12th, 1958.

TREMBLAY, MONK, FORGET,
BRUNEAU ET BOIVIN,
49164-46-4-o Attorneys for petitioners.

Avis est par les présentes donné que Didace Patenaude, rentier, de la paroisse de Saint-Constant, dans le comté de Laprairie, pétitionnera le corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine ou présente session, aux fins d'obtenir une loi corrigeant la désignation d'un lot de terre à un acte du 29 octobre 1949 acquis par lui de Dame Alma Séguin, veuve de A. E. Robinson, et situé dans la division d'enregistrement de Laprairie.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BEAUCHEMIN & VALIQUETTE.
49165-46-4-o

Notice is hereby given that Mr. Didace Patenaude, a retired farmer, of the Parish of Saint-Constant, in the county of Laprairie, will petition the legislative authorities of the Province of Quebec at their next or present session in order to obtain a bill correcting the designation of a piece of land purchased from Dame Alma Séguin, widow of A. E. Robinson, by deed entered into on October 29th, 1949, and situate in the Registry Division of Laprairie.

BEAUCHEMIN & VALIQUETTE,
Attorneys for petitioner.
49165-46-4-o

## Lettres patentes

(P.G. 13623-58)

**Adanac Export Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Samuel Karpman, comptable agréé, David Black, marchand exportateur, et Samuel J. Smiley, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, fabriquer et faire le commerce de machinerie, moteurs, refrigérateurs, appareils de radio et de télévision, phonographes et appareils semblables, pulpe, papier, produits connexes, meubles, aliments et grains, bottes, souliers et autres chaussures et tous accessoires d'icelles, tissus de laine, coton et soie, toiles, vêtements, cuirs et marchandises de cuir, nouveautés, jouets, appareils élecriques, briques, ciment et minéraux, bois, bois de construction et produits similaires, sous le nom de "Adanac Export Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chaçune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

## Letters Patent

(A.G. 13623-58)

**Adanac Export Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: Samuel Karpman, chartered accountant, David Black, export merchant, and Samuel J. Smiley, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To import, export, manufacture and deal in machinery, motors, refrigerators, radios, television sets, gramaphones, and ancillary equipment, pulp, paper and allied products, furniture, foods and grains, boots, shoes and other footwear and all accessories thereof, wool, cotton and silk fabrics, linens, clothing, leathers and leather goods, novelties, toys, electrical appliances, bricks, cement and minerals, wood, lumber and allied products, under the name of "Adanac Export Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13444-58)

**Akah Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Alexander Hugh Fraser, importateur, Alfred Pinisch, armurier, et Norbert Spennrath, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'armes à feu, carabines, pistolets, et toutes sortes d'articles et d'accessoires pour la chasse, sous le nom de "Akah Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13444-58)

**Akah Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Alexander Hugh Fraser, importer, Alfred Pinisch, gunsmith, and Norbert Spennrath, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in firearms, rifles, guns and all kinds of hunting equipment and accessories thereto, under the name of "Akah Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13374-58)

**Alain Rivest Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Alain Rivest, entrepreneur, Dame Yvette Racette, épouse commune en biens dudit Alain Rivest, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Repentigny, et Jean-Guy Charbonneau, notaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Alain Rivest Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13374-58)

**Alain Rivest Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Alain Rivest, contractor, Dame Yvette Racette, wife common as to property of the said Alain Rivest, and duly authorized by him for these present purposes, both of Repentigny, and Jean-Guy Charbonneau, notary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors; to carry on a real estate business under the name of "Alain Rivest Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13546-58)

**Appartements Lindsay Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1958, constituant en corporation: Marjorie Lindsay, ménagère, épouse séparée de biens de Marc Fortier, Marc Fortier, agent d'assurances, tous deux de Louiseville, et Pierre Fortier, employé civil, de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Appartements Lindsay Ltée", avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Schefferville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13546-58)

**Appartements Lindsay Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1958, incorporating: Marjorie Lindsay, housewife, wife separate as to property of Marc Fortier, Marc Fortier, insurance agent, both of Louiseville, and Pierre Fortier, civil servant, of Grand'Mère, for the following purposes:

To deal in real estate; carry on business as general building contractors, under the name of "Appartements Lindsay Ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Schefferville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13466-58)

**Atlas Film Distributors Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1958, constituant en corporation: Edward I. Auerback, avocat et solliciteur, Madeleine Ferguson, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Mark Edmund Gordon, avocat et solliciteur, et Nahum Gelber, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de vues animées et fixes, accessoires de photographie et outillage, transcriptions électriques; agir comme producteurs de vues animées et en exploiter les studios, sous le nom de "Atlas Film Distributors Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13339-58)

**Avenue Tile Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Daniel Morris, Irwing Halperin, avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et en général faire le commerce de ciment et sous-produits d'icelui, briques de toutes sortes, terra-cotta, tuiles, tuyaux de filtration et d'égout, matériaux à l'épreuve du feu et de la température, sous le nom de "Avenue Tile Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 11752-58)

**Belmont Foods Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Roland St-Martin, Gilbert St-Martin, industriels, et Lillian Tessier, ménagère, épouse commune en biens dudit Gilbert St-Martin, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Belmont Foods Ltd.", avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178-o P. FRENETTE.

---

(A.G. 13466-58)

**Atlas Film Distributors Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day day of October, 1958, incorporating: Edward I. Auerback, barrister and solicitor, Madeleine Ferguson, secretary, spinster, both of Montreal, Mark Edmund Gordon, barrister and solicitor, and Nahum Gelber, lawyer, of Westmount, for the following purposes:

To generally trade in moving and still pictures, photographic supplies and equipment, and electrical transcriptions; to carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Atlas Film Distributors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13339-58)

**Avenue Tile Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Daniel Morris, Irving Halperin, advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in cement and the by-products thereof, bricks of all kinds, terra-cotta, tiles, drain and sewer pipes, fireproofing and weather-proofing materials, under the name of "Avenue Tile Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 11752-58)

**Belmont Foods Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Roland St-Martin, Gilbert St-Martin, industrialists, and Lillian Tessier, housewife, wife common as to property of the said Gilbert St-Martin, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in food products, under the name of "Belmont Foods Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13547-58)

**Birchtree Estates Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1958, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, comptable agréé, Mortimer Dolman et Philip Borrow, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Birchtree Estates Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 410 rue St-Nicholas, chambre 403, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13547-58)

**Birchtree Estates Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1958, incorporating: Avram Harold Garmaise, chartered accountant, Mortimer Dolman and Philip Borrow, notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Birchtree Estates Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 410 St. Nicholas Street, Room 403, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13532-58)

**Boojady Kimona Mfg. Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, tous deux de Ville Mont-Royal, John Ciaccia et Bruno Pateras, de Montréal, tous avocats, pour les ovjets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles vestimentaires, textiles, cuirs, fourrure et garnitures pour robes, carpettes, soutaches, cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, jouets, bibelots et marchandises de fantaisie, parfums, savons, et articles de toilettes, bijouterie, porcelaine, verrerie, poterie, et autres utilités et ustensiles d'usage domestique, meubles et articles de sport, sous le nom de "Boojady Kimona Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de $75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune 250 actions privilégiées, catégorie "A", de $100 chacune et 250 actions privilégiées, catégorie "B", de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3254 rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13532-58)

**Boojady Kimona Mfg. Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, both of the town of Mount Royal, John Ciaccia and Bruno Pateras, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, textiles, leathers, fur and dress trimmings, rugs, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, toys, notions and fancy goods, perfumes, soap and toilet articles, jewellery, china, glassware, crockery and other household fittings and utensils, household furniture and sporting goods, under the name of "Boojady Kimona Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,500 common shares of $10 each, 250 Class "A" preferred shares of $100 each and 250 Class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3254 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13542-58)

**Bramside Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: Jeannette Mol, Lillian Lazare, secrétaires, filles majeures et Jack Greenstein, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de "Bramside Construction Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 13542-58)

**Bramside Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1958, incorporating: Jeannette Mol, Lillian Lazare, secretaries, spinsters of the full age of majority, and Jack Greenstein, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction and contracting company, under the name of "Bramside Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13538-58)

**Bramwood Realty Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, Lillian Lazare et Jeannette Mol, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Bramwood Realty Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13536-58)

**Candiac-Montcalm Shopping Centre Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: David Goodman, de la ville de Hampstead, Neil Phillips, de Montréal, Melvin Rothman, de Westmount, Godfroy Marin, de Pointe Claire, tous quatre avocats, Dorothea Calver, Sylvia Vineberg et Yvonne Bélanger, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des places marchandes et commerciales dans la ville de Candiac, province de Québec, sous le nom de "Candiac — Montcalm Shopping Centre Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13610-58)

**Cattolica Furniture Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, tous deux de Ville Mont-Royal, et Bruno Pateras, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, sous le nom de "Cattolica Furniture Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé ne 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions provilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6548 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13538-58)

**Bramwood Realty Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1958, incorporating: Jack Greenstein, advocate, Lillian Lazare and Jeannette Mol, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Bramwood Realty Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 900 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13536-58)

**Candiac-Montcalm Shopping Centre Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1958, incorporating: David Goodman, of the town of Hampstead, Neil Phillips, of Montreal, Melvin Rothman, of Westmount, Godfroy Marin, of Pointe Claire, all four advocates, Dorothea Calver, Sylvia Vineberg and Yvonne Bélanger, all three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To operate commercial and shopping centres in the town of Candiac, Province of Quebec, under the name of "Candiac — Montcalm Shopping Centre Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13610-58)

**Cattolica Furniture Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, both of the town of Mount Royal, and Bruno Pateras, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, under the name of "Cattolica Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6548 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13227-58)

**Cemont Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Montague Stern, agent d'assurances, Abraham Shuster, avocat, et Nathaniel Liebman, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et agents d'immeubles, sous le nom de "Cemont Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 12954-58)

**Châteauguay Sand Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Maurice-J. Demers, avocat, Estelle Chaput, secrétaire, célibataire, tous deux d'Iberville, et Yves Deland, notaire, de St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la pierre, de la chaux, du ciment, du sable, des minerais, minéraux et matériaux de construction de toutes sortes; exploiter des carrières; faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et en construction de ponts, sous le nom de "Châteauguay Sand Incorporated", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13477-58)

**Churchill Construction Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1958, constituant en corporation: Alan B. Gold, Sidney Cutler, tous deux de Montréal, et Murray Lapin, de la ville de Hampstead, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction et placement, sous le nom de "Churchill Construction Corporation", avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune 400 actions privilégiées, catégorie "A", d'une

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13227-58)

**Cemont Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Montague Stern, insurance agent, Abraham Shuster, advocate, and Nathaniel Liebman, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and as realty agents, under the name of "Cemont Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 12954-58)

**Châteauguay Sand Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: Maurice-J. Demers, advocate, Estelle Chaput, secretary, spinster, both of Iberville, and Yves Deland, notary, of St-John's, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in stone, lime, cement, sand, ore, minerals and building materials of all kinds; operate quarries; to carry on business as general contractors in paving and bridge construction work, under the name of "Châteauguay Sand Incorporated", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of a nominal or par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13477-58)

**Churchill Construction Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1958, incorporating: Alan B. Gold, Sidney Cutler, both of Montreal, and Murray Lapin, of the town of Hampstead, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and investment company, under the name of "Churchill Construction Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each, 400 preferred shares Class "A" of a par value of

valeur au pair de $100 chacune et 4,000 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8230 rue Mayrand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13440-58)

**C. M. L. Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1958, constituant en corporation: Émile Trottier, avocat, d'Outremont, Jacqueline Daoust et Micheline Lefebvre, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "C. M. L. Enterprises Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 8,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 12064-58)

**Continental Electric Supplies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: Maurice Plante, commerçant, Dame Jeanne-d'Arc Caron, ménagère, gérante de magasin, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Plante, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Marie Roussel, électricien, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et accessoires électriques, de systèmes de chauffage, ainsi que d'instruments de musique, sous le nom de "Continental Electric Supplies Ltd.", avec un capital total de $110,000, divisé en 600 actions communes de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 12633-58)

**Creston Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1958, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, de la ville Côte St-Luc, Samuel Chait, et Maxwell Shenker, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

$100 each and 4,000 preferred shares Class "B" of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at 8230 Mayrand Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13440-58)

**C. M. L. Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1958, incorporating: Émile Trottier, advocate, of Outremont, Jacqueline Daoust and Micheline Lefebvre, secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "C. M. L. Enterprises Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 8,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 12064-58)

**Continental Electric Supplies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: Maurice Plante, merchant, Dame Jeanne-d'Arc Caron, housewife, store manager, wife contractually separate as to property of the said Maurice Plante, and duly authorized by him for the purposes therein, and Jean-Marie Roussel, electrician, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as electricians; carry on the business of and deal in electrical apparatus and accessories, heating systems, as well as musical instruments, under the name of "Continental Electric Supplies Ltd.", with a total capital stock of $110,000, divided into 600 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 12633-58)

**Creston Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1958, incorporating: Harry L. Aronovitch, of the town of Côte St. Luc, Samuel Chait and Maxwell Shenker, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une corporation de placements, sous le nom de "Creston Investments Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13452-58)

**Deauville Realties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1958, constituant en corporation: André-Jean Clermont, Roger-Louis Beaulieu et John Howard Gomery, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transgier les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Deauville Realties Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle-en-Bas, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13540-58)

**Devon Development Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: Moe Ackman, Irwin Gliserman, avocats, Doreen Weldon, Annette Katz, secrétaires, tous quatre de Montréal, Stanley Haltrecht, notaire et Ronald Rush, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Devon Development Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13151-58)

**Dominique Padulo Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, tous deux de Ville Mont-Royal et Bruno Pateras, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de vêtements et textiles, sous le nom de "Dominique Padulo Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en

To carry on business as an investment corporation, under the name of "Creston Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13452-58)

**Deauville Realties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1958, incorporating: André-Jean Clermont, Roger-Louis Beaulieu and John Howard Gomery, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Deauville Realties Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle-en-Bas, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13540-58)

**Devon Development Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1958, incorporating: Moe Ackman, Irwin Gliserman, advocates, Doreen Weldon, Annette Katz, secretaries, all four of Montreal, Stanley Haltrecht, notary, and Ronald Rush, accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Devon Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13151-58)

**Dominique Padulo Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, both of the town of Mount Royal, and Bruno Pateras, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and textiles, under the name of "Dominique Padulo Inc.", with a total capital stock of

200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 256 est, rue St-Zotique, Montréal, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(P.G. 10381-58)

**Do — Na — Tor Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: J.-André Lachance, manufacturier, Claude Chartrand, comptable, Gilles Jolicœur, gérant de crédit, Alphonse Coulombe, instituteur, J.-Jacques Trottier, épicier en gros, et Claude Pleau, livreur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Financement d'œuvres charitables, sociales et religieuses, sous le nom de "Do — Na — Tor Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera 1985, rue Rachel, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13541-58)

**Dorite Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, avocats et Marilyn Denny, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de "Dorite Investments Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(P.G. 13417-58)

**E. Lacombe Limitée**
**E. Lacombe Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Éloi Lacombe, distributeur en gros, de Montréal, René Lacombe, distributeur en gros, et Pauline Boucher Lacombe, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit René Lacombe, tous deux de Repentigny, pour les objets suivants:

$40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 256 St. Zotique Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10381-58)

**Do — Na — Tor Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: J.-André Lachance, manufacturer, Claude Chartrand, accountant, Gilles Jolicœur, credit manager, Alphonse Coulombe, teacher, J.-Jacques Trottier, wholesale grocer, and Claude Pleau, deliverer, all of Montreal, for the following purposes:

The financing of charitable, social and religious works under the name of "Do — Na — Tor Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at 1985 Rachel Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13541-58)

**Dorite Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1958, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, advocates, and Marilyn Denny, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Dorite Investments Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $1 each and 700 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13417-58)

**E. Lacombe Limitée**
**E. Lacombe Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: Éloi Lacombe, wholesale distributor, of Montreal, René Lacombe, wholesale distributor, and Pauline Boucher Lacombe, housewife, wife contractually separate as to property of the said René Lacombe, both of de Repentigny, for the following purposes:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de "E. Lacombe Limitée — E. Lacombe Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune et en 950 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13395-58)

**Elbert Investment Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1958, constituant en corporation: Perry Meyer, de Montréal, Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal tous deux avocats, et Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "Elbert Investment Co.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13626-58)

**Federated Parking Lot Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch et Melvin Salmon, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et des parcs de stationnement; exercer le commerce d'accessoires et pièces d'automobiles, sous le nom de "Federated Parking Lot Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13492-59)

**Fielding Handy Store Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: Max S. Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal, et Oscar Respitz, ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin général de commodités, laiterie, friandises et épicerie, sous le nom de "Fielding Handy Store Ltd.", avec un capital

To deal in food products, under the name of "E. Lacombe Limitée — E. Lacombe Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 950 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13395-58)

**Elbert Investment Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1958, incorporating: Perry Meyer, of Montreal, Hyman Solomon, of the town of Mount Royal, both advocates, and Morris Shuter, accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Elbert Investment Co.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13626-58)

**Federated Parking Lot Ltd.**

Notice is heregy given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch and Melvin Salmon, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate garages and parking lots; to deal in automobile accessories and parts, under the name of "Federated Parking Lot Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 400 common shares of a par value of $10 each and 600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13492-58)

**Fielding Handy Store Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: Max S. Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, and Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To operate a general handy store, dairy and delicatessen and grocery establishment, under the name of "Fielding Handy Store Ltd.", with

total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13513-58)

**Filiatrault & Marcotte Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1958, constituant en corporation: Gilles Filion, avocat, Hélène Tessier, comptable, célibataire majeure, tous deux de Montréal, Gustave Monette, fils, avocat, de Préville, et Rose-Aimée Poudrette, sténographe, célibataire majeure, de Boucherville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Filiatrault & Marcotte Inc.", avec un capital divisé en 800 actions sans valeur au pair ou nominale et en 360 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $7,600.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13566-58)

**Halson Distributors Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1958, constituant en corporation: Reuben Robert Isaacson, marchand, Jeannette Isaacson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Reuben Robert Isaacson, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Montréal, Harold Lazarus, marchand, et Audrey Jean Lazarus, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harold Lazarus, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Halson Distributors Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13575-58)

**Hamel & Lemire Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13513-58)

**Filiatrault & Marcotte Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1958, incorporating: Gilles Filion, advocate, Hélène Tessier, accountant, spinster, of full age, both of Montreal, Gustave Monette, son, advocate, of Préville, and Rose-Aimée Poudrette, stenographer, spinster of full age, of Boucherville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate; to carry on business as general building contractors under the name of "Filiatrault & Marcotte Inc.", with a capital stock divided into 800 shares without nominal or par value and into 360 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company shall start its operations is $7,600.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13566-58)

**Halson Distributors Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1958, incorporating: Reuben Robert Isaacson, merchant, Jeannette Isaacson, housewife, wife separate as to property of the said Reuben Robert Isaacson, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Montreal, Harold Lazarus, merchant, and Audrey Jean Lazarus, housewife, wife separate as to property of the said Harold Lazarus, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To deal in electrical apparatus and accessories, under the name of "Halson Distributors Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13575-58)

**Hamel & Lemire Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day

du huit octobre 1958, constituant en corporation: Jean-Marie Lemire, restaurateur, Guy Hamel, agent manufacturier, et Mme Louisette Lamothe Hamel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Hamel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Nicolet, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de "Hamel & Lemire Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

of October 1958, incorporating: Jean-Marie Lemire, restaurateur, Guy Hamel, manufacturing agent, and Mrs. Louisette Lamothe Hamel, housewife, wife separate as to property of the said Guy Hamel, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Nicolet, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and construction company, under the name of "Hamel & Lemire Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 18494-58)

**Jarret Investment Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1958, constituant en corporation: Isidor Raymond Hart, Avrom Pobdere et Leonard H. Wisse, tous notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développement, sous le nom de "Jarret Investment Company Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4950 Chemin de la Reine Marie, suite 425 Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13494-58)

**Jarret Investment Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1958, incorporating: Isidor Raymond Hart, Avrom Podbere and Leonard H. Wisse, all notaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Jarret Investment Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4950 Queen Mary Road, Suite 425, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13409-58)

**J. R. Vigneault Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: J.-R. Vigneault, Jacques Larouche, marchands, de Sept-Iles, et Yolande Jobidon, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, constructeurs, plombiers, ferblantiers et couvreurs, sous le nom de "J. R. Vigneault Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, comté de Saguenay, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13409-58)

**J. R. Vigneault Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: J.-R. Vigneault, Jacques Larouche, merchants, of Sept-Iles, and Yolande Jobidon, secretary, of full age of majority making use of her rights, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as hardwaremen, builders, plumbers, tinsmiths and roofers, under the name of "J. R. Vigneault Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 preferred shares of a par value of $100 each and 250 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, county of Saguenay, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13454-58)

**Kingfit Housing Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 13454-58)

**Kingfit Housing Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Yehuda Elberg, administrateur, Daniel Kingstone, avocat et Joseph Nuss, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, amélioration et développement, sous le nom de "Kingfit Housing Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: Yehuda Elberg, executive, Daniel Kingstone, advocate, and Joseph Nuss, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and development company, under the name of "Kingfit Housing Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each and 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13129-58)

**La Compagnie des Facteurs et Placements Hypothécaires Ltée**
**The Mortgage Investors and Factors Corporation Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1958, constituant en corporation: Claude Beauchemin, de Westmount, Fernand Guertin, d'Outremont, tous deux avocats, et Mlle Germaine Audet, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteurs d'argent, sous le nom de "La Compagnie des Facteurs et Placements Hypothécaires Ltée — The Mortgage Investors and Factors Corporation Ltd.", avec un capital total de $225,000, divisé en 12,500 actions communes de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Saint-Jacques, ouest, suite 512, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13129-58)

**La Compagnie des Facteurs et Placements Hypothécaires Ltée**
**The Mortgage Investors and Factors Corporation Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1958, incorporating Claude Beauchemin, of Westmount, Fernand Guertin, of Outremont, both avocates, and Miss Germaine Audet, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on the business of money lenders, under the name of "La Compagnie des Facteurs et Placements Hypothécaires Ltée — The Mortgage Investors and Factors Corporation Ltd.", with a total capital stock of $225,000, divided into 12,500 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10 St. James Street, West, suite 512, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13577-58)

**Ladero Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1958, constituant en corporation: Frédéric Roy, plombier, Bruno Landry et Jean-Guy Lamothe, commerçants, tous de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et comme garagistes; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises par voie de terre; exercer le commerce d'automobiles et autres moyens de transport, sous le nom de "Ladero Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet-Sud, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13577-58)

**Ladero Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing dtae the eighth day of October, 1958, incorporating: Frédéric Roy, plumber, Bruno Landry and Jean-Guy Lamothe, tradesmen, all of Nicolet, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and as gagage-keepers; to operate a business dealing in the transportation of passengers and merchandise by land; to carry on a business dealing in automobiles and in other means of transportation, under the name of "Ladero Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Nicolet-South, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13548-58)

**Laprairie Candy Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1958, constituant en corporation: Maurice Cloutier, garagiste, Léo Laurence, distributeur, tous deux de Ville de Brosseau, et Stanislas Déry, avocat, de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme confiseurs, pâtissiers et pépiniéristes; exercer l'industrie et le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Laprairie Candy Company Limited", avec un capital total de $30,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Philippe de Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13548-58)

**Laprairie Candy Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1958, incorporating: Maurice Cloutier, garage-keeper, Léo Laurence, distributor, both of the town of Brosseau, and Stanislas Déry, advocate, of St-Jean, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, pastry-makers and nursery-men; to carry on an industry and business dealing in food products of all kinds, under the name of "Laprairie Candy Company Limited", with a total capital stock of $30,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Philippe de Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11823-58)

**La Ligue des Propriétaires de Beauharnois Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Peladeau, Léopold Byette, rentiers, Édouard Sauvé, Roméo Faubert, opérateurs, Désiré Lapierre, électricien, Paul Théorêt, gérant de crédit, Albini Mallette, journalier, Donat Pivin, commerçant, Jean-Marie Montpetit et Azade Robichaud, contremaîtres, tous de Beauharnois, pour les objets suivants:

Défendre les intérêts des propriétaires de la municipalité de Beauharnois, auprès des autorités municipale, scolaire, provinciale et fédérale, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de Beauharnois Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 6, rue Cuillard, Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 11823-58)

**La Ligue des Propriétaires de Beauharnois Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Peladeau, Léopold Byette, annuitants, Édouard Sauvé, Roméo Faubert, operators, Désiré Lapierre, electrician, Paul Théorêt, credit manager, Albini Mallette, laborer, Donat Pivin, tradesman, Jean-Marie Montpetit and Azade Robichaud, foremen, all of Beauharnois, for the following purposes:

To defend the interest of proprietors of the municipality of Beauharnois before the municipal, school, provincial and federal authorities, under the name of "La Ligue des Propriétaires de Beauharnois Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 6, Couillard Street, Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12821-58)

**La Salaison Brisson Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1958, constituant en corporation: Fernand Brisson, charcutier, Suzelle Béliveau Brisson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fernand Brisson, et dûment autorisée par lui, et Roland Bergeron, comptable, tous de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bouchers, charcutiers et épiciers, sous le nom de "La Salaison Brisson Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

(A.G. 12821-58)

**La Salaison Brisson Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1958, incorporating: Fernand Brisson, pork-butcher, Suzelle Béliveau Brisson, housewife, wife separate as to property of the said Fernand Brisson, and duly authorized by him, and Roland Bergeron, accountant, all of Nicolet, for the following purposes:

To carry on as butchers, pork-dealers and grocers, under the name of "La Salaison Brisson Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 11899-58)

**Le Club de Granit de Montebello Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Ambroise Labrosse, garagiste, Normand-A. Robert, marchand, Pierre-Auguste Beauchamp, comptable, Robert Bourgeois, agent, Viateur Beaulieu, gérant de banque, Jean-Louis Gervais, gérant de magasin, et Louis Biron, médecin, tous de Montbello, pour les objets suivants:

L'organisation d'un club de granit (curling), à Montebello, sous le nom de "Le Club de Granit de Montebello Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montebello, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13561-58)

**Les Constructions Seigneuriales Inc. Seigniory Constructions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: Georges Bilodeau, de Montréal-Nord, Bernard Bilodeau, de Westmount, tous deux avocats, et Françoise DeCelles, secrétaire, fille majeure usant des ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction; faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Constructions Seigneuriales Inc.— Seigniory Constructions Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 237, boulevard St-Joseph, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13591-58)

**Les Intérêts Roberge Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1958, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, Lucille Roy et Louise Bourdon, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Les Intérêts Roberge Limitée", avec un capital total

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 11899-58)

**Le Club de Granit de Montebello Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October 1958, incorporating: Ambroise Labrosse, garage-keeper, Normand A. Robert, merchant, Pierre-Auguste Beauchamp, accountant, Robert Bourgeois, agent, Viateur Beaulieu, bank manager, Jean-Louis Gervais, store manager, and Louis Biron, physician, all of Montebello, for the following purposes:

The organizing of a curling club, at Montebello, under the name of "Le Club de Granit de Montebello Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montebello, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13561-58)

**Les Constructions Seigneuriales Inc. Seigniory Constructions Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1958, incorporating: Georges Bilodeau, of Montreal-North, Bernard Bilodeau, of Westmount, both advocates, and Françoise DeCelles, secretary, of full age of majority making use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

To deal in building materials; carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Constructions Seigneuriales Inc.— Seigniory Constructions Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 237 St. Joseph Boulevard, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13591-58)

**Les Intérêts Roberge Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1958, incorporating: Maurice Martel, advocate, Lucille Roy, and Louise Bourdon, secretaries-spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company under the name of "Les Intérêts Roberge Limitée", with a total capital stock of $250,000,

de $250,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 100 actions privilégiées Class "A" de $10 chacune et en 24,800 actions privilégiées Classe "B" de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 308, rue Hériot, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13574-58)

**Les Pétroles Pepin Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1958, constituant en corporation: Jean-Berchmans Bélanger, comptable, de Montréal, Roland Bergeron, comptable, et Jean-Raymond Denoncourt, négociant, de Nicolet, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du pétrole, de ses produits et sous-produits, du gaz naturel, ainsi que d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Les Pétroles Pepin Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13427-58)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Jean Bosco Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Langevin, industriel, Roger Henry, comptable, Marc Bédard, professeur, Philippe Legault, chauffeur de camion, Jean-Louis Gendron, métallurgiste, et Roland Seguin, surintendant de la production et chimiste, tous de Tracy, pour les objets suivants

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Jean Bosco Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13613-58)

**Lucien Ducharme Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix octobre 1958, constituant en corporation: Lucien Ducharme, maître-électricien, Yvon Ducharme, contremaître, tous deux des Trois-

divided into 100 common shares of $10 each, 100 preferred class "A" shares of $10 each and into 24,800 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company will be at 308 Hériot Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13574-58)

**Les Pétroles Pepin Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1958, incorporating: Jean Berchmans Bélanger, accountant, of Montreal, Roland Bergeron, accountant, and Jean-Raymond Denoncourt, dealer, of Nicolet, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in petroleum, the products and by-products thereof, natural gas, as well as automobiles and other means of transportation; carry on business as garage-keepers, under the name of "Les Pétroles Pepin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Princeville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13427-58)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Jean Bosco Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Langevin, industrialist, Roger Henry, accountant, Marc Bédard, professeur, Philippe Legault, truck driver, Jean-Louis Gendron, metallurgist, and Roland Séguin, production superintendent and chemist, all of Tracy, for the following purposes:

To establish and manage a recreational center, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Jean Bosco Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13613-58)

**Lucien Ducharme Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October 1958, incorporating: Lucien Ducharme, master electrician, Yvon Ducharme, foreman, both of Trois-Rivières, and Juliette Turcotte

Rivières, et Juliette Turcotte, sténographe, fille majeure, de Giffard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Lucien Ducharme Limitée", avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1031, rue Ste-Julie, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13475-58)

**Mac's Taxi Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: Leo Kravitz, Isidore Buller, tous deux avocats, de Montréal, et Benny Schwartz, marchand, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à transporter des passagers et des marchandises, faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, sous le nom de "Mac's Taxi Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(P.G. 13594-58)

**Mattagami Lake Mines Limited**
**(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1958, constituant en corporation: Sidney Hamlin Robinson, William Dennis Jordan, conseils en loi de la Reine, Donald Wentworth Falconer, Ian Telfer Macdonald, Heber Franklin Teney, William Edward Paterson, tous six de Toronto, John Franklin Lake, de Thornhill, Charles Gibbs Cowan, de Leaside, David Roderick Hendry Heather, de Mimico, tous sept avocats, tous de la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations afin de découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Mattagami Lake Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $6,000,000, divisé en 6,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

stenographer, fille majeure, of Giffard, for the following purposes:

To carry on business as electricians; carry on the business of and deal in electrical apparatus and accessories, under the name of "Lucien Ducharme Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1031 Ste. Julie Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13475-58)

**Mac's Taxi Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: Leo Kravitz, Isidore Buller, both advocates, of Montreal, and Benny Schwartz, merchant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of transporting passengers and goods; to deal in automobiles and other vehicles, under the name of "Mac's Taxi Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13594-58)

**Mattagami Lake Mines Limited**
**(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1958, incorporating: Sidney Hamlin Robinson, William Dennis Jordan, Queen's Counsel, Donald Wentworth Falconer, Ian Telfer Macdonald, Heber Franklin Teney, William Edward Paterson, all six of Toronto, John Franklin Lake, of Thornhill, Charles Gibbs Cowan, of Leaside, David Roderick Hendry Heather, of Mimico, all seven Barristers-at-law, all of the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Mattagami Lake Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $6,000,000, divided into 6,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13001-58)

**Mevco Products Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1958, constituant en corporation: William James McQuillan, Georges Norman Broderick, avocats, et Elsie Chappell, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de garnitures de piston, bourrages pour réservoir et bourrages de toutes sortes; acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie, marchandises de sport et spécialités de toutes descriptions, machinerie, et accessoires de machine; et acheter, vendre et faire le commerce de tous produits et articles utilitaires en rapport avec les précédents, sous le nom de "Mevco Products Company", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie seta à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,

49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13001-58)

**Mevco Products Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1958, incorporating: William James McQuillan, Georges Norman Broderick, advocates, and Elsie Chappell, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in gaskets, tank jackets and packings of all kinds; to buy, sell and trade in hardware, sporting goods and specialties of all descriptions, machinery and machine supplies; and to buy, sell and trade in all products and commodities in connection with the above, under the name of "Mevco Products Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of $100 each and 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13449-58)

**Miller Ventures Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1958, constituant en corporation: Boaz Miller, marchand, de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, conseil en loi de la Reine, de Westmount, et Manuel Shacter, de Dorval, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de textiles, draps, vêtements et fournitures, machinerie et outillage, acier et produits d'iceluı, quincaillerie, outils, coutellerie, effets domestiques, tapis et tapisseries; transiger les affaires d'agents d'immeubles, sous le nom de "Miller Ventures Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,

49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13449-58)

**Miller Ventures Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1958, incorporating: Boaz Miller, merchant, of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, and Manuel Shacter, of Dorval, both advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles, cloth, wearing apparel and furnishings, machinery and equipment, steel and steel products, hardware, tools, cutlery, household wares, rugs and tapestries; to carry on business as real estate agents, under the name of "Miller Ventures Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares of $10 each and 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1958.

P. FRENETTE,

49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13562-58)

**Monk Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1958, constituant en corporation: Guy-M. Desaulniers, avocat, Françoise Savard, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, Claude Létourneau et Clément Létourneau, commerçants, de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Monk Construction Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

(A.G. 13562-58)

**Monk Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1958, incorporating: Guy M. Desaulniers, advocate, Françoise Savard, secretary, spinster, both of Montreal, Claude Létourneau and Clément Létourneau, tradesman, of Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors under the name of "Monk Construction Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13600-58)

**Mont Sauvage Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Alexander McTavish Stalker, de Ville Mont-Royal, Louis Cameron DesBois, Peter Edward Graham, tous deux de Montréal, John Malcolm McDougall, de Rosemère, tous quatre avocats, Vera Edith Hampton, comptable, et Sylvia Mary Loraine, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des moyens de faciliter le tourisme, les divertissements, les sports et les spectacles y compris les hôtels, pavillons, la pratique du ski et les récréations, téléfériques, monte-pentes, restaurants, comptoirs, lunch, cadeaux, magasins de travaux d'artisanat et accessoires et articles vestimentaires, sous le nom de "Mont Sauvage Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions, catégorie "A" d'une valeur au pair de $1 chacune, 10,000 actions, catégorie "B", d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur-général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13600-58)

**Mont Sauvage Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Alexander McTavish Stalker, of the Town of Mount Royal, Louis Cameron DesBois, Peter Edward Graham, both of Montreal, John Malcolm McDougall, of Rosemere, all four advocates, Vera Edith Hampton, accountant, and Sylvia Mary Loraine, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To establish and operate tourist, recreational, sports and entertainment facilities, including hotels, lodges, ski, and recreational areas, ski-lifts, ski-tows, restaurants, snack bars, gift, handicraft and equipment and apparel shops, under the name of "Mont Sauvage Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 10,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 1,000 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13539-58)

**Niagara Housing and Development Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, de la ville de Côte St-Luc, tous deux avocats, et Doreen Weldon, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Niagara Housing and Development Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13539-58)

**Niagara Housing and Development Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1958, incorporating: Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouff, Irwin Gliserman, of the town of Côte St. Luc, both advocates, and Doreen Weldon, secretary of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Niagara Housing and Development Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13352-58)

**Paramount Builders Corporation Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Blanka Gyulai, avocat, d'Outremont,

(A.G. 13352-58)

**Paramount Builders Corporation Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: Blanka Gyulai, advocate, of Outremont, Milan Oxorn, advocate,

Milan Oxorn, avocat, et Harry Oxorn, restaurateur, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, constructeurs et agents d'immeubles, sous le nom de "Paramount Builders Corporation Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(P.G. 13622-58)

**P. D. R. Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Georges Proulx, Irénée Proulx, entrepreneurs, J.-Théophile Dion et G.-Julien Richard, agents d'immeubles, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "P. D. R. Holdings Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13512-58)

**P. H. Blouin Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1958, constituant en corporation: Paul-Henri Blouin, industriel, de Loretteville, Marc-André Blouin, courtier en assurances, de Sillery, et Claude Royer, notaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de chaussures et articles en cuir, sous le nom de "P. H. Blouin Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions communes de $10 chacune et en 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 12933-58)

**Plomberie de Lasalle Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1958, constituant en corporation: Prime Gauthier, Roland Pilotte, plombiers, et Aimé Hurtubise, épicier-boucher, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers, sous le nom de "Plomberie de Lasalle Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

and Harry Oxorn, restaurateur, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders and as realty agents, under the name of "Paramount Builders Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13622-58)

**P. D. R. Holdings Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October 1958, incorporating: Georges Proulx, Irénée Proulx, contractors, J.-Théophile Dion and G.-Julien Richard, real estate agents, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate; carry on business as builders and general building contractors, under the name of "P. D. R. Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13512-58)

**P. H. Blouin Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October 1958, incorporating: Paul-Henri Blouin, industrialist, of Loretteville, Marc-André Blouin, insurance broker, of Sillery, and Claude Royer, notary, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in footwear and leather goods, under the name of "P. H. Blouin Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12933-58)

**Plomberie de Lasalle Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1958, incorporating: Prime Gauthier, Roland Pilotte, plumbers, and Aimé Hurtubise, grocer-butcher, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, under the name of "Plomberie de Lasalle Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 12639-58)

**Plomberie du Nord Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Raymonde St-Germain, secrétaire, majeure, de St-Lambert, Paul Reeves, de Longueuil, et Jean Duchesne, d'Ahuntsic, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers, sous le nom de "Plomberie du Nord Limitée", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13474-58)

**Professional Offset Printing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: Leo Kravitz, Isidore Buller, tous deux avocats, de Montréal, et Benny Schwartz, marchand, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimerie, annonce et publicité, sous le nom de "Professional Offset Printing Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

(P.G. 13576-58)

**Roswell Realty Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1958, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, John Hamilton, secrétaire, et Samuel Chait, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et placement, sous le nom de "Roswell Realty Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

---

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 12639-58)

**Plomberie du Nord Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October 1958, incorporating: Raymonde St-Germain, secretary, fille majeure, of St-Lambert, Paul Reeves, of Longueuil, and Jean Duchesne, of Athuntsic, both lawyers, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, under the name of "Plomberie du Nord Limitée", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13474-58)

**Professional Offset Printing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: Leo Kravitz, Isidore Buller, both advocates, of Montreal, and Benny Schwartz, merchant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on a general printing, advertising and publicity business, under the name of "Professional Offset Printing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13576-58)

**Roswell Realty Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1958, incorporating: Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, John Hamilton, secretary, and Samuel Chait, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and investment company, under the name of "Roswell Realty Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

---

(P.G. 13595-58)

**Sharon Realties Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: Emil Lifschuetz, gérant, Ben Bernstein, conseil en loi de la Reine, Ralph A. Cohen et Reuben Resin, tous trois avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Sharon Realties Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13595-58)

**Sharon Realties Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1958, incorporating: Emil Lifschuetz, manager, Ben Bernstein, Queen's Counsel, Ralph A. Cohen and Reuben Resin, all three advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Sharon Realties Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 preferred shares of a par value of $100 each and 500 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13520-58)

**Six Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1958, constituant en corporation: Oscar Archambault, notaire, de St-Laurent, Rolland Blais, médecin, Lucien Grothé, avocat, Roland Hamel, Maurice Jetté, tous deux hommes d'affaires, tous quatre de Montréal, et Pierre Roy, actuaire, de St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de "Six Inc.", avec un capital total de $102,000, divisé en 9,000 actions classe "A" d'une valeur au pair de $1 chacune, 3,000 actions classe "B" d'une valeur au pair de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune, réparties en trois classes de 3,000 actions respectivement désignées: classe "A" privilégiée, classe "B" privilégiée et classe "C" privilégiée.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13520-58)

**Six Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1958, incorporating: Oscar Archambault, notary, of St-Laurent, Rolland Blais, physician, Lucien Grothé, advocate, Roland Hamel, Maurice Jetté, both business men, all four of Montreal, and Pierre Roy, actuary, of St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment and holding company under the name of "Six Inc.", with a total capital stock of $102,000, divided into 9,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 3,000 class "B" shares of a par value of $1 each and into 9,000 preferred shares of $10 each, distributed into three classes of 3,000 shares respectively designated: class "A" preferred, class "B" preferred and class "C" preferred.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13398-58)

**Société Immobilière Nangui Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1958, constituant en corporation: Bernard Nantel, avocat, Austin R. Chadwick et Jacques-S. Guillon, hommes d'affaires, tous de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Société Immobilière Nangui Inc.", avec un capital divisé en 100 actions communes sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $10,000.

Le siège social de la compagnie sera 1632, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 13398-58)

**Société Immobilière Nangui Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1958, incorporating: Bernard Nantel, advocate, Austin R. Chadwick and Jacques-S. Guillon, business man, all of Westmount, for the following purposes:

To deal in real estate; carry on business as general building contractors, under the name of "Société Immobilière Nangui Inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without par value, and the amount with which the company shall commence its operations shall be of at least $10,000.

The head office of the company will be at 1632 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13560-58)

**Spirco Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Spirco Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(P.G. 13510-58)

**St-Maurice Filtration Co. Ltd.**
**La Compagnie de Filtration St-Maurice Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1958, constituant en corporation: Joseph-Arthur Leclerc, agent, de Montréal, Maurice Langlois, avocat, et Denise Lamy, sténographe, fille majeure, de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Monter, construire, établir, posséder, administrer, acquérir, vendre, louer et entretenir des réservoirs, puits, citernes, aqueducs, usines et appareils de filtration et de purification de l'eau, sous le nom de "St. Maurice Filtration Co. Ltd. — La Compagnie de Filtration St-Maurice Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(P.G. 13585-58)

**Superior Office Supplies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1958, constituant en corporation: Marcel Belleville, Jean-Paul St-Louis, avocats, et Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'ameublements et accessoires de bureaux, sous le nom de "Superior Office Supplies Ltd.", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13560-58)

**Spirco Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Spirco Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13510-58)

**St-Maurice Filtration Co. Ltd.**
**La Compagnie de Filtration St-Maurice Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1958, incorporating: Joseph-Arthur Leclerc, agent, of Montreal, Maurice Langlois, lawyer, and Denise Lamy, stenographer, spinster, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To make, build, establish, own, administer, acquire, sell, lease, maintain reservoirs, wells, cisterns, waterworks, plants and apparatus for filtering and purifying water, under the name of "St. Maurice Filtration Co. Ltd. — La Compagnie de Filtration St-Maurice Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13585-58)

**Superior Office Supplies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1958, incorporating: Marcel Belleville, Jean-Paul St-Louis, advocates, and Monique Léonard, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in office furnitures and accessories, under the name of "Superior Office Supplies Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13462-58)

**Théorêt & Frère Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1958, constituant en corporation: Lionel Théorêt, entrepreneur, de Pont-Viau, Jehan Perdriau, avocat, de Montréal, et Solange Vézina, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce de volailles, sous le nom de "Théorêt & Frère Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13462-58)

**Théorêt & Frère Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1958, incorporating: Lionel Théorêt, contractor, of Pont-Viau, Jehan Perdriau, advocate, of Montreal, and Solange Vézina, secretary, of full age of majority making use of her rights, of Boucherville, for the following purposes:

To raise and deal in poultry, under the name of "Théorêt & Frère Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13537-58)

**Verchères Realties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1958, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Verchères Realties Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13537-58)

**Verchères Realties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1958, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Verchères Realties Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13624-58)

**Victor Bradley Photographic Supplies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Victor Bradley, marchand, de la ville de Hampstead, Seymour Machlovitch et Morris Chaikelson, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'accessoires de photographies, sous le nom de "Victor Bradley Photographic Supplies Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(A.G. 13624-58)

**Victor Bradley Photographic Supplies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1958, incorporating: Victor Bradley, merchant, of the town of Hampstead, Seymour Machlovitch and Morris Chaikelson, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in photographic supplies, under the name of "Victor Bradley Photographic Supplies Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13625-58)

**Westover Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 13625-58)

**Westover Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth

du quatorze octobre 1958, constituant en corporation: Jerry Convoy, marchand, Albert L. Stein, et Samuel Stein, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Westover Investment Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

(P.G. 13629-58)

**Wilton Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix octobre 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et placements, sous le nom de "Wilton Investment Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178 P. FRENETTE.

day of October, 1958, incorporating: Jerry Convoy, merchant, Albert L. Stein and Samuel Stein, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Westover Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13629-58)

**Wilton Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and investment company, under the name of "Wilton Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178-o Acting Deputy Attorney General.

## Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10029-58)

**Amico Realties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize octobre 1958, à la compagnie "Amico Realties Ltd.", augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13596-58)

**Anglo-Alaska Oil Explorations Ltd.**
**(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix octobre 1958, à la compagnie "Western Copperada Mining Corporation" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi

## Supplementary Letters Patent

(A.G. 10029-58)

**Amico Realties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of October, 1958, to the company "Amico Realties Ltd.", increasing its capital stock from $40,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 6,000 preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13596-58)

**Anglo-Alaska Oil Explorations Ltd.**
**(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of October, 1958, to the company "Western Copperada Mining Corporation" (No Personal Liability), constituted as a corporation under said Quebec Mining Companies'

des compagnies minières de Québec, par lettres patentes du 13 novembre 1956, changeant son nom en celui de "Anglo-Alaska Oil Explorations Ltd." (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 11630-58)

**Arthur J. Graham Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze octobre 1958, à la compagnie "Graham & Robitaille Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 10 avril 1956, i) changeant son nom en celui de "Arthur J. Graham Limited"; ii) changeant ses pouvoirs et modifiant en conséquence les dispositions de sesdites lettres patentes du 10 avril 1956.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13294-56)

**Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal Inc.**
**Veterans' Taxi Owners Association of Montreal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois octobre 1958, à la compagnie "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 juin 1946, et par lettres patentes supplémentaires en date, respectivement, du 11 février 1947, du 10 mars 1949, du 26 mai 1955, du 16 février 1956 et du 18 octobre 1956, i) augmentant son capital de $42,690 à $45,390, le capital-actions additionnel étant divisé en 90 actions communes classe "B" de $30 chacune; ii) réduisant son capital ainsi augmenté de $45,390 à $44,400, le capital-actions annulé étant divisé en 60 actions privilégiées classe "C" de $5 chacune et en 23 actions privilégiées classe "C" de $30 chacune; iii) changeant le nom de ladite compagnie en celui de "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal Inc. — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal Inc.", iiii) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13232-58)

**Bald Mountain Oil Company**
**(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize

Act, by letters patent dated November 13, 1956, changing its name to that of "Anglo-Alaska Oil Explorations Ltd." (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 11630-58)

**Arthur J. Graham Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of October, 1958, to the company "Graham & Robitaille Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 10, 1956, i) changing its name into that of "Arthrur J. Graham Limited"; ii) changing its powers and modifying therefore the provisions of its said letters patent of April 10, 1956.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13294-56)

**Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal Inc.**
**Veterans' Taxi Owners Association of Montreal Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the third day of October, 1958, to the company "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 3, 1946, and by supplementary letters patent dated February 11, 1947, March 10, 1949, May 26, 1955, February 16, 1956 and October 18, 1956 respectively, i) increasing its capital from the sum of $42,690 to $45,390, the additional share capital being divided into 90 common shares class "B" of $30 each; ii) decreasing its capital thus increased from $45,390 to $44,400, the cancelled share capital being divided into 60 preferred shares class "C" of $5 each and 23 preferred shares class "C" of $30 each; iii) changing the name of the said company to that of "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal Inc. — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal Inc.", iiii) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13232-58)

**Bald Mountain Oil Company**
**(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of October, 1958, to the company "Bald Moun-

octobre 1958, à la compagnie "Bald Mountain Oil Company" (No Personal Liability), augmentant son capital de $8,500,000 à $10,500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 10881-58)

**Canit Construction Quebec Limited**
**Canit Construction Quebec Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept octobre 1958, à la compagnie "Canit Construction Limited — Canit Construction Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom originaire de "Canit Construction Limited", par lettres patentes du 19 août 1952, et par lettres patentes supplémentaires en date, respectivement, du 13 janvier 1955 et du 1er août 1956, ces dernières changeant, inter alia, ledit nom originaire en celui de "Canit Construction Limited — Canit Construction Limitée", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 2 mai 1958: *a*) modifiant les dispositions de ces lettres patentes supplémentaires du 2 mai 1958 quant au rachat des actions privilégiées classe "A" et classe "B"; *b*) changeant de nouveau le nom de ladite compagnie en celui de "Canit Construction Quebec Limited — Canit Construction Québec Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13105-58)

**Cap-Chat Transportation Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf octobre 1958, à la compagnie "Cap-Chat Transportation Co. Ltd.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13105-58)

**Cap-Chat Transportation & Construction Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix octobre 1958, à la compagnie "Cap-Chat Transportation Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 avril 1934, changeant son nom en celui de "Cap-Chat Transportation & Construction Co. Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

---

tain Oil Company" (No Personal Liability), increasing its capital stock from $8,500,000 to $10,500,000, the additional capital stock being divided into 2,000,000 common shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 10881-58)

**Canit Construction Quebec Limited**
**Canit Construction Quebec Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventh day of October, 1958, to the company "Canit Construction Limited — Canit Construction Limitée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, under the original name of "Canit Construction Limited", by letters patent of August 19, 1952, and by supplementary letters patent dated respectively from Janaury 13, 1955 and August 1st, 1956, the latter changing inter alia, the said original name into that of "Canit Construction Limited — Canit Construction Limitée", and by new supplementary letters patent dated May 2, 1958: *a*) a modifying the provisions of these supplementary letters patent from May 2, 1958 insofar as redemption of class "A" and "B" preferred shares; *b*) again changing the name of the said company into that of "Canit Construction Quebec Limited — Canit Construction Quebec Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13105-58)

**Cap-Chat Transportation Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated ninth day of October, 1958, to the company "Cap-Chat Transportation Co. Ltd.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13105-58)

**Cap-Chat Transportation & Construction Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of of October, 1958, to the company "Cap-Chat Transportation Co. Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 23, 1934, chagning its name into that of "Cap-Chat Transportation & Construction Co. Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

---

(P.G. 12952-58)

**Chez Vogue de Thetford Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf octobre 1958, à la compagnie "Chez Vogue de Thetford Limited", augmentant son capital de $20,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 12952-58)

**Chez Vogue de Thetford Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the ninth day of October, 1958, to the company "Chez Vogue de Thetford Limited", increasing its capital stock from $20,000 to $80,000, the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12800-58)

**C. R. S. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze octobre 1958, à la compagnie "Canadian Reconditioning & Sales Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 décembre 1945, changeant son nom en celui de "C. R. S. Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49179-o P. FRENETTE.

(A.G. 12800-58)

**C. R. S. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of October 1958, to the company "Canadian Reconditioning & Sales Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 13, 1945, changing its name to that of "C. R. S. Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13144-58)

**Excel Bar-B-Q Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze octobre 1958, à la compagnie "Excel Ice Cream Company Limited", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 mars 1936, changeant son nom en celui de "Excel Bar-B-Q Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13144-58)

**Excel Bar-B-Q Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated this fifteenth day of October, 1958, to the company "Excel Ice Cream Company Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of March 6, 1936, changing its name into that of "Excel Bar-B-Q Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12839-58)

**Galya Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze octobre 1958, à la compagnie "Galya Limitée", augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions accitionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 12839-58)

**Galya Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated fourteenth day of October 1958, to the company "Galya Limitée", increasing its capital from the sum of $40,000 to $80,000, the additional share capital being divided into 400 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13495-58)

**Guarantee Floor Covering Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 13495-58)

**Guarantee Floor Covering Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieute-

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux octobre 1958, à la compagnie "Guarantee Floor Covering Ltd.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13357-58)

**Imprimerie Commerciale de Chicoutimi Incorporée**
**The Commercial Press of Chicoutimi Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six octobre 1958, à la compagnie "Imprimerie Commerciale de Chicoutimi Incorporée — The Commercial Press of Chicoutimi Incorporated", augmentant son capital de $49,000 à $119,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées, Class "A", de $100 chacune et en 200 actions privilégiées, Classe "B", de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13277-58)

**Industrial Freighting Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre septembre 1958, à la compagnie "Industrial Freighting Ltd.", modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes de constitution en corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13179-58)

**La Cie de Placements Chénier Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze octobre 1958, à "La Cie de Placements Chénier Limitée", augmentant son capital de $20,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 13,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 12452-58)

**Laiterie Union Dairy Ltée-Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze octobre 1958, à la compagnie "Laiterie Union Dairy Ltée-Ltd.", augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

nant-Governor of the Province of Quebec, dated the second day of October, 1958, to the company "Guarantee Floor Covering Ltd.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13357-58)

**Imprimerie Commerciale de Chicoutimi Incorporée**
**The Commercial Press of Chicoutimi Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixth day of October, 1958, to the company "Imprimerie Commerciale de Chicoutimi Incorporée — The Commercial Press of Chicoutimi Incorporated", increasing its capital of $49,000 to $119,000, the additional share capital being divided into 500 preferred shares Class "A", of $100 each and 200 preferred shares class "B", of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13277-58)

**Industrial Freighting Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fourth day of September, 1958, to the company "Industrial Freighting Ltd.", modifying certain provisions of its letters patent of its incorporation.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13179-58)

**La Cie de Placements Chénier Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of October, 1958, to the company "La Cie de Placements Chénier Limitée", increasing its capital from the sum of $20,000, to $150,000, the additional share capital being divided into 13,000 common shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12452-58)

**Laiterie Union Dairy Ltée-Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of October, 1958, to the company "Laiterie Union Dairy Ltée-Ltd.", increasing its capital stock from $40,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 6,000 shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13304-58)

**Laval Acceptance Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente septembre 1958, à la compagnie "Laval Acceptance Corporation", i) subdivisant ses 10,000 actions ordinaires de $10 chacune en 100,000 actions de $1 chacune; ii) réduisant son capital de $400,000 à $165,500, le capital-actions annulé étant divisé en 23,450 actions privilégiées de $10 chacune; iii) augmentant son capital ainsi réduit de $165,500 à $700,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 43,450 actions privilégiées de $10 chacune; iiii) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 11522-58)

**L'Imprimerie le Canada-Français Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze octobre 1958, à la compagnie "L'Imprimerie le Canada-Français Limitée", augmentant son capital de $20,000 à $75,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 550 actions ordinaires de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13526-58)

**Meubles Bellehumeur Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six octobre 1958, à la compagnie "Meubles Bellehumeur (Val d'Or) Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 4 février 1958, changeant son nom en celui de "Meubles Bellehumeur Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 12897-58)

**Pinegrove Country Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze octobre 1958, à la corporation "Pinegrove Golf & Country Club Inc.", constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 4 juin 1957, changeant son nom en celui de "Pinegrove Country Club Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13304-58)

**Laval Acceptance Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of September 1958, to the company "Laval Acceptance Corporation", i) subdividing its 10,000 common shares of $10 each into 100,000 shares of $1 each; ii) decreasing its capital from the sum of $400,000 to $165,500, the cancelled share capital being divided into 23,450 preferred shares of $10 each; iii) increasing its capital thus decreased from the sum of $165,500 to $700,000, the additional share capital being divided into 100,000 common shares of $1 each and 43,450 preferred shares of $10 each; iiii) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1958.

P. FRENETTE,

49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11522-58)

**L'Imprimerie le Canada-Français Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of October, 1958, to the company "L'Imprimerie le Canada-Français Limitée", increasing its capital stock from $20,000 to $75,000, the additional capital stock being divided into 550 common shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13526-58)

**Meubles Bellehumeur Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated sixth day of October, 1958, to the company "Meubles Bellehumeur (Val d'Or) Limitée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 4, 1958, changing its name to that of "Meubles Bellehumeur Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12897-58)

**Pinegrove Country Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated this fifteenth day of October, 1958, to the company "Pinegrove Golf & Country Club Inc.", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 4, 1957, changing its name into that of "Pinegrove Country Club Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13555-58)

**Quebec Moulds and Dies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six octobre 1958, à la compagnie "Les Ateliers Métallurgiques de Québec Metal Works, Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 novembre 1950, et par lettres patentes supplémentaires en date du 23 décembre 1951, i) changeant son nom en celui de "Quebec Moulds and Dies Inc."; ii) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 11813-58)

**Quincaillerie Chambly Hardware Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze octobre 1958, à la compagnie "Quincaillerie Chambly Hardware Inc.", convertissant et subdivisant 150 de ses 300 actions ordinaires de $100 chacune en 300 actions privilégiées de $50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13358-58)

**Staley Brothers Equipment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six octobre 1958, à la compagnie "Ricci Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 avril 1956, changeant son nom en celui de "Staley Brothers Equipment Corp.".

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 13617-58)

**Standard Structural Steel Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix octobre 1958, à la compagnie "Standard Structural Steel Ltd.", *a*) réduisant son capital de $120,000 à $20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune; *b*) subdivisant et changeant ses 20,000 actions ordinaires de $1 chacune en 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair; *c*) fixant le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à $1,000,000.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13555-58)

**Quebec Moulds and Dies Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated sixth day of October, 1958, to the company "Les Ateliers Métallurgiques de Québec Metal Works, Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 14, 1950, and by supplementary letters patent dated December 23, 1953, i) changing its name to that of "Quebec Moulds and Dies Inc."; ii) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11813-58)

**Quincaillerie Chambly Hardware Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of October, 1958, to the company "Quincaillerie Chambly Hardware Inc.", converting and subdividing 150 of its 300 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13358-58)

**Staley Brothers Equipment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixth day of October 1958, to the company "Ricci Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 14, 1956, changing its name to that of "Staley Brothers Equipment Corp.".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13617-58)

**Standard Structural Steel Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of October, 1958, to the company "Standard Structural Steel Ltd.", *a*) reducing its capital stock from $120,000 to $20,000, the cancelled capital stock being divided into 1,000 preferred shares of $100 each; *b*) subdividing and changing its 20,000 common shares of $1 each into 200,000 common shares without par value; *c*) fixing the amount with which the company shall continue its operations to $1,000,000.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12801-58)

**The Angora Mills Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize octobre 1958, à la compagnie "The Angora Mills Ltd.", augmentant son capital de $99,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 12491-58)

**Tracy Finance Inc.**
**Finance Tracy Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre 1958, à la compagnie " Tracy Finance Inc. " constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 juin 1957, changeant son nom en celui de "Tracy Finance Inc.—Finance Tracy Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(P.G. 12164-58)

**Villeray Home Construction Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit octobre 1958, à la compagnie "Villeray Home Construction Co.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 12801-58)

**The Angora Mills Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of October, 1958, to the company "The Angora Mills Ltd.", increasing its capital stock from $99,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 10 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12491-58)

**Tracy Finance Inc.**
**Finance Tracy Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of October, 1958, to the company "Tracy Finance Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 21, 1957, changing its name to that of "Tracy Finance Inc. — Finance Tracy Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12164-58)

**Villeray Home Construction Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighth day of October 1958, to the company "Villeray Home Construction Co.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

## Assemblée

HYDRO-ELECTRIC SECURITIES CORPORATION

Avis d'assemblée

Avis est, par les présentes, donné qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de Hydro-Electric Securities Corporation (ci-après nommée "la Compagnie") sera tenue au siège social de la compagnie à 3970 Chemin Côte des Neiges, en la cité de Montréal, province de Québec, Canada, le 5e jour de janvier 1959, à 10.00 heures du matin, aux fins de considérer et, s'il est jugé nécessaire, passer des résolutions:

*a*) approuver l'acceptation par la compagnie d'une offre en date du 16 octobre 1958, faite par International Holdings Corporation, constituée en corporation en vertu des lois de l'état du Maryland, États-Unis d'Amérique, afin d'acheter et acquérir l'entreprise, l'actif et le commerce de

## Meeting

HYDRO-ELECTRIC SECURITIES CORPORATION

Notice of meeting

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of Hydro-Electric Securities Corporation (hereinafter called "the Company") will be held at the head office of the Company at 3970 Côte des Neiges Road, in the City of Montreal, Province of Quebec, Canada, on the 5th day of January, 1959, at the hour of 10.00 o'clock of the forenoon, for the purpose of considering and, if deemed advisable, passing resolutions:

*a*) approving the acceptance by the Company of an Offer dated October 16, 1958, made by International Holdings Corporation, a corporation incorporated under the laws of the State of Maryland, United States of America, to purchase and acquire the undertaking, assets and

la compagnie pour les considérations et conformes et sujettes aux termes et conditions indiquées dans cette offre ;

*b*) reconnaissant et déclarant que le montant de la valeur nette de l'actif de chaque action ordinaire de la compagnie moins une distribution en argent de 20c par action ordinaire et moins les frais, dépenses et charges comprenant les taxes payables par la compagnie sur la vente de son actif et en regard de la liquidation projetée, dissolution et ventilation de la compagnie, est tel qu'exprimé dans ladite offre;

*c*) pourvoyant à la liquidation volontaire, la dissolution de la compagnie et la nomination d'un liquidateur à cette fin et à la distribution de son actif, en argent et en nature, entre ses actionnaires, le tout conformément aux dispositions et clauses de ladite offre et en vertu et sujette aux dispositions de la Loi de la Liquidation Volontaire des Compagnies à Fonds Social, chapitre 278 des Statuts refondus de la province de Québec 1941;

*d*) donnant audit liquidateur telles instructions particulières et imposant des limites, s'il y en a, qui peuvent être considérées nécessaires ou opportunes afin d'effectuer la liquidation de la compagnie et la distribution de son actif suivant les termes et conditions de ladite offre y compris, sans limitation, la fixation du 1er février 1959 comme étant la date effective de distribution de l'actif aux détenteurs des actions privilégiées de la compagnie alors en cours et accordant au liquidateur le pouvoir de vendre et convertir subséquemment en argent au 31 décembre 1960, ces actions de International Holdings Corporation, qui demeureront alors non-distribuées, le tout suivant les termes de l'offre;

*e*) ratifiant l'action de la compagnie en approuvant un contrat consultatif de placement devant être passé entre International Holdings Corporation et Schroder Trust Company, New-York; et

passer telles autres résolutions relatives ou en aucune manière concernant aucune des affaires y référées aux sous-paragraphes *a*), *b*), *c*), *d*), et *e*) ce-dessus, comme les actionnaires présents ou représentés par procuration à cette assemblée peuvent juger appropriées.

Des copies supplémentaires de tous les documents adressées aux actionnaires enregistrés de la compagnie peuvent être obtenues à aucun des endroits indiqués ci-dessous.

Tout détenteur de certificats d'actions au porteur désireux de voter à telle assemblée, soit en personne ou par procuration devrait, pas plus tard que le 26e jour de décembre 1958, déposer ses certificats à aucun des endroits suivants:

Hydro-Electric Securities Corporation,
3970, Chemin Côte des Neiges,
Montréal, P.Q.,
Canada.

Montreal Trust Company,
511, Place d'Armes,
Montreal, P.Q.,
Canada.

J. Henry Schroder & Co., Limited,
145, rue Leadenhall,
Londres E.C. 3,
Angleterre.

Office des Services Financiers S.A.
19, boulevard Bisshoffsheim,
Bruxelles, Belgique.

business of the Company for the considerations and on and subject to the terms and conditions set forth in such Offer;

*b*) acknowledging and declaring that the amount of the net asset value of each common share of the Company less a cash distribution of 20c per common share and less costs, expenses and charges including taxes payable by the Company on the sale of its assets and in connection with the proposed liquidation, dissolution and winding-up of the Company, is as stated in such Offer ;

*c*) providing for the voluntary winding-up and dissolution of the Company and the appointment of a liquidator for this purpose and the distribution of tis assets, in cash and in king, among its shareholders, all in accordance with the provisions and requirements of the said Offer and under and subject to the provisions of the Winding-up Act, Chapter 278 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941;

*d*) giving the said liquidator such particular instructions and imposing such limitations, if any, as may be considered necessary or desirable to ensure the winding-up of the affairs of the Company and the distribution of its assets in accordance with the terms and conditions of the said Offer including, without limitation, fixing February 1, 1959 as the effective date of distribution of assets to holders of Preferred Shares of the Company then outstinding and granting to the liquidator power to sell and convert into cash subsequent to December 31, 1960, such shares of International Holdings Corporation as then remain undistributed, all in accordance with the terms of the Offer;

*e*) ratifying the action of the Company in approving an investment advisory contract to be entered into between International Holdings Corporation and Schroder Trust Company, New-York; and

passing such other resolutions in respect of or in any way relating to any of the matters referred to in sub-paragraphs *a*), *b*), *c*), *d*) and *e*) above as the shareholders present or represented by proxy at such meeting may deem appropriate.

Extra copies of all papers mailed to the registered shareholders of the Company may be obtained at any of the places indicated below.

Any holder of bearer share warrants desirous of voting at such meeting either in person or by proxy should, not later than the 26th day of December 1958, deposit his warrants at any one of the following places:

Hydro-Electric Securities Corporation,
3970, Côte des Neiges Road,
Montreal, P.Q.,
Canada.

Montreal Trust Company,
511, Place d'Armes,
Montreal, P.Q.,
Canada.

J. Henry Schroder & Co., Limited,
145 Leadenhall Street,
London, E.C. 3,
England.

Office des Services Financiers S.A.,
19, Boulevard Bisshoffsheim,
Brussels, Belgium.

Schroder Trust Company,
57 Broadway,
New-York 15, N.Y.,
E.-U. A.

Aux fins de recevoir i. un certificat non-transférable avec droit de vote lui donnant le droit de voter à telle assemblée, ii. une formule de procuration relativement à telle assemblée et iii. une copie de tous les documents adressés aux actionnaires enregistrés de la compagnie, y compris l'offre faite à la compagnie par International Holdings Corporation et une lettre explicative. Ce certificat avec droit de vote donnera également le droit à la personne à laquelle il a été émis, après cette assemblée, de recevoir les certificats ainsi déposés.

Daté à Montréal, P.Q., ce 19e jour de novembre 1958.

Par ordre du bureau de direction.

Le Secrétaire,
J. S. FRY.
49206

Schroder Trust Company,
57 Broadway,
New-York 15, N. Y.,
U.S.A.

for the purpose of receiving i. a non-transferable Voting Certificate entitling him to vote at such meeting, ii. a form of proxy in respect of such meeting and iii. a copy of all papers mailed to the registered shareholders of the Company, including the Offer made to the Company by International Holdings Corporation and an Explanatory Letter. Such Voting Certificate will also entitle the person to whom it has been issued, after such meeting, to receive back the warrants so deposited.

Dated at Montreal, P.Q., this 19th day of November, 1958.

By Order of the Board,

J. S. FRY,
Secretary.
49206-o

## Avis divers

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le Lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 5 novembre 1958, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité du canton d'Aylmer, en celui de "Municipalité de la paroisse de Saint-Sébastien", comté de Frontenac.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Sébastien, 10 novembre 1958.

Le Maire,
ANTOINE FORTIN.
Le Secrétaire-trésorier,
J. ARMAND ROULEAU.
49180-o

(P.G. 11815-58)

RELIABLE CONSTRUCTION COMPANY INC.

*Règlement "A"*

"Que cette compagnie soit administrée par un bureau de quatre au lieu de trois directeurs".

Je, le soussigné, Harry Glassman, secrétaire de "Reliable Construction Company Inc.". déclare que le précédent est un extrait conforme des minutes d'une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le 1er jour d'octobre 1958, et que ledit règlement a été approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie tenue le 1er jour d'octobre 1958.

Le Secrétaire,
HARRY GLASSMAN.
49181

(P.G. 11493-58)

LAMONTAGNE COMMERCIAL EQUIPMENT LTD.

Règlement N° 4 concernant la modification du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de la compagnie "Lamontagne Commercial Equipment Ltd." est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de cinq (5), et le règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du Règlement N° 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs, tenue le

## Miscellaneous Notices

Notice is given by these presents by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, under date of November 5, 1958, an Order in Council to the effect of changing the name of the municipality of the township of Aylmer into that of "Municipality of the parish of Saint-Sébastien", county of Frontenac.

Pursuant to the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name enters into force from and after the publication of this present notice in the *Quebec Official Gazette*.

St-Sébastien, November 10, 1958.

ANTOINE FORTIN,
Mayor.
J. ARMAND ROULEAU,
Secretary-Treasurer.
49180

(A.G. 11815-58)

RELIABLE CONSTRUCTION COMPANY INC.

*By-law "A"*

"That this company be managed by a board of four instead of three Directors."

I, the undersigned, Harry Glassman, secretary of "Reliable Construction Company Inc.", declare that the foregoing is a true extract of the minutes of meeting of Directors of the said company, held on the 1st day of October 1958, and that the said by-law was unanimously approved by a special general meeting of the shareholders of the said company, held on the 1st day of October 1958.

HARRY GLASSMAN,
Secretary.
49181-o

(A.G. 11493-58)

LAMONTAGNE COMMERCIAL EQUIPMENT LTD.

By-law No. 4 concerning an amendment in the number of directors

The number of directors of the company "Lamontagne Commercial Equipment Ltd." is changed from three (3) its former number to that of five (5), and Company's By-law No. 1 is amended accordingly.

Certified copy of By-law No. 4 duly adopted at a meeting of Directors, held October 2, 1958,

2 octobre 1958, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le même jour, 2 octobre 1958, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

La Secrétaire,
49185-o ISABELLE DESCHÊNES.

and confirmed at a special general meeting of the company held the same day, October 2, 1958, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at said meeting.

ISABELLE DESCHÊNES,
49185 Secretary.

(P.G. 7744-52)

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES INC.
INTERNATIONAL ECONOMIC RESEARCH CORPORATION INC.

*Règlement N° XXIII*

(Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq).

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs dont trois formeront quorum.

Les directeurs sont constitués en office pour la durée d'un an, leur terme expirant lors de la tenue de l'assemblée annuelle des actionnaires, époque à laquelle l'élection des directeurs se fait chaque année.

Pour être directeur il faut être actionnaire et détenir en son nom propre, au moins une part du capital-actions de la compagnie totalement libérée.

Au cas de vacance, par suite de démission, décès ou autrement, les directeurs demeurant en office choisiront une ou des personnes dûment qualifiées pour agir comme directeur jusqu'à la prochaine assemblée annuelle."

Montréal, ce 15 mai 1952.
Copie conforme.

Le Secrétaire,
49196-o (Signé) C. ED. DOUVILLE.

(A.G. 7744-52)

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES INC.
INTERNATIONAL ECONOMIC RESEARCH CORPORATION INC.

*By-law No. XXIII*

(Concerning increase in the number of its Directors from three to five).

"The affairs of the company shall be administered by a board of five directors, of whom three shall form quorum.

The directors are incorporated in office for the space of one year, their term of office expiring when shareholders shall hold the ir annual meeting at which time election of the directors shall take place each year.

To be a director, one must be a shareholder and have in his own name, at least one share of the capital stock fully paid-up.

In the case of a vacancy, following a resignation, death or otherwise, directors in office shall choose one or more persons duly qualified to act as a director until the next annual meeting."

Montreal, May 15, 1952.
True copy.

(Signed) C. ED. DOUVILLE,
49196 Secretary.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES INC.
INTERNATIONAL ECONOMIC RESEARCH CORPORATION INC.

*Règlement spécial "B"*

étant un règlement augmentant le nombre des directeurs de la Compagnie de cinq (5) à sept (7).

Attendu qu'il est jugé opportun d'augmenter le nombre des directeurs de la Compagnie de cinq (5) à sept (7);

Qu'il soit en conséquence et il est, par les présentes décrété en promulgue ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la Compagnie est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à sept (7), de sorte que le bureau de direction de la Compagnie sera dorénavant composé de sept (7) directeurs;

2° Le règlement XXIII de la Compagnie est, par les présentes, amendé, modifié et revisé en remplaçant à la deuxième ligne du premier paragraphe d'icelui le mot "cinq" par le mot "sept".

Montréal, le 30ième jour de septembre 1958.
Copie conforme.

Le Secrétaire,
49196-o (Signé) FRANÇOIS JOBIN.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES INC.
INTERNATIONAL ECONOMIC RESEARCH CORPORATION INC.

*Special By-law "B"*

being a by-law increasing the number of directors of the Company from five (5) to seven (7).

Whereas it is deemed advisable to increase the number of directors of the Company from five (5) to seven (7);

Be it therefore and the same is hereby decreed and promulgated as follows:

1. The number of directors of the Company is hereby increased from five (5) to seven (7), in order that the board of Directors of the Company shall hereafter be composed of seven (7) directors;

2. By-law XXIII of the company is hereby amended, modified and revised by replacing on the second line of paragraph two thereof, the word "five" by that of "seven".

Montreal, the thirtieth day of September 1958.
True copy.

(Signed) FRANÇOIS JOBIN,
49196 Secretary.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Photographes Professionnels

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Photographes Profession-

de la Province de Québec, District de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le treize novembre 1958.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
49197-o JEAN BRUCHÉSI.

nels de la Province de Québec, District de Québec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 13, 1958.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, judicial district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
49197 Under Secretary of the Province.

---

OBALSKI MINING CORPORATION

Avis est donné que le règlement N° 17 décrété par les directeurs de la compagnie précitée le 15e jour de décembre 1945 et ratifié par la majorité des actionnaires de la compagnie le 12e jour de janvier 1946, la compagnie a été autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires et procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies.

Le Secrétaire,
49198 (Signé) M. YOUNG.

OBALSKI MINING CORPORATION

Notice is hereby given that by By-law No. 17 enacted by the Directors of the above Company on the 15th day of December, 1945, and ratified by the majority of the Shareholders of the company on the 12th day of January, 1946, the company was authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under Section 26 of the Companies' Act.

(Signed) M. YOUNG,
49198-o Secretayr.

---

Avis public est, par les présentes, donné que, conformément à l'article 33 de la Loi du régime des eaux courantes, "The James Maclaren Company Limited" de la ville de Buckingham, comté de Papineau, province de Québec, se propose d'exécuter l'ouvrage suivant: construire un barrage de bois au Lac Doré (Adonis) sur la branche centrale de la Rivière Lièvre dans la partie non arpentée du comté de Maskinongé, province de Québec, afin de faciliter le flottage des billes sur l'amont de la Rivière Lièvre.

Avis est, de plus, donné qu'une requête à cet effet, accompagnée d'un plan et devis indiquant la nature de l'ouvrage et le terrain qui sera affecté par ledit ouvrage, a été envoyée au Ministre des Terres et Forêts, province de Québec, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Labelle à Mont-Laurier, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

THE JAMES MACLAREN COMPANY LIMITED,
Le Secrétaire,
49207 J. W. THOMSON.

Public notice is hereby given in accordance with section 33 of the Water Course Act, that "The James Maclaren Company Limited" of the town of Buckingham, in the county of Papineau, Province of Quebec, intends to execute the following work: to construct a timber dam at Doré (Adonis) Lake on the Middle Branch of the Lièvre River, in the unsurveyed part of Maskinongé county, Province of Quebec, to facilitate log driving on the headwaters of the Lièvre River.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, Province of Quebec, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of the county of Labelle at Mont-Laurier, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

THE JAMES MACLAREN COMPANY LIMITED,
J. W. THOMSON,
49207-o Secretary.

---

## DISCOURS DU TRÔNE

*Honorables Messieurs*
*du Conseil législatif,*
*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Il m'est agréable d'inaugurer aujourd'hui la troisième session de la vingt-cinquième Législature.

Depuis la prorogation des Chambres, de remarquables événements se sont produits qui ont profondément impressionné la population de la province.

Au cours de l'été 1958, notre province a été heureuse d'accueillir Son Altesse Royale la Princesse Margaret et de pouvoir manifester de nouveau sa traditionnelle loyauté.

Les fêtes qui ont marqué le centenaire de l'apparition de la Sainte Vierge à Lourdes, fêtes auxquelles la province était officiellement représen-

## SPEECH FROM THE THRONE

*Honourable Gentlemen*
*of the Legislative Council,*
*Gentlemen of the Legislative Assembly,*

It is a pleasure for me to inaugurate to-day the third Session of the Twenty-Fifth Legislature.

Since the last prorogation, remarkable events have taken place and which deeply impressed the population of our Province.

During the summer of 1958, we had the pleasure of welcoming Her Royal Highness, Princess Margaret, thus giving us another opportunity to manifest the traditional loyalty of our Province.

The ceremonies which marked the centenary of the apparition of the Blessed Virgin at Lourdes, and at which the Province qas officially represen-

tée, venaient à peine de se terminer que l'Église était plongée dans un deuil douloureux par la mort de son illustre chef, Sa Sainteté le Pape Pie XII. Nous pleurons un grand pontife qui est entré vivant dans l'histoire, mais l'Église est éternelle et nous avons aujourd'hui la joie d'offrir à Sa Sainteté le Pape Jean XXIII nos religieux hommages, nos souhaits respectueux et l'assurance de notre filiale soumission.

Le 300e anniversaire des débuts de l'établissement du sanctuaire national de Sainte-Anne de Beaupré et le 350e anniversaire de la fondation de Québec par Champlain ont donné lieu à de mémorables manifestations religieuses et patriotiques auxquelles le gouvernement a été fier de coopérer. La province a été profondément honorée par la nomination de notre éminent compatriote, Son Éminence le Cardinal Paul-Émile Léger, comme légat papal aux inoubliables cérémonies à Sainte-Anne de Beaupré.

Ces fêtes ont mis en lumière l'impérieux devoir qui nous incombe de conserver jalousement et de faire fructifier pour les générations futures l'incomparable héritage que nous devons au dévouement, à l'esprit de travail, à l'héroïsme et au patriotisme de nos ancêtres.

Aussi le gouvernement continuera-t-il de mettre en application, dans tous les domaines de l'administration, une politique progressive qui s'inspire des leçons du passé, répond aux besoins du présent et sauvegarde l'avenir.

Le gouvernement se propose d'intensifier les mesures susceptibles de contribuer au progrès de l'agriculture, garantie de survivance et source de stabilité essentielles.

A cette fin, il vous demandera d'augmenter les fonds consacrés au prêt agricole dont les bienfaits salutaires sont plus manifestes que jamais. Une nouvelle législation favorisant l'établissement des fils de cultivateurs sur la terre s'ajoutera aux avantages du prêt agricole dont plus de 27,000 jeunes et leurs familles ont profité.

Le gouvernement verra à compléter les travaux, aujourd'hui très avancés, de l'électrification rurale. Il accroîtra, par le drainage et la colonisation, l'étendue de nos terres arables. Il facilitera la vente des produits agricoles dans toute la mesure de ses droits constitutionnels. Il aidera généreusement au succès de l'enseignement agricole.

Tout en sauvegardant le caractère essentiellement agricole d'une bonne partie de notre province, le gouvernement continuera de coopérer à son développement industriel qui augmente les marchés agricoles et contribue puissamment à la prospérité de notre population.

C'est l'opinion définitive du gouvernement que la stabilité politique et administrative, s'inspirant des vérités fondamentales, est nécessaire pour assurer le progrès durable de la province.

L'entreprise libre, dont notre agriculture est un exemple, consciente de ses droits et respectueuse de ses obligations, constitue le moyen le plus efficace pour assurer la prospérité de la province.

L'étatisation, sauf dans des conditions exceptionnelles, ne répond pas aux besoins de la province et n'est pas conforme à ses meilleurs intérêts; elle est contraire aux principes démocratiques, à la véritable liberté et à l'esprit d'entreprise. De plus, elle tarirait les sources de revenus requises dans une province en plein essor et compromettrait gravement le pouvoir d'emprunt nécessaire à tous les paliers de l'administration publique.

Il est conforme à la politique et aux réalisations du gouvernement de faire respecter les droits légitimes de tous et chacun, les droits des culti-

ted, has scarcely ended when the Church went into deep mourning for the death of its illustrious Pope, His Holiness Pius XII. We deplore the loss of a great Pontiff in his lifetime made history. However, the Church being eternal, we are now happy to pay our religious homage and to offer our respectful good wishes and the assurance of our filial attachment to His Holiness Pope John the XXIII.

The 300th. anniversary of the beginnings of the national shrine at Ste Anne de Beaupré and the 350th. anniversary of Quebec's foundation by Champlain were both occasions for memorable religious and patriotic manifestations to which the Government was proud to co-operate. The Province was deeply honoured by the appointment of our eminent compatriot, His Eminence Cardinal Paul Émile Léger, as papal legate, to preside at the unforgettable ceremonies which took place at Ste Anne de Beaupré.

These celebrations remind us of our imperative duty to jealously preserve and increase, for the benefit of future generations, the wonderful heritage bequeathed to us by the devotion, hard work, heroism and patriotism of our ancestors.

The Government will continue, in all fields of provincial endeavour, to pursue progressive policies which, while inspired by the lessons of the past, will also meet present needs and be safeguards for the future.

The Government propose to intensify measures contributing to the progress of agriculture which is a guarantee of survival and a source of essential stability.

For this purpose you will be asked to increase the funds applicable to farm loans whose beneficial effects are more obvious than ever. New legislation favouring establishment of farmer's sons on the land will add to the advantages offered by farm loans from which more than 27,000 young men and their families have already benefitted.

The Government will see to it that the benefits of rural electrification, already tremendous, are increased. It will also, through drainage and colonization, increase the area of our arable lands. It will, to the full extent of its constitutional rights, facilitate the sale of agricultural products. It will also generously assist in agricultural teaching.

While safeguarding the essentially agricultural character of a considerable part of our Province, the Government will continue to co-operate towards its industrial development which in turn increases markets for agricultural products and contributes powerfully to the people's prosperity.

It is the firm opinion of the Government that political and administrative stability, based on fundamental truths, is necessary to ensure the steady and lasting progress of our Province.

Free enterprise, as exemplified by our agriculture, fully conscious of its rights but also respectful of its obligations, constitutes the most effective means of assuring the prosperity of our Province.

State ownership, save under exceptional conditions, fails to meet the needs of our Province and is not in its best interests; it is contrary to democratic principles, genuine liberty and to the spirit of enterprise. Moreover such a system would exhaust sources of revenue required by a province in full progress while it would also seriously compromise the borrowing power necessary at all levels of public administration.

It is in conformity with the Government's policies and achievements to have the legitimate rights of each and every one respected and espe-

vateurs et des ouvriers tout spécialement. Il faut ne jamais oublier qu'à tous les droits correspondent des devoirs inséparables.

D'ailleurs, employés et employeurs font généralement preuve d'une saine collaboration qui, malheureusement, jouit d'une publicité moins tapageuse que celle suscitée par les conflits de travail.

Grâce aux grandes et nouvelles améliorations dont elle profite, la Province a réalisé de gigantesques progrès. L'amélioration dont notre voirie, en particulier notre voirie rurale, a bénéficié depuis quelques années et la multiplication de travaux publics très considérables à travers notre immense province apportent une puissante contribution à la prospérité de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et au succès de notre importante industrie touristique. Aussi le gouvernement se propose-t-il de multiplier ces progrès.

La mise en valeur de nos ressources forestières, hydrauliques et minières a nécessité, en ces derniers temps, des placements de capitaux se chiffrant à des centaines de millions de dollars. Ces énormes investissements ont profité à notre économie et créé de l'emploi pour nos jeunes au succès desquels le gouvernement s'intéresse de façon efficace et généreuse.

C'est pour aider à l'établissement durable et profitable de notre jeunesse que le gouvernement ne cesse de consacrer à l'éducation,— domaine exclusivement réservé à la province —, des subventions qui augmentent sans cesse et se totalisent à des centaines de millions de dollars. Il vous soumettra une nouvelle législation dont le but et l'effet seront de l'autoriser à aider financièrement les étudiants pauvres en argent mais riches en talents et en esprit de travail. Dpeuis quelques années, les succès et les progrès réalisés ont été incomparables à tous les paliers de l'enseignement. Cette politique féconde se continuera à la lumière, comme il convient, des droits et des devoirs de tous et chacun.

Le gouvernement n'oublie pas qu'à la santé de l'esprit doit s'ajouter celle du corps et c'est pourquoi il multiplie à travers la province les établissements d'hospitalisation dans le but de rendre leurs services accessibles à toute la population de notre immense province, comme il est juste et à propos de le faire. Sans compromettre nos droits essentiels, le gouvernement se propose de mutliplier les moyens d'action les meilleurs pour sauvegarder la santé publique.

Le gouvernement se propose d'ajouter aux bienfaits de la législation sociale qu'il a instaurée en vous recommandant d'adopter une loi facilitant la construction d'établissements où les personnes âgées et sans foyer pourront demeurer.

En plusieurs circonstances le gouvernement a généreusement coopéré au règlement des graves problèmes financiers qui affectent les corporations municipales. Il entend continuer cette coopération et faire tout en son possible pour obtenir une répartition juste et appropriée des sources publiques de revenus.

La stabilité économique, sociale et nationale étant intimement liée à la stabilité constitutionnelle, le gouvernement considère toujours comme un problème de vitale importance celui des relations fiscales fédérales-provinciales. C'est pourquoi il réitère les déclarations contenues dans le discours du Trône de 1954 pour affirmer, une fois de plus, sa politique constante et indéfectible en matière constitutionnelle:

"Les remarquables progrès dont bénéficient notre immense province et, spécialement, de grandes régions autrefois peu favorisées, progrès qui s'avèrent grandissants, nécessitent des dépen-

cially those of farmers and of labour. It must never be forgotten that there are corresponding duties inseparable from al such rights.

Employees and employers generally display healthy co-operation but unfortunately that fact attracts much less noisy publicity than is given to labour disputes.

By reason of the great and new improvements from which it benefits, the Province has made gigantic strides. During recent years, the vast improvements of our road system, and particularly in our rural sections, together with the numerous and very considerable public works carried out throughout our immense province contribute powerfully to ensure the prosperity of agriculture, trade, industry and towards the success of our important tourist industry. The Government, therefore, proposes to multiply such improvements.

The development of our forest, hydro-electric and mineral resources has entailed, in recent times, capital investments aggregating hundreds of millions of dollars. These enormous investments have been advantageous to our economy and have created employment opportunities for our youth in whose success the Government is effectively and generously interested.

It is to assist in the solid and profitable establishment of our young people that the Government continously devotes to Education,— a field exclusively reserved to provincial jurisdiction —, grants which are steadily increasing and amount to hundreds of millions of dollars. It will submit to you new legislation whose purpose and effect will be to authorize it to give financial aid to students who may be poor in money but rich in talent and in the will to work. In recent years the progresss and success achieved at all educational levels have been unprecedented. Such fruitful policies will be continued and, as is fitting, in the light of each and every one's rights and duties.

The Government does not forget that physical and mental health are to a large extent interdependent and that is why, as it is only fair and proper to do, it multiplies the number of hospitalization establishments throughout the Province so as to make their services accessible to all the people of our far-flung province. Without jeopardizing our essential rights, the Government proposes to realize the best methods of protecting public health.

The Government proposes to extend the benefits of its already established social achievements through a legislation which will facilitate the construction of establishments where aged and homeless persons may live.

The Government has, on many occasions, cooperated generously in the settlement of serious financial problems affecting municipal corporations. It intends to continue this co-operation and, at the same time, will do everything in its power to secure a just and appropriate sharing of public revenue sources.

The economic, social and national stability being intimately related to constitutional stability, the Government, as always, considers that federal-provincial fiscal relations constitute a problem of vital importance. Accordingly, it reiterates the statements made in the Speech from the Throne of 1954 so as to emphasize once again its constant and definite policicy in constitutional matters;

"The remarkable progress which our huge Province is enjoying, especially certain vast districts which, in days gone by, were ill-favoured — a progress which is steadily spreading —

ses considérables qui exigent l'utilisation plus complète des sources de revenus que la constitution canadienne reconnaît aux provinces, à la province de Québec en particulier.

"Le gouvernement reconnaît les droits et les obligations de l'autorité fédérale; il réitère que la province ne demande pas de faveurs mais bien le respect intégral de ses droits, prérogatives et libertés.

"Dans l'opinion définitive du gouvernement, les attributs essentiels du gouvernement responsable, qui a coûté très cher et que nous considérons très précieux, doivent être respectés et sauvegardés. Il est indéniable qu'au point de vue matériel un des éléments indispensables du gouvernement démocratique et responsable réside dans les pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale.

"C'est notre intime désir de coopérer à la grandeur et à la prospérité du pays dans le respect des droits et des prérogatives de tous et chacun."

De nombreux projets de loi d'intérêt privé et d'intérêt public vous seront soumis dont plusieurs, parmi ces derniers, seront portés à la connaissance de la Législature dès les premiers jours de la session suivant une tradition établie depuis une dizaine d'années.

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Les comptes publics de la dernière année fiscale vous seront communiqués avec diligence comme cela se pratique maintenant et vous voudrez bien voter les subsides nécessaires à l'administration de la province.

*Honorables Messieurs*
*du Conseil législatif,*
*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Je demande à la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux au cours de cette session.
49225-o

involve considerable expenditures which require a wider utilization of the sources of revenue which the canadian Constitution recognizes as belonging to the provinces and in particular to the Province of Quebec.

"The Government recognizes the rights and the obligations of the federal authority; it reiterates once more that the Province asks for no favours but only for the full respect of its rights, prerogatives and liberties.

"It is the definitive opinion of the Government that the essential attributes of responsible government, which were won at such heavy cost and which we consider very previous, must be respected and safeguarded. It is undeniable that, from a material point of view, one of the indispensable elements of democratic and responsible government resides in the fiscal powers which are necessary to each governmental authority.

"It is our genuine desire to co-operate to ensure the greatness and the prosperity of our country, in the respect of the rights and prerogatives of all and of everyone."

Numerous private and public bills will be submitted for your approval and, amongst the latter, many will be soon communicated to the Legislature in accordance with a tradition established since the past ten years.

*Gentlemen of the Legislative Assembly,*

The Public Accounts for the last fiscal year will be distributed to you with diligence, as is now the practice, and you will be called upon to vote the appropriations necessary for the administration of the Province.

*Honourable Gentlemen*
*of the Legislative Council,*
*Gentlemen of the Legislative Assembly,*

I pray that Divine Providence will bless and fructify your work during the course of this Session.
49225-o

## AVIS

*Règlement N° "B"*

qui est un règlement concernant la distribution de l'actif de "Notre Dame Public Meat Market Inc.".

Qu'il soit décrété comme le règlement N° "B" de "Notre-Dame Public Meat Market Inc." que :

1. Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires.

2. Attendu que toutes les dettes et obligations de la compagnie ont été payées et que la compagnie n'a pas de responsabilités ou créances quelconques.

3. En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de "Notre-Dame Public Meat Market Inc." que:

*a*) La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires, et à subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédure d'abandon de charte en vertu de l'aticle 26 de la Loi des compagnies de Québec;

*b*) Les directeurs et officiers de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés à

## NOTICE

*By-Law No. "B"*

being a By-law respecting the distribution of the assets of "Notre-Dame Public Meat Market Inc.".

Be it enacted as By-law No. "B" of "Notre-Dame Public Meat Market Inc." that:

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs.

2. Whereas all the debts and obligations of the company have been paid and the company has no liabilities or creditors whatsoever.

3. Therefore be it enacted as a By-law of "Notre-Dame Public Meat Market Inc." that:

*a*) The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably amongst its shareholders, and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies' Act;

*b*) The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute

faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns à la bonne exécution du précédent.

Décrété ce 11e jour de novembre 1958.

Le Président,
N. SACHIN.
Le Secrétaire,
J. SACHIN.

Vraie copie certifiée du règlement N° "B" décrété par les directeurs de "Notre-Dame Public Meat Market Inc." à une assemblée tenue le 11e jour de novembre 1958, et confirmé subséquemment à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 11e jour de novembre 1958.

(Sceau) Le Secrétaire,
49226 J. SACHIN.

(Sec. P. 1709-05)

## AVIS

(Loi des compagnies à fonds social étrangères)

Avis est donné que, par nouvelle procuration datée du 27 octobre 1958, M. Paul B. Bourget du village de Thurso, province de Québec, a été nommé agent principal dans ladite province de "The Singer Manufacturing Company", une corporation à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans notre dite province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, en lieu et place de M. Clyde S. Reynolds.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19 novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49227 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11424-55)

HENRI VALLIÈRES INC.

*Règlement N° 6*

Le nombre des directeurs de la compagnie "Henri Vallières Inc." est augmenté de quatre à six, et l'article 2 du règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° 6 de la compagnie "Henri Vallières Inc." régulièrement adopté par les directeurs le 5 novembre 1958 et ratifié à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le même jour.

Signé à Nicolet, le 8 novembre 1958.

Le Secrétaire,
49228-o ROGER VEILLEUX.

(P.G. 1400-44)

ARC SUPPLY LIMITED

*Règlement XXVII*

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de trois à neuf

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à neuf de manière que le bureau de direction soit composé dorénavant de neuf directeurs.

2. La première phrase du règlement VIII soit et elle est, par les présentes, amendée pour se lire comme suit:

Le bureau de direction sera composé de neuf directeurs qui seront élus annuellement.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
49229 GILBERT E. AYERS.

all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 11th day of November, 1958.

N. SACHIN,
President.
J. SACHIN,
Secretary.

Certified to be a true copy of By-law No. "B" enacted by the Directors of "Notre-Dame Public Meat Market Inc." at a meetin held on the 11th day of November, 1958, and subsequently confirmed by a Special General Meeting of the Shareholders of the company held on the 11th day of November, 1958.

(Seal) J. SACHIN,
49226-o Secretary.

(P. Sec. 1709-05)

## NOTICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney dated October 27th, 1958, Mr. Paul-B. Bourget of the Village of Thurso, in the Province of Quebec, has been appointed Chief Agent in the said Province of "The Singer Manufacturing Company", an extra-provincial corporation duly authorized to carry on its business in our said Province, for the purposes of receiving services in any suit or proceeding against it, in the place and stead of Mr. Clyde S. Reynolds.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of November, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49227-o Under-Secretary of the Province.

(A.G. 11424-55)

HENRI VALLIÈRES INC.

*By-law No. 6*

The number of directors of the company "Henri Vallières Inc." is increased from four to six, and article 2 of by-law No. 1 of the company is modified accordingly.

Certified copy of by-law No. 6 of the company "Henri Vallières Inc." duly adopted by the directors on November 5, 1958 and unanimously confirmed by the shareholders at a special general meeting held the same day.

Signed at Nicolet, November 8, 1958.

ROGER VEILLEUX,
49228 Secretary.

(A.G. 1400-44)

ARC SUPPLY LIMITED

*By-law XXVII*

A by-law to increase the number of directors from three to nine

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to nine so that the board of directors shall hereafter be composed of nine directors.

2. The first sentence of by-law VIII be and hereby is amended to read as follows:

The board of directors shall consist of nine directors who shall be elected annually.

Certified true copy.

GILBERT E. AYERS,
49229-o Secretary.

AVIS DE DEMANDE D'AUTORISATION ET DE DÉPÔT DE PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Aluminum Company of Canada, Limited", ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, province de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire des ouvrages pour l'aménagement et l'exploitation des forces hydrauliques sises à Chute-des-Passes sur la rivière Péribonca, comprenant une prise d'eau, des tunnels, un canal, des lignes de transport d'énergie, une centrale électrique et autres ouvrages nécessaires. La centrale et ouvrages connexes sont situés sur le bloc D, Bassin Rivière-Péribonca, division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, et sur le bloc G, Bassin Rivière-Péribonca, division d'enregistrement de Chicoutimi, emplacement mieux connu sous le nom de Chute-des-Passes. Le canal et ses ouvrages connexes sont situés sur le bloc 1, Bassin Rivière-Manouane, et sur les blocs 6 et 7, Bassin Rivière-Péribonca, division d'enregistrement de Chicoutimi, dans la région de la Baie-du-Portage sur les bords du lac Manouane. Les lignes de transport d'énergie suivent le parcours suivant: commençant sur ledit bloc D, traversant le bloc J, Bassin Rivière-Péribonca, et les cantons St-Onge, Constantin, Maltais et Jogues, division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, puis les cantons Garnier et Delisle, division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Est, et se terminant sur parties des lots 1 et 2, rang I, dudit canton Delisle, à proximité de la ville d'Isle-Maligne.

Avis est de plus donné qu'une requête en demande d'autorisation, accompagnée des plans et devis, indiquant les détails des ouvrages et les terrains nécessaires pour la construction et l'exploitation desdits ouvrages, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ladite requête, accompagnée des plans et devis, a été déposé aux bureaux des divisions d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, à Roberval, de Lac-St-Jean-Est, à Hébertville, et de Chicoutimi, à Chicoutimi.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

ALUMINUM COMPANY OF CANADA, LIMITED,
Le Secrétaire,
49230-47-4-o L.-P. LEDUC.

NOTICE OF APPLICATION FOR AUTHORIZATION AND OF DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that "Aluminum Company of Canada, Limited", having its head office and principal place of business in the city of Montreal, Province of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed works for the development and operation of the water-powers located at Chute-des-Passes on the Peribonca River, consisting of intake works, tunnels, a canal, transmission lines, a power-house and other necessary works. The powerhouse and related works are located on block D, Bassin Rivière-Péribonca, Registration Division of Lake St. John West, and block G, Bassin Rivière-Péribonca, registration division of Chicoutimi, which location is more generally known as Chute-des-Passes. The canal and related works are located on block 1, Bassin Rivière-Manouane, and on blocks 6 and 7, Bassin Rivière-Péribonca, registration division of Chicoutimi, in the area of Baie-du-Portage on the shores of lake Manouane. The transmission lines commence on the said block D and follow through block J, Bassin Rivière-Péribonca, thence through townships St-Onge, Constantin, Maltais and Jogues, registration division of lake St. John West, thence through townships Garnier and Delisle, registration division of lake St. John Est, and terminate on parts of lots 1 and 2, range I, in said township Delisle, in the vicinity of the town of Isle-Maligne.

Notice is also given that a petition requesting such authorization, accompanied by plans and specifications, showing details of the works and the lands necessary for the construction and operation thereof, has been forwarded to the minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such petition, accompanied by plans and specifications, has been deposited at the Registry Offices of the registration divisions of lake St. John West, at Roberval, of lake St. John East, at Hébertville, and of Chicoutimi, at Chicoutimi.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

ALUMINUM COMPANY OF CANADA, LIMITED,
L.-P. LEDUC,
49230-47-4-o Secretary.

---

AVIS

La Cie "Donat Raymond Limitée" donne avis que le 30 septembre 1958, elle a adopté un règlement à l'effet que la compagnie n'ayant ni dettes ni obligations et qu'ayant discontinué ses opérations elle a décrété de distribuer entre ses actionnaires, son actif consistant en actions et obligations, et de demander l'abandon de sa charte.

Québec, 14 novembre 1958.
Le Secrétaire,
49231-o MAXIME RAYMOND.

NOTICE

The company "Donat Raymond Limitée" gives notice that on September 30, 1958, it adopted a by-law to the effect that the company having no debts nor obligations and that, having discontinued its operations, it has enacted that it would distribute amongst its shareholders, its assets, consisting in shares and bonds, and to request the surrender of its charter.

Quebec, November 14, 1958.
MAXIME RAYMOND,
49231 Secretary.

---

AVIS

La Cie "Grace Investment Company Limited" donne avis que le 30 septembre 1958, elle a dapté un règlement à l'effet que la compagnie n'ayant ni dettes ni obligations, et qu'ayant discontinué

NOTICE

The company "Grace Investment Company Limited" gives notice that on September 30, 1958, it adopted a by-law to the effect that the company having no debts nor obligations, and

ses opérations, elle a décrété de distribuer entre ses actionnaires, son actif consistant en actions et obligations, et de demander l'abandon de sa charte.

Québec, ce 14 novembre 1958.

Le Secrétaire,
MAXIME RAYMOND.
49232-o

that, having discontinued its operations, it enacted the distribution of its assets amongst its shareholders, said assets consisting of shares and bonds, and to request the surrender of its charter.

Quebec, this November 14, 1958.

MAXIME RAYMOND,
Secretary.
49232

## Chartes — Abandon de

### AVIS

Avis public est, par les présentes, donné que "National Realty Building Company Incorporated", s'adressera immédiatement au Gouvernement de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le Directeur,
PAUL J. LANDERS.
49182

### Alex Kindler & Co. Ltd.

Prenez avis que la compagnie "Alex Kindler & Co. Ltd.", demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 16 septembre 1958.

Le Procureur de la requérante,
Me JACQUES BÉDARD.
49183-o

### Yukon-Ungava Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Yukon-Ungava Mines Limited", (No Personal Liability), une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18e jour de novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
I. C. CAMPBELL.
49208

### Conasco-Ungava Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Conasco-Ungava Mines Limited", (No Personal Liability), une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18e jour de novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
I. C. CAMPBELL.
49209-o

Avis est donné, conformément à la Loi des Compagnies de Québec, que la Cie "Donat Raymond Limitée" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Québec, 12 novembre 1958.

Le Secrétaire,
MAXIME RAYMOND.
49231-o

## Charters — Surrender of

### NOTICE

Public notice is hereby given that "National Realty Building Company Incorporated", will apply forthwith to the Government of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

PAUL J. LANDERS,
Director.
49182-o

### Alex Kindler & Co. Ltd.

Take notice that the company "Alex Kindler & Co. Ltd.", will make application to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Dated at Montreal, September 16, 1958.

Me JACQUES BÉDARD,
Attorney for the petitioner.
49183

### Yukon-Ungava Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Yukon-Ungava Mines Limited", (No Personal Liability), a corporation constituted under the Quebec Mining Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 18th day of November, 1958.

I. C. CAMPBELL,
Secretary-Treasurer.
49208-o

### Conasco-Ungava Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Conasco-Ungava Mines Limited", (No Personal Liability), a corporation constituted under the Quebec Mining Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 18th day of November, 1958.

I. C. CAMPBELL,
Secretary-Treasurer.
49209-o

Notice is given, pursuant to the Quebec Companies Act, that the Company "Donat Raymond Limitée", will apply for permission to surrender its charter.

Quebec, November 12, 1958.

MAXIME RAYMOND,
Secretary.
49231

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie "Grace Investment Company Limited" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Québec, 13 novembre 1958.

Le Secrétaire,
MAXIME RAYMOND.
49232-o

Notice is given in conformity with the Quebec Companies Act that the company "Grace Investment Company Limited" will apply for permission to surrender its charter.

Quebec, November 13, 1958.

MAXIME RAYMOND,
Secretary.
49232

## Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 583-58)

Avis est, par les présentes, donné que "Barret Corporation, C.A." une compagnie à fonds social étrangère, constituée en vertu des lois du Code Commercial du Venezuela, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à Appt 308, 4905 Chemin Côte St-Luc, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Edward Roberts, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour de novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.
49178

(Sec. P. 568-58)

Avis est, par les présentes, donné que "Bishop Products Limited", une compagnie à fonds social étrangères, constituée en vertu des lois de la province de la Colombie Britannique a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Gordon C. Shaw, gérant de ventes, de la ville de Beaconsfield, et y résidant à 100 Lynwood Drive.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19e jour de novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.
49178

## Companies Licensed to do Business

(P. Sec. 583-58)

Notice is hereby given that "Barret Corporation, C.A.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Commercial Code of Venezuela, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Apt. 308, 4905 Côte St. Luke Road, in the City and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Edward Roberts, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of November, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
49178-o

(P. Sec. 568-58)

Notice is hereby given that "Bishop Products Limited", an extra-provincial company incorporated pursuant to the laws of the Province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Gordon C. Shaw, sales manager, of the town of Beaconsfield, and there residing at 100 Lynwood Drive.

Given at the office of the Provincial secretary, this 19th day of November, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
49178-o

## Compagnies dissoutes

(P.G. 11905-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie" Bégin & Frères Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 février 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.
49178-o

## Companies Dissolved

(A.G. 11905-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276 Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bégin & Frères Inc.", incorporated by letters patent dated February 16, 1945.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.
49178

(P.G. 13394-57)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 4 février 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13394-57)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and of Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the responsibility enacted by section 27 of the said Quebec Companies' Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of charter of the company "Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the said Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated February 4, 1946.

Moreover notice is given that from and after November fifteenth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10405-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chardo Industries Limited — Les Industries Chardo, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juin 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 10405-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statuts of Quebec, 1941, and subject of the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chardo Industries Limited — Les Industries Chardo, Ltée", incorporated by letters patent dated June 7, 1946.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13892-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Royer Street Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 septembre 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 13892-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes, of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by secton 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Royer Street Corporation", incorporated by letters patent dated September 29, 1952.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1958.

-P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12350-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "McFetrick & Co., Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 août 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 12350-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "McFetrick & Co., Limited", incorporated by letters patent dated August 12, 1932.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12746-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Point Investment Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 janvier 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 12746-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Point Investment Corporation", incorporated by letters patent dated January 9, 1935.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10986-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Bras d'Or Bay Navigation Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 mars 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 10986-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Bras d'Or Bay Navigation Company Limited", incorporated by letters patent dated March 15, 1926.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12092-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Town Realties Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 juin 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49178-o P. FRENETTE.

(A.G. 12092-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Town Realties Limited", incorporated by letters patent dated June 29, 1944.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49178 Acting Deputy Attorney General.

## Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 96, et ses amendements, sur les matières suivantes: fixer le déali pour l'addition des votes par l'officier-rapporteur; règlementer les stations de gazoline; règlementer les enclos de ferraillle et dépotoirs d'automobiles; réglementer le stationnement des roulottes sur la propriété publique et privée; établir la procédure du bureau de revision; correction des erreurs cléricales dans le rôle d'évaluation; amender le règlement de zonage de la cité sans referendum afin de permettre, *a*) l'exploitation de commerces de première et deuxième classes sur partie du lot 262 et partie du lot 254,

## Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to request the adoption of an act amending its Charter, the act 9 Edouard VII, chapter 96, and its amendments, for the following purposes: to determine the delay for the addition of votes by the returning-officer; to regulate gas stations; to regulate scrap-yards and used car lots; to regulate the parking of trailers on public and private property; to determine the procedure for the board of revision; the correction of clerical errors in the valuation roll; to amend the city's zoning by-law, without referendum, for the purpose of allowing, *a*) the operation of first and second class trades on part of lot 262 and part of lot 254, in Zone 7, *b*) the operation of certain second class trades

dans la zone 7, *b*) l'exploitation de certains commerces de deuxième classe sur la 45e Avenue, dans la zone 1, et *c*) la construction de maisons à appartements avec commerces au rez-de-chaussée sur les rues où les maisons à appartements et les commerces de première classe sont déjà permis en vertu dudit règlement; accorder une pension de retraite à Albert Longtin, Dieudonné Houle et Emery Brunet; faire un règlement de zonage pour tout territoire annexé, sans referendum; signification des procédures de la Cour municipale par lettre recommandée; échange avec ville Saint-Pierre d'une partie des lots 119 et 120 pour une partie du lot 914 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; ratification d'une entente entre Canadian National Railways et la cité de Lachine; ratification de la vente de partie du lot 201 du lot originaire 238 à Mlle Rose Robins; et pour autres fins.

Montréal, le 13 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
49188-47-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

---

Avis public est par les présentes donné que la cité de Pointe-Claire s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1 George V (deuxième session), chapitre 71, et les lois qui l'amendent, sur les matières suivantes: accorder une indemnité au maire et aux échevins; qualification aux charges municipales par le conjoint; accorder le droit de vote aux employés, fonctionnaires et officiers municipaux; fixer les élections générales au premier samedi de février; obligation pour un propriétaire d'énoncer l'usage qu'il entend faire d'une construction projetée; interrompre la circulation et déplacer les automobiles pour réparation ou nettoyage des rues; règlementer le stationnement des roulottes; obligation d'aviser un propriétaire de tout changement au rôle d'évaluation; procédure pour la présentation et l'audition des plaintes par le bureau de revision; correction du texte anglais de l'article 10 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 76; correction des erreurs cléricales au rôle d'évaluation; obligation des locataires d'aviser la cité au cas de déménagement, pour fins de taxation; signification des procédures de la Cour municipale; abroger les articles 12 et 13 de la loi 15-16 George VI, chapitre 89; autoriser la vente du lot 1-41 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire; et pour autres fins.

Montréal, le 13 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
49189-47-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

---

Avis public est par les présentes donné que la ville de Fort Chambly s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant à créer un fond industriel et pour toutes autres fins.

Montréal, le 13 novembre 1958.

Les Procureurs de Fort Chambly,
TREMBLAY, MONK, FORGET,
49190-47-4-o BRUNEAU & BOIVIN.

---

Avis public est par les présentes donné que Charles Édouard Boisvert, en religion Frère Memmas-Omer supérieur provincial pour le district religieux des Trois-Rivières de "L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes", s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session pour:

*a*) établir dans les diocèses de Nicolet, des Trois-Rivières et de cette partie du diocèse de

Montreal, November 13, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,
49188-47-4-o Attorneys for the Petitioner.

---

Public notice is hereby given that the city of Pointe Claire will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to request the adoption of an act amending its charter, the act 1 George V (Second Session), chapter 71, and the acts amending it, for the following purposes: to grant an indemnity to the mayor and aldermen; qualification for municipal charges through the consort; to grant the right to vote to municipal employees, functionaries and officers; to set the general election date on the first Saturday in February; to request a proprietor to state the use which will be made of an intended building; to interrupt traffic and remove parked vehicles for the repair or cleaning of streets; to regulate the parking of trailers; the notification to the proprietor of any change in the valuation roll; to determine the procedure for the filing and hearing of complaints before the board of revision; to correct the english text of section 10 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 76; correction of clerical errors in the valuation roll; to compel tenants to notify the city of his moving, for taxation purposes; the service of municipal Court procedures by registered mail; abrogation of sections 12 and 13 of the act 15-16 George VI, chapter 89; authorization to sell lot 1-41 of the official Cadastre of the parish of Pointe-Claire; and for other purposes.

Montreal, November 13th, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART.
49189-47-4-o Attorneys for the Petitioner.

---

Public notice is hereby given that the town of Fort Chambly will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the passing of an act to establish an industrial fund and for all other purposes.

Montreal, November 13th, 1958.

TREMBLAY, MONK, FORGET,
BRUNEAU & BOIVIN,
49190-47-4-o Attorneys for Fort Chambly.

---

Public notice is by these presents given that Charles Édouard Boisvert, in religion, Brother Memmas-Omer, Provincial Superior for the religious district of Trois-Rivières of "L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session to:

*a*) establish in the dioceses of Nicolet, of Trois-Rivières and of that part of the diocese of

Québec comprenant les comtés provinciaux de Mégantic et de Lotbinière, une corporation indépendante et autonome;

*b*) pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, le 14 novembre 1958.

Les Procureurs du pétitionnaire,
49191-47-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

Quebec comprising the provincial counties of Mégantic and of Lotbinière, an independent and autonomous corporation;

*b*) for all other purposes;

Trois-Rivières, November 14, 1958.

MÉTHOT & MÉTHOT,
49191-47-4-o Attorneys for the petitioner.

Canada — Province de Québec

Avis public est, par le présent donné que la corporation de la municipalité de Brébœuf dans le comté de Terrebonne, province de Québec, s'adressera à la présente session d'Assemblée Législative de Québec aux fins d'obtenir une loi pour annexer à son territoire les lots numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du rang numéro 2, canton Clyde, des lots numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du rang ouest, canton Clyde, et des numéros 1A, 1B, 2 et 3 du rang est, canton Clyde, lequel territoire fait présentement partie de la corporation de la municipalité de la Conception dans le comté Labelle.

Saint-Jérôme, le 14 novembre 1958.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
49192-47-3-o THINEL ET FILFE.

Canada — Province of Quebec

Public notice is hereby given that the corporation for the municipality of Brebœuf, in the county of Terrebonne, Province of Quebec, will apply to the present session of the Legislative Assembly of Quebec for the purpose of obtaining an act to annex to its territory lots, numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of range number 2, township Clyde, lots numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of range west, township Clyde, and numbers 1A, 1B, 2 and 3 of range east, township Clyde, which territory presently forms part of the corporation of the municipality of la Conception in the Labelle County.

Saint-Jérôme, November 14, 1958.

THINEL AND FILFE,
49192-47-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de la ville de St-Félicien, dans le comté de Roberval, s'adressera à la législature de la province de Québec au cours de la présente session, lui demandant d'amender la loi 13 Georges VI 1949, conformément aux dispositions de la loi sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements); d'emprunter une somme d'argent, n'excédant pas cent mille dollars pour fins industrielles; que des frais de représentation, outre les déboursés réels soient attribués au maire et aux échevins, soit quinze cents dollars pour le maire et six cents dollars pour les échevins; qu'une taxe d'eau soit imposée sur les lots vacants; qu'un espace de terrain soit prévu pour les fins de stationnement des véhicules-moteurs; qu'une loi lui accorde le droit de supprimer les nuisances publiques; que l'article 526-A, 2-3 Elizabeth II 1954 soit remplacé par l'article 526 de la loi des cités et villes en y ajoutant un maximum de trois cents dollars au lieu de deux cents dollars, pour tout vendeur ambulant vendant au détail dans les limites de la municipalité, qui n'a ni résidence, ni place d'affaires dans ladite municipalité; qu'une pension annuelle s'excédant pas six cents dollars soit versée à tout membre du Conseil de ville et du village de St-Félicien, qui aura siégé pour une période de 18 ans auxdits conseils de ville et village desdites municipalités; qu'il lui soit permis de composer le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles; que toutes les infractions aux lois municipales ou autres soient signifiées par lettres recommandées.

Roberval, ce 18 octobre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
49216-47-4-o PIERRE BÉDARD, avocat.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the town of St-Felicien, in the county of Roberval, will apply to the legislature of the Province of Quebec, during the present session, praying for the amendment of the law 13 George VI, 1949, in compliance with the law provisions of retail sales tax act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and his amendments); to borrow a sum, not exceeding one hundred thousand dollars for industrial purposes, by by-law approved in accordance with the law respecting loan by-laws in municipalities; that the mayor and the aldermen, for entertainment expenses, in addition to actual disbursements, shall receive an annual sum of fifteen hundred dollars for the mayor and the aldermen, shall receive a sum of six hundred dollars; to impose a water rate upon the not built lots; to approve parking lots for the cars; to abolish public nuisances; that the article 526-A, 2-3 Elizabeth II 1954 be replaced by the article 526 of the law provisions of the towns and the cities by adding a maximum of three hundred dollars instead of two hundred dollars, from pedlars, selling retail goods within the limits of the said municipality; to permit a retiring pension annually for a member of the municipal council of the city and the parish of St-Felicien, who has held office for at least eighteen years; to approve that the valuation roll be composed tof-indes-cards or loose leaves; that the municipal summons be communicated by registered letters to avoid non necessary legal cost.

Roberval, this 18th of October, 1958.

PIERRE BÉDARD, advocate,
49216-47-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le Conseil municipal de la corporation de la parcisse de Ste-Dorothée, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de "Ville de Ste-Dorothée" et pour l'obtention de certains pouvoirs dont: Fixer la date et les modalités des élections; réglementer les constructions; taxation pour l'enlèvement des vidanges, réglementer les permis de construction; réglementer les attroupements; ré-

Public notice is hereby given that the municipal council of the corporation of the parish of Ste-Dorothée will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of an Act to erect its territory into a town under the name of "Town of Ste-Dorothée", and for the obtention of certain powers, as: to fix the date and conditions of elections; to regulate building; taxation for the removal of garbage, to regulate building permits; to regulate unlawful assemblies; to regulate

glementer les plages et la location des embarcations; pouvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien des rues; réglementer la subdivision des lots; réglementer l'heure à laquelle les enfants âgés de moins de 12 ans doivent réintégrer leur domicile; pourvoir à la construction ou acquisition de tout aqueduc et à l'imposition d'une taxe pour en payer le coût; réglementer les restaurants ambulants; réglementer les taxis; faire des dons aux œuvres de charité; définir les terres en culture; pouvoir continuer à faire partie de la corporation du comté de Laval; garder jusqu'à la confection du prochain rôle d'évaluation la qualification foncière actuelle en vigueur; et pour autres fins.

Montréal, ce 19 novembre 1958.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ROBERT HODGE, C.R.,
49237-47-4-o ADOLPHE PRÉVOST.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Geneviève, numéro 1 (Village), dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature provinciale, à sa présente session, aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe de vente de deux pour cent (2%) dite taxe d'éducation, dans les limites de leur territoire, et pour toutres fins.

Montréal, ce 11 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49238-47-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Avis public est par les présentes donné que Dame Eugénie Guilbeault, Jean-Paul Guilbeault, Monique Guilbeault et Marc Guilbeault s'adresseront à la Législature provinciale, à sa présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi demandant l'expiration de la fiducie numéro un créée par la loi 11 George VI, chapitre 142, et d'ordonner aux fiduciaires de remettre aux bénéficiaires les actifs de ladite fiducie et pour toutres autres fins.

Montréal, ce 22 octobre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
ROLAND LAFONTAINE, C.R.,
49239-47-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Avis public est par les présentes donné que Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Raphaël de l'Ile Bizard s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa présente session, aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe de vente de deux pour cent (2%), dite taxe d'éducation, dans les limites de leur territoire, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49240-47-4-o ROBERT HODGE, C.R.

## AVIS PUBLIC SUPPLÉMENTAIRE

Nouvel avis public est par les présentes donné que la ville de Beauceville s'adressera de plus à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour les fins suivantes:

1° Autoriser l'imposition d'une taxe de vente de deux pour cent (2%) et d'une taxe d'éducation de un pour cent (1%) dans les limites de la ville de Beauceville, de la municipalité de St-François-Ouest, et de la municipalité de St-François de Beauce;

2° Définir de quelle façon se fera le partage de la taxe de vente et de la taxe d'éducation perçues dans lesdits territoires, et dans le territoire de la ville de Beauceville-Est.

Beauceville, ce 18 novembre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
49241-47-4-o (Signé) MARCEL BLAIS.

beaches and the location of embarcations; to provide for the cost of opening, construction and the maintenance of streets; the to regulate the subdivision of lots; to regulate the hour at which children under 12 years of age should return home; to provide for the construction or acquisition of any aqueduct and the imposition of a tax for the cost thereof; to regulate ambulating restaurants; to regulate taxis; the giving of gifts for works of charity; to define farms under cultivation; to be able to continue to form part of the corporation of the county of Laval; to keep, until the making-up of the next valuation roll the qualification of the land taxes presently in force; and for other purposes.

Montreal, November 19, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
ADOLPHE PRÉVOST,
49237-47-7-4 Attorneys for the petitioner.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Sainte-Genevieve, number 1 (village), in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the purposes obtaining the power of imposing a sales tax of two percent (2%) called education tax within the limits of their territory, and for all other purposes.

Montreal, November 11, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
49239-47-4 Attorney for the petitioners.

Public notice is hereby given that Dame Eugénie Guilbeault, Jean-Paul Guilbeault, Monique Guilbeault and Marc Guilbeault, will apply to the Provincial Legislature, at its present session, in order to obtain the adoption of an act requesting the termination of Trust number one created by act 11 George VI, chapter 142, and to order the trustees to hand over to the beneficiaries the assets of said Trust and for all other purposes.

Montreal, this October 22, 1958.

ROLAND LAFONTAINE, Q.C.,
ROBERT HODGE, Q.C.,
49239-47-4 Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the parish of St. Raphaël de l'Ile Bizard, will apply to the Provincial Legislature, at its present session, in order to obtain the power to impose a sales tax of two per cent (2%), called education tax, within the limits of their territory, and for all other purposes.

Montreal, this November 11, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
49240-47-4 Attorney for the Petitioners

## SUPPLEMENTARY PUBLIC NOTICE

Further public notice is hereby given that the town of Beauceville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the following purposes:

1. Authorize the levying of a sales tax of two per cent (2%) and an educational tax of one per cent (1%) within the limits of the town of Beauceville, the municipality of St. François-West, and the municipality of St. François de Beauce;

2. Define the manner in which the sharing will be made of the proceeds from the sales tax and education tax collected in said territories, and in the territory of the town of Beauceville-East.

Beauceville, November 18, 1958.

(Signed) MARCEL BLAIS,
49241-47-4 Attorney for the petitioner.

## Département de l'Instruction Publique

N° 1127-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la ville de Saguenay, dans le comté de Chicoutimi, à la municipalité scolaire de la paroisse de Chicoutimi, même comté.

Ce territoire comprend les lots 13-A, 13-B, 14-A, 14-B, 15, 16-A et 16-B du rang IV nord-est du chemin Sydenham, du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

Québec, le 10 novembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

49144-46-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

## Department of Education

No. 1127-58.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the town of Saguenay, in the county of Chicoutimi, to the school municipality of the parish of Chicoutimi, same county.

This territory is comprised of lots 13-A, 13-B, 14-A, 14-B, 15, 16-A and 16-B of range IV north-east of the Sydenham Road, of the official cadaster for the parish of Chicoutimi.

Quebec, November 10, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS.

49144-46-2 Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, (municipalité de ville de Charlesbourg), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 311-34, 311-38, 311-40, 311-41, 312-9, 312-13, 312-14, 312-20 et 312-21 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 novembre 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

49179-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la cité de Lévis, quartier Lauzon, division d'enregistrement de Lévis.

Avis, est par la présente donné que les lots 407, 414 à 420, 423 à 425 et partie des lots 408, 408-A, 409, 412, 413, 413-A, 421, 422, 426 et 690 sont annulés et les lots 707 à 712 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 juillet 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

49179-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville (municipalité de ville de Ste-Thérèse), division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 261-14 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 novembre 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

49179-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Ste. Thérèse de Blainville (municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse-Ouest), division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 98-25 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

## Department of Lands and Forest

### NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, (municipality of town of Charlesbourg), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 311-34, 311-38, 311-40, 311-41, 312-9, 312-13, 312-14, 312-20 and 312-21 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 4, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

49179-o Deputy Minister.

Official cadastre of the city of Lévis, Lauzon ward, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 407, 414 to 420, 423 to 425 and part of lots 408, 408-A, 409, 412, 413, 413-A, 421, 422, 426 and 690 are cancelled and lots 707 to 712 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 29, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

49179-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of Ste. Thérèse de Blainville, (municipality of town of Ste. Thérèse), registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 261-14 has been corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 6, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

49179-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of Ste. Thérèse de Blainville (municipality of parish of Ste. Thérèse West), registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 98-25 has been corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 6 novembre 1958.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

49179-o

---

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vallier, division d'enregistrement de Bellechasse.

Avis est par la présente donné que le lot 137-3 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 novembre 1958.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

49179-o

---

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine (municipalité de la ville de LaSalle), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 970-1 et 970-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 novembre 1958.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

49179-o

---

Cadastre officiel de la ville de Noranda (municipalité de la cité de Noranda), division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que les lots 1365 à 1367 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 novembre 1958.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

49170-o

---

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval, division d'enregistrement de Montmorency.

Avis est par la présente donné que le lot 446 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 octobre 1958.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

49179-o

---

Cadastre officiel du canton de Orford (municipalité de la cité de Sherbrooke), division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que le lot 55-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 novembre 1958.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

49179-o

---

Quebec, November 6, 1958.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

49179-o

---

Official cadastre of the parish of St. Vallier, registration division of Bellechasse.

Notice is hereby given that lot 137-3 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 4, 1958.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

49179-o

---

Official cadastre of the parish of Lachine (municipality of town of LaSalle), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 970-1 and 970-2 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 6, 1958.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

49179-o

---

Official cadastre of the town of Noranda (municipality of the city of Noranda), registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lots 1365 to 1367 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 12, 1958.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

49170-o

---

Official cadastre of the parish of Ste. Brigitte de Laval, registration division of Montmorency.

Notice is hereby given that lots 446 has been added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 21, 1958.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

49179-o

---

Official cadastre of township of Orford (municipality of the city of Sherbrooke), registration division of Sherbrooke).

Notice is hereby given that lot 55-1 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 5, 1958.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

49179-o

---

## Département du Travail

### AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, rendue obligatoire par le décret numéro 343 du 17 avril 1958, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivandes audit décret:

1° Le nom de la partie contractante de deuxième part sera changé en celui de "Le Syndicat des Employés-Barbiers de Joliette".

2° L'article 112 sera remplacé par le suivant:

"112° *Apprenti:* Le salaire minimum de l'apprenti est le suivant:

| | *Par semaine* |
|---|---|
| Premier semestre | $15.00 |
| Deuxième semestre | 20.00 |
| Troisième semestre | 25.00 |
| Quatrième semestre | 35.00" |

3° L'article 114 sera remplacé par le suivant:

"114° *a*) Toutefois, dans la cité de Joliette, les heures de travail sont de cinquante et une heures (51) par semaine, réparties comme suit:

Lundi: de 8.00 a.m. a midi;

Mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Vendredi et veille de Noël et du Premier de l'An: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Samedi et veille des autres fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

*b*) Dans les municipalités de Crabtree et Rawdon, les heures de travail sont de cinquante-deux heures et demie (52½) par semaine, réparties comme suit:

Lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Vendredi et veille de Noël et du Premier de l'An: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Samedi et veille des autres fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m."

4° L'article 120 sera remplacé par le suivant:

"120° Les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

| | |
|---|---|
| Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes: | |
| Lundi, mardi, mercredi et jeudi | $0.70 |
| Vendredi, samedi et veilles de fêtes | 0.75 |
| Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans | 0.40 |
| Coupe de cheveux en brosse: | |
| Lundi, mardi, mercredi et jeudi | 1.00 |
| Vendredi, samedi et veilles de fêtes | 1.10 |
| Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans | 0.50 |
| Barbe | 0.40 |
| Shampooing | 0.50 |
| Massage | 0.75 |
| Flambage des cheveux | 0.35 |
| Tonique ou lotion | 0.25 |
| Aiguisage de rasoir | 0.50" |

## Department of Labour

### NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the electoral districts of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm, rendered obligatory by the decree No. 343 of April 17, 1958, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The same of the contracting party of the second part will be changed for "Le Syndicat des Employés-Barbiers de Joliette".

2. Article 112 will be replaced by the following:

"112. *Apprentices:* The minimum wages of apprentices shall be as follows:

| | *Per week* |
|---|---|
| 1st six months | $15.00 |
| 2nd six months | 20.00 |
| 3rd six months | 25.00 |
| 4th six months | 35.00" |

3. Article 114 will be replaced by the following:

"114. *a*) However, in the city of Joliette, there shall be fifty-one hours (51) of work per week, distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Friday, Christmas Eve and New Year's Eve: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday and eves of other holidays: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

*b*) In the municipalities of Crabtree and Rawdon there shall be fifty-two hours and half (52½) of work per week, distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

Friday, Christmas Eve and New Year's Eve: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday and eves of other holidays: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

4. Article 120 will be replaced by the following:

"120. Employers, professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

| | |
|---|---|
| Haircut: male and female adults: | |
| Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday | $0.70 |
| Friday, Saturday and holiday eves | 0.75 |
| Haircut: children under 14 years of age | 0.40 |
| Brushcut: | |
| Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday | 1.00 |
| Friday, Saturday and holiday eves | 1.10 |
| Bruschut: children under 14 years of age | 0.50 |
| Shave | 0.40 |
| Shampoo | 0.50 |
| Massage | 0.75 |
| Singeing of the hair | 0.35 |
| Tonic or lotion | 0.25 |
| Razor setting | 0.50" |

5° L'article 123 sera remplacé par le suivant:

"123. *Employé régulier:* Le salaire minimum du compagnon coiffeur pour dames est de $45.00 par semaine."

6° L'article 125 sera remplacé par le suivant:

"125° *Apprenti:* Le salaire minimum de l'apprenti est le suivant:

| | *Par semaine* |
|---|---|
| Premier semestre | $15.00 |
| Deuxième semestre | 20.00 |
| Troisième semestre | 25.00 |
| Quatrième semestre | 35.00", |

7° L'Article 127 sera remplacé par le suivant:

"127° Il est permis de servir les clients qui sont entrés dans le salon avant l'expiration des heures régulières de travail.

Dans la cité de Joliette, cette clause ne s'applique que le vendredi."

8° L'item "Shampooing....$0.50" apparaissant à l'article 129 sera remplacé par "Shampooing....$0.75".

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 novembre 1958. 49210-o

5. Article 123 will be replaced by the following:

"123. *Regular employees:* The minimum wages of ladies' journeymen hairdressers shall be $45.00 per week."

6. Article 125 will be replaced by the following:

"125. *Apprentices:* The minimum wages of apprentices shall be as follows:

| | *Per week* |
|---|---|
| 1st six months | $15.00 |
| 2nd six months | 20.00 |
| 3rd six months | 25.00 |
| 4th six months | 35.00" |

7. Article 127 will be replaced by the following:

"127. It is permitted to wait on customers who entered the parlor before the expiration of standard working hours.

In the city of Joliette, this clause applies for Friday only."

8. The item reading "Shampoo.... $0.50", appearing in article 129, will be replaced by "Shampoo.... $0.75".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 22nd, 1958. 49210-o

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe *a*) de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires: a*) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après:

| | *A l'heure* | |
|---|---|---|
| | *A l'embauchage* | *Après 3 mois* |
| Aide-junior | $0.45 | $0.50 |
| Aide-général | 1.03 | 1.19 |
| Manutenteur de fret | 1.17 | 1.33 |
| Homme d'entrepôt | 1.17 | 1.33 |
| Vérificateur ou conducteur de charriot motorisé | 1.17 | 1.33 |
| Chauffeur | 1.18 | 1.39 |
| Chauffeur, semi-remorque | 1.23 | 1.44 |

A compter du 1er octobre 1959, les taux ci-haut seront majorés de $0.07 l'heure pour tous les salariés, à l'exception des aides-juniors; une augmentation additionnelle de $0.07 sera accordée à tous les salariés, à l'exception des aides-juniors, à compter du 1er octobre 1960."

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby, gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16th, 1948 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph *a*) of article IV will be replaced by the following:

"IV. *Rates of wages: a*) The following minimum rates of wages shall be paid to the employees hereafter mentioned:

| | *Per hour* | |
|---|---|---|
| | *Start at* | *After 3 months* |
| Junior Helper | $0.45 | $0.50 |
| Helper (General) | 1.03 | 1.19 |
| Dockman | 1.17 | 1.33 |
| Warehouseman | 1.17 | 1.33 |
| Checker and/or tow-motor operator | 1.17 | 1.33 |
| Chauffeur | 1.18 | 1.39 |
| Chauffeur Semi-Trailer | 1.23 | 1.44 |

On October 1st, 1959, there shall be an increase of $0.07 per hour over the above rates for all employees, except junior helpers; an additional $0.07 increase shall be granted to all employees, except junior helpers, on October 1st, 1960."

2° Le paragraphe *a*) de l'article V sera remplacé par le suivant:

"V. *Congés statutaires: a*) Les jours suivants sont considérés comme congés statutaires et aucun travail ne doit être fait ces jours-là:

Tous les dimanches, le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de la St-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël.

Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de la St-Jean Baptiste, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël sont des congés payés."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel enetre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail.
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 novembre 1958. 49210-o

2. Paragraph *a*) of article V will be replaced by the following:

"V. *Statutory holidays: a*) There shall be no work on the following holidays which are considered as statutory holidays:

All Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas.

New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Thansksgiving Day and Christmas Day shall be holidays with pay."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, 22 novembre 1958. 49210-o

## Examens du Barreau

## Bar Examinations

### BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW

| Noms — Names | Prénoms — Surnames | Age | Résidence — Residence | Collège — College |
|---|---|---|---|---|
| Cossette | Laurent | 24 | Causapscal | Université Laval de Québec. |
| Jourdain | R.-Claude | 28 | Cap-Chat | Université d'Ottawa. |

Rimouski, le 12 novembre 1958 — Rimouski, November 12, 1958.
Le Secrétaire du Barreau, section du Bas Saint-Laurent,
CHARLES H. D'ANJOU, avocat,
49243-o Secretary of the Bar, section of the Lower St. Lawrence.

### BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

*Candidats à l'examen de décembre 1958 — Candidates examination of December 1958*

| Noms — Names | Prénoms — Surnames | Age | Résidence — Residence |
|---|---|---|---|
| 1.— Béliveau | J.-Guy | 26 | Montréal. |
| 2.— Bernier | Jean-M. | 24 | Outremont. |
| 3.— Blais | Jean-Pierre | 25 | Montréal. |
| 4.— Chenevert | Jean-G. | 27 | Montréal. |
| 5.— Danchyshyn | Basil | 34 | Montréal. |
| 6.— de Dongo | Paul | 38 | Montréal. |
| 7.— Desmarais | Pierre | 25 | Montréal. |
| 8.— Goyer | Jean-Pierre | 26 | Ville St-Laurent. |
| 9.— Lamontagne | Jacques | 25 | Montréal. |
| 10.— Marcil | Grégoire | 25 | Longueuil, P. Q. |
| 11.— Melançon | Victor | 25 | Verdun. |
| 12.— Nepveu | Lionel | 23 | Montréal. |
| 13.— O'Cain | André Duranleau | 24 | Dorval, P. Q. |
| 14.— Patterson | David Q. | 29 | Montréal. |
| 15.— Paunovic | Milos | 50 | Montréal. |
| 16.— Pytel | Andrew H. | 28 | Montréal. |
| 17.— Poliquin | Yvan | 25 | Ville St-Laurent. |
| 18.— Rivest | W.-Guy | 26 | Montréal. |
| 19.— Robertson | Angus | 28 | Montréal. |
| 20.— St-Louis | Thérèse | 32 | Montréal. |
| 21.— Toulch | Harold P. | 27 | Montréal. |
| 22.— Tremblay | Michel | 27 | Longueuil, P. Q. |

PRATIQUE — PRACTICE

| | | | |
|---|---|---|---|
| 23.— Boismenu | René | 28 | Montréal. |
| 24.— Cliche | Charles-H. | 30 | Montréal. |

PARTIEL — PARTIAL

| | | | |
|---|---|---|---|
| 25.— Bélanger | Clément | 28 | Verdun. |
| 26.— Bernier | Bertrand | 27 | Montréal. |
| 27.— Eymard | Lionel | 25 | Montréal. |
| 28.— Garber | Harry Y. | 30 | Westmount. |
| 29.— Gelber | N. | 26 | Westmount. |
| 30.— LeBlanc | Jean-Paul | 25 | Verdun. |
| 31.— Mayrand | Rémi | 29 | Montréal. |
| 32.— Plamondon | Luc | 22 | Montréal. |
| 33.— Sabourin | J.-Bernard | 29 | Montréal. |
| 34.— Watson | George I. | 24 | Montréal. |

Montréal, le 18 novembre 1958 — Montreal, November 18, 1958.

Le Secrétaire,
J.-B. CRÉPEAU,
Secretary.

49243-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'EXAMEN DE DROIT CICIL PRATIQUE SEULEMENT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATIONS CIVIL LAW PRACTICE ONLY

| Nom — Name | Prénom — Surname | Age | Résidence — Residence |
|---|---|---|---|
| Beaudry | Gérard | 25 | 1100, Laurier, St-Hyacinthe. |

Saint-Hyacinthe, 17 novembre 1958 — St. Hyacinthe, November 17, 1958.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
LEON NICHOLS,
Secretary of the Bar of Richelieu.

49243-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDATS POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE EXAMINATIONS TO THE PRACTICE OF LAW

| Noms — Names | Prénoms — Surnames | Age | Résidence — Residence |
|---|---|---|---|
| Choinière | Henri | 28 | 109, Mississiquoi, Iberville. |
| Montgomery | Douglas-Wilson | 28 | 12, Anderson, Valleyfield. |
| Roussel | Maurice | 31 | 385, Royale, Sorel. |

Saint-Hyacinthe, ce 17 novembre 1958 — St. Hyacinthe, November 17, 1958.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
LEON NICHOLS,
Secretary of the Bar of Richelieu.

49243-o

## Ministère des Finances
## *Assurances*

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "American Automobile Insurance Company", dont le siège social est situé à Newark, New Jersey, États-Unis d'Amérique, a réassuré ses affaires dans la province de Québec auprès de "The American Insurance Company" dont le siège social est situé à Newark, New Jersey, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 30 septembre 1958;

Attendu que "American Automobile Insurance Company" s'est conformé aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistre-

## Department of Finance
## *Insurance*

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas "American Automobile Insurance Company", whose head office is situate in Newark, New Jersey, United States of America, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The American Insurance Company", whose head office is situate in Newark, New Jersey, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies' on the 30th of September 1958;

Whereas "American Automobile Insurance Company" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "American

ment de "American Automobile Insurance Company" sont annulés à compter du 30 septembre 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 11 novembre 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
49145-46-2-o Surintendant des assurances.

Automobile Insurance Company" are cancelled as from the 30th of September, 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 11th of November, 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
49145-46-2-o Superintendent of Insurance.

## Proclamation

Canada,
Province de Québec.
]L. S.]

O. GAGNON

**ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.**

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

### PROCLAMATION

*L'Assistant-procureur général,*
C. E. CANTIN.

ATTENDU QUE le conseil municipal du village de Lac-Carré, comté de Terrebonne, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 84, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, par son règlement numéro 304, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal du village de Lac Carré;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus 1941, chapitre 17), le Lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 23 octobre 1958, portant le numéro 1079, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes, et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus 1941, chapitre 17), Nous avons décrété et décrétons quà compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité du village de Lac-Carré sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

## Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

**ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, defender of the Faith.**

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern,

GREETING.

### PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
*Deputy Attroney General.*

WHEREAS the municipal council of the village of Lac Carré, county of Terrebonne, has submitted for approval, by-law number 84, in order that the territory of said municipality be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Sainte-Agathe-des-Monts;

WHEREAS the municipal council of the town of Sainte-Agathe-des-Monts, in accordance with by-law number 304, has agreed to the terms of said by-law adopted by the municipal council of the village of Lac-Carré;

WHEREAS under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes 1941, chapter 17) the Lieutenant-Governor in Council has approved said by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in a decree dated October 23, 1958, bearing number 1079, and in view of the provisions of sections 693 to 697, of the Cities and Towns Act and sections 3 to 7, chapter 17, of the Municipal Courts Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941), We have enacted and it is hereby enacted that, as from thirty-one days following the publication of this Proclamation, in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the village of Lac-Carré, shall be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Sainte-Agathe-des-Monts.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty, and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la province,
49178-o JEAN BRUCHÉSI.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-eight and the seventh year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
49178 Under Secretary of the Province.

## Sièges sociaux

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "McNiel & Coulson (Canada) Ltd." constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12 septembre 1958, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au N° 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 603, Montréal.

McNiel & Coulson (Canada) Ltd.,
Par: Le Procureur,
49184 JOHN L. LIBERMAN.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Original Turkish Delight Limited" constituée en corporation par lettres patentes de Québec, le 26e jour d'août 1958, enregistrée le 8e jour de septembre 1958 libro 323, folio 170, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, Qué., a établi son bureau à 5818 boulevard St-Laurent.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 7e jour de novembre 1958.

Le Président et Secrétaire-trésorier,
DEMETRIOS (alias JAMES)
49186 ASIMAKOPULOS.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Andy Man Limited," constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 21e jour d'août 1958, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au N° 940 Chemin Côte de Liesse, Montréal 9, Québec.

Montréal, 14 novembre 1958.

Le Président,
49187 FRANK B. CHAUVIN.

Avis est donné que "Atlas Electric Cie Ltée", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 10 janvier 1958, et ayant son principal siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 4060 de la rue Parthenais, à Montréal, Qué.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce dixième jour de avril 1958.

Le Président,
49202-o RODOLPHE MICHAUD.

Dans l'affaire de:
Ste. Therese Holding Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Ste Therese Holding Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de

## Head Offices

Notice is hereby given that "McNiel & Coulson (Canada) Ltd.", a company incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on September 12th, 1958, and having its Head Office at Montreal, has established its Office at No. 1010 St. Catherine St., West, suite 603, Montreal.

McNiel & Coulson (Canada) Ltd.
per: JOHN L. LIBERMAN,
49184-o Attorney.

Notice is hereby given that "Original Turkish Delight Limited" incorporated by Quebec letters patent on the 26th day of August 1958, recorded on the 8th day of September 1958, Libro 323, Folio 170, and having its head office in the city and district of Montreal, Que., has established its office at 5818 St. Lawrence Boulevard.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 7th day of November 1958.

DEMETRIOS (alias JAMES)
ASIMAKOPULOS,
49186-o President and Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that "Andy Man Limited", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 21st of August 1958, and having its head office at Montreal, has established its office at No. 940, Côte de Liesse Road, Montreal 9, Quebec.

Montreal, November 14th, 1958.

FRANK B. CHAUVIN,
49187-o President,

Notice is hereby given that "Atlas Electric Cie Ltée", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on the 10th day of January, 1958, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 4060 Parthenais Street, Montreal, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of April, 1958.

RODOLPHE MICHAUD,
49202-o President.

In the matter of:
Ste. Therese Holding Ltd.

Notice is hereby given that "Ste. Therese Holding Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 26th day of September, 1956, and having its

Québec, le 26e jour de septembre 1956, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 905, 132 ouest, rue St-Jacques, cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 18e jour de novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
49203 DAVID STEIGER.

Dans l'affaire de:
BERKSHIRE REALTIES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Berkshire Realties Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour de mai 1958 et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau a/s de Margolese, Margolese & Co., 1541 rue Crescent, cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 17e jour de novembre 1958.

Le Vice-président,
49204 JONATHAN J. ROBINSON.

Dans l'affaire de:
F. D. R. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "F. D. R. Inc.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 30e jour de mai 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1120 ouest, rue Ste-Catherine, cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 18e jour de novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
49205 (Signé) ROBERT M. GENDRON.

MATTAGAMI LAKE MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Mattagami Lake Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation le 9 octobre 1958, par lettres patentes accordée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau à 100 d'Youville, chambre 430, cité de Québec.

A compter de la présente date, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, Ontario, ce 12 novembre 1958.

MATTAGAMI LAKE MINES LIMITED,
(Sceau) (No Personal Liability).

Le Secrétaire,
49233 W. D. JORDAN.

head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Room 905, 132 St. James Street West, city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 18th day of November, 1958.

DAVID STEIGER,
49203-o Secretary-Treasurer.

In the matter of:
BERKSHIRE REALTIES LTD.

Notice is hereby given that "Berkshire Realties Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 23rd day of May, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at c/o Margolese, Margolese & Co., 1541 Crescent Street, city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 17th day of November, 1958.

JONATHAN J. ROBINSON,
49204-o Vice-President.

In the matter of:
F. D. R. INC.

Notice is hereby given that "F. D. R. Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 30th day of May, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1120 St. Catherine Street West, city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 18th day of November 1958.

(Signed) ROBERT M. GENDRON,
49205-o Secretary-Treasurer.

MATTAGAMI LAKE MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Mattagami Lake Mines Limited" (No Personal Liability) incorporated on October 9th, 1958, by letters patent granted under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at 100 d'Youville, room 430, Quebec city.

As of this date the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Toronto, Ontario this 12th day of November 1958.

MATTAGAMI LAKE MINES LIMITED,
(Seal) (No Personal Liability).

W. D. JORDAN,
49233-o Secretary.

## Soumissions

### Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LAURENTIA
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, W. T. D. Booth, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8.00 heures p.m., à 503 rue Laviolette, St-Jérôme, ou 8.30 heures p.m., à 607 rue Trudel, St-Jérôme, lundi, 8 décembre 1958, pour l'achat de $64,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Laurentia, comté de Terrebonne, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 18 août 1958, telle que modifiée — Agrandissement d'une école de quatre classes à l'édifice de l'école.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter de 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $64,000.00 — 20 ans*

| Année | Capital |
|---|---|
| 1er décembre 1959 | x$18,500.00 |
| 1er décembre 1960 | x 19,500.00 |
| 1er décembre 1961 | 1,000.00 |
| 1er décembre 1962 | 1,000.00 |
| 1er décembre 1963 | 1,000.00 |
| 1er décembre 1964 | 1,000.00 |
| 1er décembre 1965 | 1,000.00 |
| 1er décembre 1966 | 1,000.00 |
| 1er décembre 1967 | 1,000.00 |
| 1er décembre 1968 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1969 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1970 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1971 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1972 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1973 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1974 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1975 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1976 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1977 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1978 | 2,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $38,625.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $19,312.50 chacun, de 1959 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

## Tenders

### Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LAURENTIA
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned W. T. D. Booth, Secretary-Treasurer, until 8.00 o'clock p.m., at 503 Laviolette Street, St. Jérôme, or 8.30 o'clock p.m., at 607 Trudel St., St. Jérôme, Monday, December 8th, 1958, for the purchase of an issue of $64,000.00 of bonds of the Protestant school commissioners for the municipality of Laurentia, county of Terrebonne, dated December 1st, 1958 and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate no less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 18th, 1958, as modified — extension of a four classroom school to the school building.

For the purposes of awarding the issue, only, computation of interest will be made as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $64,000.00 — 20 years*

| Year | Capital |
|---|---|
| December 1st, 1959 | x$18,500.00 |
| December 1st, 1960 | x 19,500.00 |
| December 1st, 1961 | 1,000.00 |
| December 1st, 1962 | 1,000.00 |
| December 1st, 1963 | 1,000.00 |
| December 1st, 1964 | 1,000.00 |
| December 1st, 1965 | 1,000.00 |
| December 1st, 1966 | 1,000.00 |
| December 1st, 1967 | 1,000.00 |
| December 1st, 1968 | 1,500.00 |
| December 1st, 1969 | 1,500.00 |
| December 1st, 1970 | 1,500.00 |
| December 1st, 1971 | 1,500.00 |
| December 1st, 1972 | 1,500.00 |
| December 1st, 1973 | 1,500.00 |
| December 1st, 1974 | 2,000.00 |
| December 1st, 1975 | 2,000.00 |
| December 1st, 1976 | 2,000.00 |
| December 1st, 1977 | 2,000.00 |
| December 1st, 1978 | 2,000.00 |

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $38,625.00, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $19,312.50 each, in 1959 and in 1960, will be received and applied to the service of this loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tender agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Jérôme, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles protestantes qui sera tenue lundi, 8 décembre 1958, à 8.30 heures p.m., à 607 rue Trudel, St-Jérôme, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jérôme, (Comté de Terrebonne), ce 14e jour de novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
W. T. D. BOOTH.

Adresse postale: 503, rue Laviclette,
St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: GEnerel 2-4797. 49194

The said bonds shall not be callable before December 1st, 1965 inclusively is issued at ten-year short-term, before December 1st, 1966 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before December 1st, 1968 inclusively if issued for the twenty-year term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however in, case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the protestant school commissioners to be held on Monday, December 8th, 1958, at 8.30 o'clock p.m., at 607 Trudel Street, St. Jérôme, county of Terrebonne.

The protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Jérôme, (County of Terrebonne), this 14th day of November, 1958.

W. T. D. BOOTH,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 503, Laviolette Street,
St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: GEneral 2-4797. 49194-o

---

Province de Québec

VILLE DE MANIWAKI
(Comté de Gatineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-P. Grondin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dame, Maniwaki, (Gatineau), jusqu'à 8.00 hres. p.m., mardi, le 9 décembre 1958, pour l'achat de $60,000.00 d'obligations de la ville de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 185 — travaux d'aqueduc et d'égouts, consolidation de dettes, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $60,000.00 — 15 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er décembre 1959 | $2,500.00 |
| 1er décembre 1960 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1961 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1962 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1963 | 3,500.00 |
| 1er décembre 1964 | 3,500.00 |
| 1er décembre 1965 | 3,500.00 |
| 1er décembre 1966 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1967 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1968 | 4,500.00 |
| 1er décembre 1969 | 4,500.00 |
| 1er décembre 1970 | 5,000.00 |
| 1er décembre 1971 | 5,000.00 |

Province of Quebec

TOWN OF MANIWAKI
(County of Gatineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L.-P. Grondin, Secretary-Treasurer, City Hall, 106 Notre-Dame Street, Maniwaki, (Gatineau), until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, December 9, 1958, for the purchase of an issue of $60,000.00 of bonds of the town of Maniwaki, county of Gatineau, dated December 1st, 1958, and redeemable serially of from December 1st, 1959 to December 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% par annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 185 — Waterworks and sewarage operations, consolidation of debts, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $60,000.00 — 15 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| December 1st, 1959 | $2,500.00 |
| December 1st, 1960 | 3,000.00 |
| December 1st, 1961 | 3,000.00 |
| December 1st, 1962 | 3,000.00 |
| December 1st, 1963 | 3,500.00 |
| December 1st, 1964 | 3,500.00 |
| December 1st, 1965 | 3,500.00 |
| December 1st, 1966 | 4,000.00 |
| December 1st, 1967 | 4,000.00 |
| December 1st, 1968 | 4,500.00 |
| December 1st, 1969 | 4,500.00 |
| December 1st, 1970 | 5,000.00 |
| December 1st, 1971 | 5.000.00 |

| | |
|---|---|
| 1er décembre 1972..... | 5,500.00 |
| 1er décembre 1973..... | 5,500.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki, comté de Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque dans les cités d'Ottawa et de Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, et avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 décembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 106 rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki, (Comté de Gatineau), ce 14 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-P. GRONDIN.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 59,
106 rue Notre-Dame, Manitawi,
(Gatineau), P.Q.
Téléphone: 182. 49195-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ DE BEEBE-ROCK ISLAND-STANSTEAD
(Comté de Stanstead)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, F. C. Miller, secrétaire-trésorier, Beebe, comté de Stanstead, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi 8 décembre 1958 pour l'achat de $328,000.00 d'obligations des Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Beebe-Rock Island Stanstead, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 22 septembre 1958 — construction d'une annexe de treize classes à l'école "Sunny Side".

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

| | |
|---|---|
| December 1st, 1972..... | 5,500.00 |
| December 1st, 1973..... | 5,500.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki, county of Gatineau.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of said bank in the cities of Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1965 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on December 9, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 106 Notre-Dame Street, Maniwaki, County of Gatineau.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Maniwaki, (County of Gatineau), this November 14, 1958.

L.-P. GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: City Hall, P.O. 59,
106 Notre-Dame Street, Maniwaki,
(Gatineau), P.Q.
Telephone: 182. 49195

Province de Québec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF BEEBE-ROCK ISLAND-STANSTEAD
(County of Stanstead)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, F. C. Miller, secretary-treasurer, Beebe, county of Stanstead, until 7.30 o'clock p.m., Monday, December 8th, 1958, for the purchase of an issue of $328,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Beebe-Rock Island-Stanstead, dated December 1st, 1958 and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 22nd, 1958 — building of a thirteen classroom extension to the Sunny Side School.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from January 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $328,000.00 — 20 ans*

| Année | Capital |
|---|---|
| 1er décembre 1959 | x$37,000.00 |
| 1er décembre 1960 | x 38,500.00 |
| 1er décembre 1961 | x 40,500.00 |
| 1er décembre 1962 | x 42,500.00 |
| 1er décembre 1963 | x 44,500.00 |
| 1er décembre 1964 | 6,000.00 |
| 1er décembre 1965 | 6,000.00 |
| 1er décembre 1966 | 6,500.00 |
| 1er décembre 1967 | 6,500.00 |
| 1er décembre 1968 | 7,000.00 |
| 1er décembre 1969 | 7,500.00 |
| 1er décembre 1970 | 7,500.00 |
| 1er décembre 1971 | 8,000.00 |
| 1er décembre 1972 | 8,500.00 |
| 1er décembre 1973 | 9,000.00 |
| 1er décembre 1974 | 9,500.00 |
| 1er décembre 1975 | 10,000.00 |
| 1er décembre 1976 | 10,500.00 |
| 1er décembre 1977 | 11,000.00 |
| 1er décembre 1978 | 11,500.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $206,118.75 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $41,223.75 chacun, de 1959 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumission pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rock Island, comté de Stanstead.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1968 inclusivement si elles sont émises à courtes échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles protestantes qui sera tenue lundi, 8 décembre 1958, à 5.00 heures p.m., à l'École Sunny Side, Stanstead, county of Stanstead.

Les Commissaires d'Écoles Protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beebe, (Comté de Stanstead), ce 17 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
F. C. MILLER,

Beebe, (Stanstead) P.Q.
Téléphone: TRinité 6-4223. 49218

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $328,000.00 — 20 years*

| Year | Capital |
|---|---|
| December 1st, 1959 | x$37,000.00 |
| December 1st, 1960 | x 38,500.00 |
| December 1st, 1961 | x 40,500.00 |
| December 1st, 1962 | x 42,500.00 |
| December 1st, 1963 | x 44,500.00 |
| December 1st, 1964 | 6,000.00 |
| December 1st, 1965 | 6,000.00 |
| December 1st, 1966 | 6,500.00 |
| December 1st, 1967 | 6,500.00 |
| December 1st, 1968 | 7,000.00 |
| December 1st, 1969 | 7,500.00 |
| December 1st, 1970 | 7,500.00 |
| December 1st, 1971 | 8,000.00 |
| December 1st, 1972 | 8,500.00 |
| December 1st, 1973 | 9,000.00 |
| December 1st, 1974 | 9,500.00 |
| December 1st, 1975 | 10,000.00 |
| December 1st, 1976 | 10,500.00 |
| December 1st, 1977 | 11,000.00 |
| December 1st, 1978 | 11,500.00 |

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $206,118.75, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $41,223.75 each, from 1959 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rock Island, county of Stanstead.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be callable before December 1st, 1965 inclusively if issued at ten-year short-term, before December 1st, 1966 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before December 1st, 1968 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Commissioners to be held on Monday, December 8th, 1958, at 5.00 o'clock p.m., at the Sunny Side School, Stanstead, county of Stanstead.

The Protestant School Commissioners do not bond themselves to accept the highest or any of the tenders.

Beebe, (County of Stanstead) this 17th of November, 1958.

F. C. MILLER,
Secretary-Treasurer.

Beebe, (Stanstead), P.Q.
Téléphone: TRinité 6-4223. 49218

Province de Québec

CITÉ DE BEAUHARNOIS
(Comté de Beauharnois)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Isaïe Daoust, greffier, Hôtel de Ville, rue Ellice, Beauharnois, comté de Beauharnois, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 10 décembre 1958, pour l'achat de $256,000.00 d'obligations de la cité de Beauharnois, comté de Beauharnois, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 232 — $136,000.00, travaux d'améliorations locales, d'aqueduc et d'égouts; et règlement d'emprunt N° 233 — $120,000.00, consolidation de dépenses capitales, travaux d'aqueduc, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $256,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er décembre 1959 | $ 6,000.00 |
| 1er décembre 1960 | 6,500.00 |
| 1er décembre 1961 | 6,500.00 |
| 1er décembre 1962 | 7,000.00 |
| 1er décembre 1963 | 7,000.00 |
| 1er décembre 1964 | 7,500.00 |
| 1er décembre 1965 | 8,000.00 |
| 1er décembre 1966 | 8,500.00 |
| 1er décembre 1967 | 8,500.00 |
| 1er décembre 1968 | 9,500.00 |
| 1er décembre 1969 | 9,500.00 |
| 1er décembre 1970 | 10,000.00 |
| 1er décembre 1971 | 10,500.00 |
| 1er décembre 1972 | 11,000.00 |
| 1er décembre 1973 | 11,500.00 |
| 1er décembre 1974 | 12,000.00 |
| 1er décembre 1975 | 13,000.00 |
| 1er décembre 1976 | 13,500.00 |
| 1er décembre 1977 | 14,500.00 |
| 1er décembre 1978 | 75,500.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois, comté de Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être

Province of Quebec

CITY OF BEAUHARNOIS
(County of Beauharnois)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Isaïe Daoust, city clerk, City Hall, Ellice Street, Beauharnois, county of Beauharnois, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, December 10, 1958, for the purchase of an issue of $256,000.00 of bonds of the city of Beauharnois, county of Beauharnois, dated December 1st, 1958, and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each yar. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 232 — $136,000.00 — Local improvement, waterworks and sewer operations; and By-law No. 233 — $120,000.00 — consolidation of capital expenditures, waterworks, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $256,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| December 1st, 1959 | $ 6,000.00 |
| December 1st, 1960 | 6,500.00 |
| December 1st, 1961 | 6,500.00 |
| December 1st, 1962 | 7,000.00 |
| December 1st, 1963 | 7,000.00 |
| December 1st, 1964 | 7,500.00 |
| December 1st, 1965 | 8,000.00 |
| December 1st, 1966 | 8,500.00 |
| December 1st, 1967 | 8,500.00 |
| December 1st, 1968 | 9,500.00 |
| December 1st, 1969 | 9,500.00 |
| December 1st, 1970 | 10,000.00 |
| December 1st, 1971 | 10,500.00 |
| December 1st, 1972 | 11,000.00 |
| December 1st, 1973 | 11,500.00 |
| December 1st, 1974 | 12,000.00 |
| December 1st, 1975 | 13,000.00 |
| December 1st, 1976 | 13,500.00 |
| December 1st, 1977 | 14,500.00 |
| December 1st, 1978 | 75,500.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as to ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois, county of Beauharnois.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1965 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at

rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au-pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 décembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, rue Ellice, Beauharnois, comté de Beauharnois.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauharnois, (Comté de Beauharnois), ce 18 novembre 1958.

Le Greffier,
ISAÏE DAOUST.

Hôtel de Ville, rue Ellice,
Beauharnois, (Beauharnois), P. Q.
Téléphone: COrvette 8-3131. 49219-o

any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on December 10, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Ellice Street, Beauharnois, county of Beauharnois.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Beauharnois, (County of Beauharnois), this November 18, 1958.

ISAÏE DAOUST,
City Clerk.

City Hall, Ellice Street,
Beauharnois, (Beauharnois), P. Q.
Telephone: COrvette 8-3131. 49219

---

Province de Québec

VILLE DE LAVAL-SUR-LE-LAC
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Sousmissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Robert Constant, greffier, Hôtel de Ville, 8 rue Les Pins, Laval-sur-le-Lac, comté de Laval, jusqu'à 8h.30 du soir, jeudi, le 11 décembre 1958, pour l'achat de $80,000.00 d'obligations de la ville de Laval-sur-le-Lac, comté de Laval, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 134 — construction d'une piscine et d'un chalet, achat d'équipement et travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $80,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er décembre 1959 | $2,000.00 |
| 1er décembre 1960 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1961 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1962 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1963 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1964 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1965 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1966 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1967 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1968 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1969 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1970 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1971 | 5,000.00 |
| 1er décembre 1972 | 5,000.00 |
| 1er décembre 1973 | 5,000.00 |
| 1er décembre 1974 | 5,000.00 |
| 1er décembre 1975 | 6,000.00 |
| 1er décembre 1976 | 6,000.00 |
| 1er décembre 1977 | 6,000.00 |
| 1er décembre 1978 | 6,000.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte

Province of Quebec

TOWN OF LAVAL SUR-LE-LAC
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Robert Constant, town clerk, Town Hall, 8 Les Pins Street, Laval-sur-la-Lac, county of Laval, until 8.30 o'clock p.m. Thursday, December 11, 1958, for the purchase of an issue of $80,000.00 of bonds for the town of Laval-sur-le-Lac, county of Laval, dated December 1st, 1958, and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 134 — construction of a swimming-pool and a chalet, purchase of equipment and work on roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $80,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| December 1st, 1959 | $2,000.00 |
| December 1st, 1960 | 2,000.00 |
| December 1st, 1961 | 2,000.00 |
| December 1st, 1962 | 2,000.00 |
| December 1st, 1963 | 3,000.00 |
| December 1st, 1964 | 3,000.00 |
| December 1st, 1965 | 3,000.00 |
| December 1st, 1966 | 3,000.00 |
| December 1st, 1967 | 4,000.00 |
| December 1st, 1968 | 4,000.00 |
| December 1st, 1969 | 4,000.00 |
| December 1st, 1970 | 4,000.00 |
| December 1st, 1971 | 5,000.00 |
| December 1st, 1972 | 5,000.00 |
| December 1st, 1973 | 5,000.00 |
| December 1st, 1974 | 5,000.00 |
| December 1st, 1975 | 6,000.00 |
| December 1st, 1976 | 6,000.00 |
| December 1st, 1977 | 6,000.00 |
| December 1st, 1978 | 6,000.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-

échéance dix ans et pour des obligations à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 11 décembre 1958, à 8 heures 30 du soir, en l'Hôtel de Ville, 8 rue Les Pins, Laval-sur-le-Lac, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-sur-le-Lac, (Comté de Laval), ce 18 novembre 1958.

Le Greffier,
ROBERT CONSTANT.

Hôtel de Ville, 8 rue Les Pins,
Laval-sur-le-Lac, (Laval), P.Q.
Téléphone: VIctor 4-3375
à Montréal. 49220-o

year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1965, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, December 11, 1958, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 8 Les Pins Street, Laval-sur-la-Lac, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laval-sur-le-Lac, (County of Laval), November 18, 1958.

ROBERT CONSTANT,
Town Clerk.

Town Hall, 8 Les Pins Street,
Laval-sur-le-Lac, (Laval), P.Q.
Telephone: VIctor 4-3375
at Montreal. 49220

---

## Province de Québec

### LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ DE HOWICK
(Comté de Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Kenneth E. Lyall, secrétaire-trésorier, Aubrey, comté de Châteauguay, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi, 9 décembre 1958 pour l'achat de $66,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Howick, comté de Châteauguay, datées du 2 janvier 1959 et remboursables par séries du 2 janvier 1962 au 2 janvier 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 18 juillet 1947 — renouvellement d'emprunt.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 2 janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $66,000.00 — 17ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 2 janvier 1962 | $2,000.00 |
| 2 janvier 1963 | 4,000.00 |

## Province of Quebec

### THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF HOWICK
(County of Châteauguay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Kenneth E. Lyall, Secretary-Treasurer, Aubrey, county of Châteauguay, until 8.30 o'clock p.m., Tuesday, December 9th, 1958, for the purchase of an issue of $66,000.00 of bonds of the protestant school commissioners for the municipality of Howick, county of Châteauguay, dated January 2nd, 1959 and redeemable serially from January 2nd, 1962 to January 2nd, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 2nd and July 2nd of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 18th, 1947 — renewal loan.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from January 2nd, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $66,000.00 — 17 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| January 2nd, 1962 | $2,000.00 |
| January 2nd, 1963 | 4,000.00 |

| | |
|---|---|
| 2 janvier 1964 | 2,000.00 |
| 2 janvier 1965 | 4,000.00 |
| 2 janvier 1966 | 4,500.00 |
| 2 janvier 1967 | 4,500.00 |
| 2 janvier 1968 | 4,500.00 |
| 2 janvier 1969 | 4,500.00 |
| 2 janvier 1970 | 5,000.00 |
| 2 janvier 1971 | 5,000.00 |
| 2 janvier 1972 | 5,000.00 |
| 2 janvier 1973 | 5,500.00 |
| 2 janvier 1974 | 5,500.00 |
| 2 janvier 1975 | 5,500.00 |
| 2 janvier 1976 | 4,500.00 |

De plus des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans, c'est-à-dire le 2 janvier 1969. L'adjudication sera faite conformément à la Loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Howick, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables avant le 2 janvier 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, qui est le 2 janvier 1969, et avant le 2 janvier 1967 inclusivement pour l'échéance entière; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chpitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles protestantes qui sera tenue mardi, 9 décembre 1958, à 8.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Howick, comté de Châteauguay.

Les Commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Howick, (Comté de Châteauguay), ce 18 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
KENNETH E. LYALL.

Aubrey, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 12 à Howick. 49221

| | |
|---|---|
| January 2nd, 1964 | 2,000.00 |
| January 2nd, 1965 | 4,000.00 |
| January 2nd, 1966 | 4,500.00 |
| January 2nd, 1967 | 4,500.00 |
| January 2nd, 1968 | 4,500.00 |
| January 2nd, 1969 | 4,500.00 |
| January 2nd, 1970 | 5,000.00 |
| January 2nd, 1971 | 5,000.00 |
| January 2nd, 1972 | 5,000.00 |
| January 2nd, 1973 | 5,500.00 |
| January 2nd, 1974 | 5,500.00 |
| January 2nd, 1975 | 5,500.00 |
| January 2nd, 1976 | 4,500.00 |

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds, that is January 2nd, 1969. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Howick, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be callable before January 2nd, 1966 inclusively if issued at ten-year short-term, that is January 2nd, 1969, and before January 2nd, 1967 inclusively if issued for the whole term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the protestant school commissioners to be held on Tuesday, December 9th, 1958, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, Howick, county of Châteauguay.

The protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Howick, (County of Châteauguay), this 18th day of November 1958.

KENNETH E. LYALL,
Secretary-Treasurer.

Aubrey, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 12 at Howick. 49221-o

## Province de Québec

### Les commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité du Lac des Deux-Montagnes
(Comté des Deux-Montagnes)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Wm. W. Woodwark, secrétaire-trésorier, 1303, Chemin Oka, St-Eustache-sur-le-Lac, comté des Deux-Montagnes, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, 9 décembre 1958, pour l'achat de $386,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité du Lac des Deux-Montagnes, datées du 1er nomvembre 1958 et remboursables par séries

## Province of Quebec

### The protestant school commissioners for the municipality of Lake of Two Mountains
(County of Deux-Montagnes)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bon's" will be received by the undersigned Wm. W. Woodwark, Secretary-Treasuer, 1303 Oka Road, St-Eustache-sur-le-Lac, county of Deux-Montagnes, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, December 9th, 1958, for the purchase of an issue of $386,000.00 of bonds of the protestant school commissioners for the municipality of Lake of Two Mountains, dated November 1st, 1958 and redeemable serially from November 1st, 1959 to November 1st,

du 1er novembre 1959 au 1er novembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions d'emprunt datée du 10 juin 1958 — $80,000.00 — construction d'une annexe de quatre classes à l'école élémentaire de Laval-Ouest; et résolution d'emprunt datée du 22 septembre 1958 — $306,000.00 — construction d'une école de quatorze classes avec gymnase.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $386,000.00 — 20 ans*

| Année | | Capital |
|---|---|---|
| 1er novembre 1959 | x | $ 40,000.00 |
| 1er novembre 1960 | x | 41,500.00 |
| 1er novembre 1961 | x | 44,000.00 |
| 1er novembre 1962 | x | 46,000.00 |
| 1er novembre 1963 | x | 48,500.00 |
| 1er novembre 1964 | | 7,500.00 |
| 1er novembre 1965 | | 8,000.00 |
| 1er novembre 1966 | | 8,500.00 |
| 1er novembre 1967 | | 9,000.00 |
| 1er novembre 1968 | | 9,500.00 |
| 1er novembre 1969 | | 10,000.00 |
| 1er novembre 1970 | | 10,000.00 |
| 1er novembre 1971 | | 11,000.00 |
| 1er novembre 1972 | | 11,500.00 |
| 1er novembre 1973 | | 12,000.00 |
| 1er novembre 1974 | | 12,500.00 |
| 1er novembre 1975 | | 13,000.00 |
| 1er novembre 1976 | | 14,000.00 |
| 1er novembre 1977 | | 14,500.00 |
| 1er novembre 1978 | | 15,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $216,564.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $48,312.80 chacun, de 1959 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache, comté des Deux-Montagnes.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 10th, 1958 — $80,000.00 — building of a four-classroom extension to the elementary school in Laval West; and loan resolution dated September 22nd, 1958 — $306,000.00 — building of a fourteen-classroom school with gymnasium.

For the purposes of awarding the issue only computation of interest will be made as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $386,000.00 — 20 years*

| Year | | Capital |
|---|---|---|
| November 1st, 1959 | x | $ 40,000.00 |
| November 1st, 1960 | x | 41,500.00 |
| November 1st, 1961 | x | 44,000.00 |
| November 1st, 1962 | x | 46,000.00 |
| November 1st, 1963 | x | 48,500.00 |
| November 1st, 1964 | | 7,500.00 |
| November 1st, 1965 | | 8,000.00 |
| November 1st, 1966 | | 8,500.00 |
| November 1st, 1967 | | 9,000.00 |
| November 1st, 1968 | | 9,500.00 |
| November 1st, 1969 | | 10,000.00 |
| November 1st, 1970 | | 10,000.00 |
| November 1st, 1971 | | 11,000.00 |
| November 1st, 1972 | | 11,500.00 |
| November 1st, 1973 | | 12,000.00 |
| November 1st, 1974 | | 12,500.00 |
| November 1st, 1975 | | 13,000.00 |
| November 1st, 1976 | | 14,000.00 |
| November 1st, 1977 | | 14,500.00 |
| November 1st, 1978 | | 15,000.00 |

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $216,564.00, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $43,312.80 each, from 1959 to 1963 inclusively, will be receibed and applied to the service of this loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accured interest if any, by certified cheque payable at par at St-Eustache, county of Deux-Montagnes.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be callable before November 1st, 1965 inclusively if issued at ten-year short-term, before November 1st, 1966 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before November 1st, 1968 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accured on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles protestantes qui sera tenue mardi, 9 décembre 1958, à 8.00 heures p.m., au High School du Lac des Deux-Montagnes, 14ième avenue, St-Eustache-sur-le-Lac, comté des Deux-Montagnes.

Les commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

St-Eustache-sur-le-Lac, (Comté des Deux-Montagnes), ce 19 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
Wm. W. WOODWARK,
1303, Chemin Oka, St-Eustache-sur-le-Lac,
(Deux-Montagnes), P. Q.
Téléphone: 4791 à St-Eustache. 49222

The tenders will be opened and considered at a meeting of the protestant school commissioners to be held on Tuesday, December 9th, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at Lake of Two Mountains High School, 14th Avenue, St-Eustache-sur-le-Lac, county of Deux-Montagnes.

The protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Eustache-sur-le-Lac, (County of Deux-Montagnes), this 19th of November, 1958.

Wm. W. WOODWARK.
Secretary-Treasurer,
1303 Oka Road, St-Eustache-sur-le-Lac,
(Deux-Montagnes), P. Q.
Telephone: 4791 at St-Eustache. 49222-o

Province de Québec

VILLE D'ANJOU
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jean-Paul Pilon, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6.30 heures du soir à 8211 avenue Curé Clermont, Ville d'Anjou, ou jusqu'à 7.00 heures du soir à l'école Cardinal Léger, rue Desormeaux, Ville d'Anjou, mercredi, le 10 décembre 1958, pour l'achat de $1,943,000.00 d'obligations de la ville d'Anjou, comté de Laval, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 32 — $525,000.00, travaux de voirie, de construction de trottoirs et d'égouts; 77 — $195,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 84 — $82,000.00, éclairage de rues; 85 — $279,000.00, pavage et construction de trottoirs; 87 — $43,000.00, éclairage de rues; 88 — $365,000.00, pavage et construction de trottoirs; et 89 — $454,000.00, construction d'un réseau d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement $1,943,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er décembre 1959 | $ 59,000.00 |
| 1er décembre 1960 | 61,000.00 |
| 1er décembre 1961 | 64,000.00 |
| 1er décembre 1962 | 68,000.00 |
| 1er décembre 1963 | 71,000.00 |
| 1er décembre 1964 | 74,000.00 |
| 1er décembre 1965 | 79,000.00 |
| 1er décembre 1966 | 83,000.00 |
| 1er décembre 1967 | 87,000.00 |
| 1er décembre 1968 | 91,000.00 |
| 1er décembre 1969 | 96,000.00 |
| 1er décembre 1970 | 101,000.00 |
| 1er décembre 1971 | 106,000.00 |
| 1er décembre 1972 | 111,000.00 |
| 1er décembre 1973 | 116,000.00 |
| 1er décembre 1974 | 122,000.00 |
| 1er décembre 1975 | 129,000.00 |
| 1er décembre 1976 | 135,000.00 |
| 1er décembre 1977 | 141,000.00 |
| 1er décembre 1978 | 149,000.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte

Province of Quebec

TOWN OF ANJOU
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Pilon, Secretary-Treasurer until 6.30 o'clock p.m., at 8211 Curé Clermont Avenue, town of Anjou, or until 7.00 o'clock p.m., at the Cardinal Léger School, Desormeaux Street, town of Desormeaux, Wednesday, December 10, 1958, for the purchase of an issue of $1,943,000.00 of bonds for the town of Anjou, county of Laval, dated December 1st, 1958, and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 32 — $525,000.00, work for Roads, Dept, sidewalk construction and sewers; 77 — $195,000.00, work on aqueduct and sewers; 84 — $82,000.00, street lighting; 85 — $279,000.00, paving and construction of sidewalks; 87 — $43,000.00, street lighting; 88 — $365,000.00, paving and sidewalk construction; and 89 — $454,000.00, construction of an aqueduct and sewer system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $1,943,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| December 1st, 1959 | $ 59,000.00 |
| December 1st, 1960 | 61,000.00 |
| December 1st, 1961 | 64,000.00 |
| December 1st, 1962 | 68,000.00 |
| December 1st, 1963 | 71,000.00 |
| December 1st, 1964 | 74,000.00 |
| December 1st, 1965 | 79,000.00 |
| December 1st, 1966 | 83,000.00 |
| December 1st, 1967 | 87,000.00 |
| December 1st, 1968 | 91,000.00 |
| December 1st, 1969 | 96,000.00 |
| December 1st, 1970 | 101,000.00 |
| December 1st, 1971 | 106,000.00 |
| December 1st, 1972 | 111,000.00 |
| December 1st, 1973 | 116,000.00 |
| December 1st, 1974 | 122,000.00 |
| December 1st, 1975 | 129,000.00 |
| December 1st, 1976 | 135,000.00 |
| December 1st, 1977 | 141,000.00 |
| December 1st, 1978 | 149,000.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and

échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 décembre 1958, à 7.00 heures du soir, à l'école Cardinal Léger, rue Desormeaux, Ville d'Anjou, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville d'Anjou, (Comté de Laval), ce 19 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL PILON.

Adresse postale:
8211 avenue Curé Clermont,
Ville d'Anjou, (Laval), P.Q.
Telephone: CLerval 6-7555. 49223-o

fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan by-law as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1965 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, December 10, 1958, at 7.00 o'clock p.m., at the Cardinal Leger School, Desormeaux Street, town of Anjou, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Town of Anjou, (County of Laval), November 19, 1958.

JEAN-PAUL PILON,
Secretary-Treasurer.

Postal Address:
8211 Curé Clermont Avenue,
Town of Anjou, (Laval), P.Q.
Telephone: CLerval 6-7555. 49223

---

Province de Québec

VILLE DE MONTRÉAL OUEST
(Montréal Notre-Dame-de-Grâces)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, F. Radcliffe, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Montréal Ouest, (Montréal Notre-Dame-de-Grâces) jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, 9 décembre 1958, pour l'achat de $455,000 d'obligations de la ville de Montréal Ouest, (Montréal Notre-Dame-de-Grâces) datées du 1er janvier 1959 et remboursables par séries du 1er janvier 1960 au 1er janvier 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement N° 209 — $320,000 et règlement N° 217 — $135,000 — construction d'égouts supplémentaire et travaux d'aqueduc.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL WEST
(Montreal Notre-Dame-de-Grâces)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned F. Radcliffe, Secretary-Treasurer, town hall, Montreal West, (Montreal Notre-Dame-de-Grâces), until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, December 9th, 1958, for the purchase of an issue of $455,000 of bonds of the town of Montreal West, (Montreal Notre-Dame-de-Grâces), dated January 1st, 1959 and redeemable serially from January 1st, 1960 to January 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 209 — $320,000 and By-law No. 217 — $135,000 — construction of auxiliary sewers and water services.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from January 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $455,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er janvier 1960 | $14,500.00 |
| 1er janvier 1961 | 15,000.00 |
| 1er janvier 1962 | 15,500.00 |
| 1er janvier 1963 | 15,500.00 |
| 1er janvier 1964 | 17,500.00 |
| 1er janvier 1965 | 17,500.00 |
| 1er janvier 1966 | 18,000.00 |
| 1er janvier 1967 | 20,000.00 |
| 1er janvier 1968 | 20,000.00 |
| 1er janvier 1969 | 22,500.00 |
| 1er janvier 1970 | 23,000.00 |
| 1er janvier 1971 | 23,000.00 |
| 1er janvier 1972 | 25,500.00 |
| 1er janvier 1973 | 26,000.00 |
| 1er janvier 1974 | 28,000.00 |
| 1er janvier 1975 | 28,500.00 |
| 1er janvier 1976 | 30,500.00 |
| 1er janvier 1977 | 31,000.00 |
| 1er janvier 1978 | 31,500.00 |
| 1er janvier 1979 | 32,000.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt et au siège social de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er janvier 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachar est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue mardi, 9 décembre 1958 à 8.00 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Montréal Ouest, (Montréal Notre-Dame-de-Grâces).

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal Ouest (Comté de Montréal Notre-Dame-de-Grâces) ce 19 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
F. RADCLIFFE.

Hôtel de Ville, Montréal Ouest,
(Montréal Notre-Dame-de-Grâces), P.Q.,
Téléphone: HUnter 4-6655. 49224

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $455,000.00 — 20 years.*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| January 1st, 1960 | $14,500.00 |
| January 1st, 1961 | 15,000.00 |
| January 1st, 1962 | 15,500.00 |
| January 1st, 1963 | 15,500.00 |
| January 1st, 1964 | 17,500.00 |
| January 1st, 1965 | 17,500.00 |
| January 1st, 1966 | 18,000.00 |
| January 1st, 1967 | 20,000.00 |
| January 1st, 1968 | 20,000.00 |
| January 1st, 1969 | 22,500.00 |
| January 1st, 1970 | 23,000.00 |
| January 1st, 1971 | 23,000.00 |
| January 1st, 1972 | 25,500.00 |
| January 1st, 1973 | 26,000.00 |
| January 1st, 1974 | 28,000.00 |
| January 1st, 1975 | 28,500.00 |
| January 1st, 1976 | 30,500.00 |
| Janaury 1st, 1977 | 31,000.00 |
| January 1st, 1978 | 31,500.00 |
| January 1st, 1979 | 32,000.00 |

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accured interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal West.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure and at the main office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be callable before January 1st, 1966 inclusively if issued at ten-year short-term, before January 1st, 1967 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before January 1st, 1969 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accured on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 9th, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the town hall, Montreal west (Montreal Notre-Dame-de-Grâces).

The Council does not bind itself to accept highest or any of the tenders.

Montreal west, (County of Montreal Notre-Dame-de-Grâces), this 19th of November, 1958.

F. RADCLIFFE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Montreal West,
(Montreal Notre-Dame-de-Grâces), P.Q.
Telephone HUunter 4-6655. 49224-o

## Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (En Matière de Faillite) N° 5802-F. Dans l'affaire de la faillite de: J. A. Coulombe & Cie Ltée, corporation légalement constituée ayant son siège social à 126, rue St-Pierre, Québec, débitrice;

### AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le DIX-SEPT DÉCEMBRE 1958, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Thérèse de Colombier, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A: "Les droits de la débitrice au bail d'un certain emplacement, de forme rectangulaire, situé sur la partie nord-ouest du lot 36, rang 5, canton Betsiamites, mesurant 326′ de largeur par 400′ de profondeur, limite au nord-est située à 65′ de la limite N. E. dudit lot, borné au nord-ouest au chemin public, vers le sud-ouest et le sud-est à la partie non subdivisée dudit lot et nord-est par l'emplacement de la partie occupée par Narcisse Tremblay avec bâtisses dessus construites servant de magasin et remise."

L'Item A sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, 13 novembre 1958.

Les Syndics,
LEFAIVRE & BÉDARD.

René Lefaivre,
111, Côte de la Montagne,
Québec.
J. P. Bédard,
71, St-Pierre,
Québec. 49168-46-2-o

Province de Québec, district de Montreal, N° 1067/1957. Cour Supérieure, "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean Paul Bergeron, restaurateur, St-Hyacinthe, P.Q., cédant autorisé et Claude Perras, syndic.

### AVIS DE VENTE

Avis public, est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: "Un emplacement situé au village de Saint-Simon, sur le deuxième (2e) rang, connu et désigné au cadastre officiel de cette paroisse par et sous le numéro cent soixante (160);

Avec toutes les bâtisses dessus construites" sera vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Simon, comté de Bagot, à ONZE heures de l'avant-midi, MERCREDI, le QUATORZE JANVIER 1959.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure à Montréal, le 7 novembre 1958, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

## Sales — Bankrupcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court (Sitting in Bangruptcy) No. 5802-F. In the matter of the bankruptcy of: J. A. Coulombe & Cie Ltée, legally incorporated corporation having its head office at 126, St-Peter Street, Quebec, debtor;

### NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, DECEMBER, SEVENTEENTH, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction at the door of the church of the parish of Ste-Thérèse de Colombier, the immoveable hereinafter described, to wit:

Item A: "The rights of the debtor for the lease of a certain emplacement, of rectangular form, situated on the northwest part of lot 36, range 5, Betsiamites township, measuring 326′ in width by 400′ in depth, limit on the northeast situated at 65′ of the northeast limit of the said lot, bounded on the northwest by the public road, on the southwest and on the southeast by the unsubdivided part of the said lot and northeast by the emplacement of the part occupied by Narcisse Tremblay, with buildings thereon erected serving as store and shed."

Item A shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to the rents which may exist.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned Trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also with article 55 of the Bankruptcy Law. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: cash.

Quebec, November 13, 1958.

LEFAIVRE & BÉDARD,
Trustees.

René Lefaivre,
111 Mountain Hill,
Quebec.
J. P. Bédard.
71 St. Peter Street,
Quebec. 49168-46-2

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1067/1957. Superior Court "In bankruptcy". In the matter of: Jean Paul Bergeron, restaurateur, St-Hyacinthe, P.Q., authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

### NOTICE OF SALE

Public notice, is by these presents, given that the following immoveable, to wit:

Designation: "An emplacement situated in the village of Saint-Simon, on the second (2nd) range, known and designated on the official cadaster of this parish by and under number one hundred and sixty (160);

With all the buildings thereon erected "shall be sold at the parochial church door of the village of Saint-Simon, county of Bagot, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, JANUARY FOURTEENTH, 1959.

This sale is made by virtue of a Judgment rendered by the Superior Court at Montreal, November 7, 1958, and according to the provisions of articles 55 and the following of the Bankruptcy Act 1949, in order that said sale shall have the effect of a Sheriff's sale in the terms of the Code of Civil Procedure.

Condition: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, le 14 novembre 1958.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de Perras & Rainville, syndics,
4, Est, Rue Notre-Dame,
Montréal (1), P.Q. 49193-47-2-o

---

Canada, province de Québec, district de St-François-Bedford, Cour Supérieure, faillite N° 1933, dans l'affaire de la faillite de Victorin Hallée, marchand de bois de la ville de Waterville, province de Québec, Canada. Cédant autorisé.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement rendu le deuxième jour d'octobre 1958 par Albert Désilets, esq., régistrateur de faillites pour le district de St-François-Bedford, la propriété immobilière décrite ci-après sera vendue à la porte de l'église catholique, dans la paroisse de Waterville, en la ville de Waterville, province de Québec, Canada, LUNDI le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DIX heures (10.00) du matin.

1. Ce certain morceau ou parcelle de terrain situé et étant dans ledit village de Waterville, étant une partie du lot numéro trente-six (p. 36) aux plan et livre de renvoi officiels d'icelui, ayant une largeur de soixante pieds (60′) sur la rue Principale dudit village par un professeur de quatre-vingt-dix pieds (90′), borné vers l'est par ladite rue Principale, vers le sud par une autre portion dudit lot numéro trente-six (36) la propriété de F.A. Reed ou représentants; vers l'ouest par le lot décrit ci-après et au nord par la portion dudit lot numéro trente-six (36) vendue par ledit F. A. Reed à Frederick C. Johnston, le côté nord dudit lot sera à cent vingt pieds (120′) au sud d'une rue projetée de quarante pieds (40′) de largeur, le côté nord d'icelui sera à dix perches au sud du Chemin Sweed.

2. Une autre partie dudit lot numéro trente-six (p. 36) auxdits plan et livre de renvoi officiels pour ladite Waterville, ayant une largeur de soixante pieds (60′) par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′) et se trouvant immédiatement en arrière et à l'ouest du lot décrit ci-dessus, bornée vers l'est par le lot décrit ci-dessus, vers le sud par une lisière étroite dudit lot la propriété de F. A. Reed ou représentants; vers l'ouest par une autre portion dudit lot, la propriété dudit Reed ou représentants et au nord par une portion dudit lot numéro trente-six (36), la propriété de Frederick C. Johnston, le côté nord dudit lot sera à cent vingt pieds (120′) au sud d'une rue projetée de quarante pieds (40′) de largeur, le côté nord d'icelui sera à dix perches au sud du Chemin Sweed.

Avec ensemble les bâtisses dessus érigées et dépendances y appartenant.

Conditions: Argent comptant.

La vente précitée est faite conformément à l'article cinquante-cinq (55) et suivant de la Loi de Faillite.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% in accordance with the law.

For further information and the list of charges, application should be made to the undersigned.

Dated at Montreal, November 14, 1958.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of Perras & Rainville, trustees,
4, Notre-Dame Street, East,
Montreal (1), P.Q. 49193-47-2

---

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis-Bedford Superior Court, Bankruptcy Matters No. 1933, in the matter of the bankruptcy of Victorin Hallée, Lumber Dealer of the town of Waterville, Province of Quebec, Canada. Authorized assignor.

Notice is hereby given that in accordance with a Judgment rendered on the second day of October 1958 by Albert Désilets, Esq., Registrar in Bankruptcy for the District of St. Francis-Bedford, the thereinafter described immoveable property will be sold at the Catholic Church door, in the parish of Waterville, at the town of Waterville, in the Province of Quebec, Canada on MONDAY the TWENTY-SECOND day of DECEMBER 1958, at the hour of TEN o'clock (10.00) in the forenoon.

1. That certain tract or parcel of land situate and being in the said village of Waterville, being part of lot number thirty-six (Pt. 36) on the Official Plan and Book of Reference thereof, having a width of sixty feet (60′) on Main Street of said Village by a depth of ninety feet (90′), bounded towards the East by the said Main Street, towards the South by other portion of said lot number thirty-six (36) the property of F.A. Reed, or representatives; towards the west by the lot hereinafter described, and on the north by the portion of said lot number thirty-six (36) sold by the said F.A. Reed to Frederick C. Johnston, the northerly side of said lot to be one hundred and twenty feet (120′) southerly of a pro-street of forty feet (40′) in width, the northerly side of which si to be ten rods south of the Sweed Road.

2. Another part of said lot number thirty-six (P. 36) on the said Official Plan and Book of Reference for said Waterville, having a width of sixty feet (60′) by a depth of ninety feet (90′) and lying immediately in rear and to the west of the lot above described, bounded towards the east by the lot above described, towards the south by a narrow strip of said lot the property of F. A. Reed, or representatives; towards the west by other portion of said lot the property of said Reed or representatives, and on the north by portion of said lot number thirty-six (36) the property of Frederick C. Johnston, the northerly side of said lot to be one hundred and twenty feet (120′) southerly of a proposed Street of forty feet (40′) in width, the northerly side of which is to be ten rods south of the Sweed Road.

Together with buildings thereon and appurtenances thereunto belonging."

Conditions of payment "Cash".

The above sale is made in conformity with Article fifty-five (55) and following of the Bankruptcy Act.

Daté à Sherbrooke, ce 11e jour de novembre 1958.

Le Syndic,
G. S. SHARPE.

Bureau de :
G. S. Sharpe, Suite 6,
138 nord, rue Wellington,
Sherbrooke, Qué. 49242-47-2

Dated at Sherbrooke, this 11th day of November 1958.

G. S. SHARPE,
Trustee.

Office of:
G. S. Sharpe, Suite 6,
138 Wellington St. North,
Sherbrooke, Que. 49242-47-2-o

## Vente pour taxes

Province de Québec — District de Montréal

La cité de Dorval

Avis public est par le présent donné par le soussigné Armand DelTorchio, greffier de la cité de Dorval, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle municipale N° 40 Avenue Martin à Dorval, MARDI, le NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1958 à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

## Sale for Taxes

Province of Quebec — District of Montreal

The city of Dorval

Public notice is hereby given by undersigned Armand DelTorchio, city clerk of the city of Dorval that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Municipal Hall, No. 40 Martin Avenue at Dorval, TUESDAY, the NINTH day of the month of DECEMBER, nineteen hundred and fifty-eight (1958) at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal, special, school and other taxes, with interest, as mentioned in the hereinunder statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs shall be paid before the sale.

Cadastre paroisse de Lachine — Cadastre of the parish of Lachine

| N° d'ordre — Order No. | Noms — Names | Cad. | Subd. | Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Edwards, Herbert | 2 | 325 | $ 227.35 |
| 2 | Brault, Henri | 3 | 119 | 409.88 |
| 3 | Marvinda Corporation | 4 | 92 | 171.28 |
| 4 | Marvinda Corporation | 4 | 93 | 140.84 |
| 5 | Marvinda Corporation | 4 | 94 | 288.10 |
| 6 | Smith, Donald B. | 11 | 75 | 23.08 |
| 7 | Pine Beach Development Co. | 11 | 270 | 65.48 |
| 8 | Pine Beach Development Co. | 11 | 277 | 65.46 |
| 9 | Limoges, André | 11 | 285 | 237.95 |
| 10 | Pine Beach Development Co. | 11 | 286 | 65.49 |
| 11 | Pine Beach Development Co. | 11 | 295 | 65.46 |
| 12 | Pine Beach Development Co. | 11 | 304 | 65.48 |
| 13 | Pine Beach Development Co. | 11 | 313 | 65.46 |
| 14 | Pine Beach Development Co. | 11 | 322 | 65.49 |
| 15 | Pine Beach Development Co. | 11 | 331 | 65.44 |
| 16 | Pine Beach Development Co. | 11 | 340 | 33.10 |
| 17 | Pine Beach Development Co. | 11 | 349 | 458.96 |
| 18 | Pine Beach Development Co. | 11 | 358 | 65.47 |
| 19 | Pine Beach Development Co. | 11 | 367 | 65.49 |
| 20 | Pine Beach Development Co. | 11 | 376 | 65.48 |
| 21 | Pine Beach Development Co. | 11 | 385 | 65.47 |
| 22 | Pine Beach Development Co. | 11 | 394 | 65.48 |
| 23 | Pine Beach Development Co. | 11 | 403 | 65.47 |
| 24 | Buckingham, G. F. | 11 | 404 | 16.58 |
| 25 | Buckingham, G. F. | 11 | 405 | 16.59 |
| 26 | Pine Beach Development Co. | 11 | 412 | 54.45 |
| 27 | Cosenza, Vincent | 11 | 415 | 11.69 |
| 28 | Cosenza, Vincent | 11 | 416 | 11.69 |
| 29 | Pine Beach Development Co. | 11 | 421 | 54.46 |
| 30 | Walker, G. F. | 11 | 426 | 33.43 |
| 31 | Walker, G. F. | 11 | 427 | 33.42 |
| 32 | Rodgers, Allen | 11 | 428 | 305.79 |
| 33 | Pine Beach Development Co. | 11 | 430 | 53.45 |
| 34 | Pine Beach Development Co. | 11 | 439 | 54.46 |
| 35 | Thompson, Wm. | 11 | 440 | 80.38 |
| 36 | Thompson, Wm. | 11 | 441 | 80.37 |
| 37 | Thompson, Wm. | 11 | 442 | 80.37 |
| 38 | Pine Beach Development Co. | 11 | 448 | 24.10 |
| 39 | Pine Beach Development Co. | 11 | 457 | 351.30 |
| 40 | Pine Beach Development Co. | 11 | 466 | 54.44 |
| 41 | Pine Beach Development Co. | 11 | 475 | 54.46 |
| 42 | Pine Beach Development Co. | 11 | 484 | 54.45 |
| 43 | Pine Beach Development Co. | 11 | 493 | 54.20 |
| 44 | Pine Beach Development Co. | 11 | 502 | 54.46 |
| 45 | Pine Beach Development Co. | 11 | 511 | 54.15 |
| 46 | Pine Beach Development Col | 11 | 641 | 895.93 |
| 47 | Pine Beach Development Co. | 11 | 642 | 871.88 |
| 48 | Pine Beach Development Co. | 11 | 643 | 295.15 |

P. 643 étant une lisière de terrain désignée comme rue et mesurant 66 pieds de large, dans ses lignes nord et sud, et sur une profondeur de 730 pieds ans ses lignes est et ouest, et ayant une superficie de 48,180 pieds carrés plus ou moins et bornée au nord par une autre partie du lot de subdivision 643 du dit lot originaire N° 11, au sud par une partie du lot de subdivision 457 dudit lot originaire, à l'est par les lots de subdivision 467, 468, 471, 472, 475, 485, 486, 489, 490, 493, 503, 504, 507, 508, 511, 521, 522, 525 et 526 dudit lot originaire N° 11, et à l'ouest par les lots de subdivision 460, 461, 464, 465, 466, 478, 479, 482, 483, 484, 496, 497, 500, 501, 502, 514, 515, 518 et 519 dudit lot originaire N° 11.

P. 643 being a piece of land designated as a street and measuring 66 feet in width in its north and south lines, and 730 feet in depth in its east and west lines, and having an area of 48,180 square feet, more or less, and bounded as follows: on the north by another part of subdivision lot No. 643 of said original lot No. 11, on the south by a part of subdivision lot No. 457 of said original lot No. 11, on the east by subdivision lots Nos. 467, 468, 471, 472, 475, 485, 486, 489, 490, 493, 503, 504, 507, 508, 511, 521, 522, 525 and 526 of said original lot No. 11, and on the west by subdivision lots Nos. 460, 461, 464, 465, 466, 478, 479, 482, 483, 484, 496, 497, 500, 501, 502, 514, 515, 518 and 519 of said original lot No. 11.

| N° d'ordre — Order No. | Noms — Names | Cad. | Subd. | Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests |
|---|---|---|---|---|
| 49 | Pine Beach Development Co. | 11 | 664 | 20.29 |
| 50 | Pine Beach Development Co. | 11 | 665 | 25.89 |
| 51 | Pine Beach Development Co. | 11 | 666 | 20.35 |
| 52 | Pine Beach Development Co. | 11 | 667 | 25.98 |
| 53 | Pine Beach Development Co. | 11 | 668 | 20.40 |
| 54 | Pine Beach Development Co. | 11 | 669 | 26.04 |
| 55 | Pine Beach Development Co. | 11 | 670 | 20.49 |
| 56 | Pine Beach Development Co. | 11 | 671 | 20.67 |
| 57 | Pine Beach Development Co. | 11 | 672 | 26.31 |
| 58 | Pine Beach Development Co. | 11 | 673 | 20.73 |
| 59 | Pine Beach Development Co. | 11 | 674 | 26.34 |
| 60 | Pine Beach Development Co. | 11 | 675 | 20.78 |
| 61 | Pine Beach Development Co. | 11 | 676 | 26.42 |
| 62 | Pine Beach Development Co. | 11 | 677 | 20.87 |
| 63 | Pine Beach Development Co. | 11 | 678 | 26.40 |
| 64 | Pine Beach Development Co. | 11 | 679 | 20.93 |
| 65 | Pine Beach Development Co. | 11 | 680 | 21.02 |
| 66 | Pine Beach Development Co. | 11 | 681 | 25.41 |
| 67 | Pine Beach Development Co. | 11 | 682 | 21.08 |
| 68 | Pine Beach Development Co. | 11 | 683 | 25.12 |
| 69 | Pine Beach Development Co. | 11 | 684 | 21.13 |
| 70 | Pine Beach Development Co. | 11 | 685 | 24.82 |
| 71 | St-Onge, Adrien | 14 | 7-1 | 50.00 |
| 72 | Lawrence, Benjamin W. | 19 | | 180.76 |

P. étant une lisière de terrain située sur l'Avenue Roy à Dorval, P. Qué., et mesurant 43.6 pieds en front dans sa ligne ouest, 122 pieds dans sa ligne nord, 120.9 pieds dans sa ligne sud et contenant une perficie 11,525 pieds carrés, plus ou moins, et bornée au nord par le lot de subdivision 37 du lot originaire N° 19, à l'est par les lots de subdivision 32 et 36 du même lot originaire, au sud par une autre partie du lot originaire N° 19, et à l'ouest par l'Avenue Roy, connue et désignée sous le lot de subdivision 52 dudit lot originaire N° 19.

P. being a piece of land located on Roy Avenue at Dorval, P. Que., and measuring 43.6 feet in frontage, in its west line, 122 feet in its north line, 120.9 feet in its south line, and having an area of 11,525 square feet, more or less, and bounded on the north by subdivision lot No. 37 of said original lot No. 19, on the east by subdivision lots Nos. 32 and 36 of said original lot, on the south by another part of original lot No 19, and on the west by Roy Avenue, known and designated as subdivision lot No. 52 of said original lot No. 19.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 73 | Marcil, succession-estate Georges | 866 | 92 | 787.48 |
| 74 | Marcil, succession-estate Georges | 866, 868 | 106 & 148 | 178.81 |
| 75 | Constantineau, succession-estate O. | 867 | 112 | 70.63 |
| 76 | Constantineau, succession-estate O. | 867 | 194 | 70.63 |
| 77 | Constantineau, succession-estate O. | 867 | 242 | 38.10 |
| 78 | Marcil, succession-estate Georges | 868 | 156 | 1,357.36 |
| 79 | Bourdon, succession-estate A. | 868 | 178 | 10.90 |
| 80 | Constantineau, succession-estate O. | 872 | 135 | 217.19 |
| 81 | Constantineau, succession-estate O. | 872 | 212 | 787.20 |
| 82 | MacKay, Mlle-Miss Donalda | 872 | 247 | 330.83 |
| 83 | Constantineau, succession-estate O. | 872 | 275 | 364.22 |
| 84 | Paterson, Mme-Mrs. H. T. | 875 | 46 | 6.88 |

P. 46 étant une lisière de terrain ayant front sur l'Avenue Dumouchel et mesurant 20 pieds de front par 100 pieds de profondeur, et ayant une superficie de 2,000 pieds carrés, plus ou moins, et bornée au nord par une autre partie du lot de subdivision 46 dudit lot originaire N° 875, au sud par l'Avenue Dumouchel connue et désignée comme partie du lot de subdivision 46 dudit lot originaire No. 875, à l'ouest par le lot de subdivision 47 dudit lot originaire N° 875, et à l'est par une partie non subdivisée du lot originaire N° 876.

P. 46 being a piece of land fronting on Dumouchel Avenue and measuring 20 feet frontage by 100 feet deep and having an area of 2,000 square feet, more or less, and bounded on the North by another part of subdivision lot No. 46 of said original lot 875, on the south by Dumouchel Avenue known and designated as part of subdivision lot No. 46 of said original lot No. 875, on the west by subdivision lot No. 47 of said original lot No. 875 and on the east by an unsubdivided part of original lot No. 876.

Cadastre paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the parish of Pointe-Claire

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 85 | Durocher, J.-B. | 72 | 174 | 6.29 |
| 86 | Durocher, J.-B. | 72 | 175 | 6.30 |
| 87 | Durocher, J.-B. | 72 | 184 | 5.32 |
| 88 | Robert, H. | 72 | 288 | 5.25 |
| 89 | Robert, H. | 72 | 289 | 5.26 |
| 90 | Robert, H. | 72 | 290 | 5.26 |
| 91 | Robert, H. | 72 | 291 | 5.26 |
| 92 | Robert, H. | 72 | 292 | 5.26 |
| 93 | Robert, H. | 72 | 293 | 5.27 |
| 94 | Robert, H. | 72 | 294 | 5.26 |
| 95 | Durocher, J.-B. | 72 | 306 | 95.82 |

| N° d'ordre — Order No. | Noms — Names | Cad. | Subd. | Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests |
|---|---|---|---|---|
| 96 | Raiche, L. | 72 | 501 | 4.47 |
| 97 | Raiche, L. | 72 | 502 | 4.48 |
| 98 | Durocher, J.-B. | 72 | 506 | 5.32 |
| 99 | Inconnu-Unknown | 72 | 527 | 3.61 |
| 100 | Inconnu-Unknown | 72 | 528 | 3.60 |
| 101 | Inconnu-Unknown | 72 | 529 | 3.60 |
| 102 | Inconnu-Unknown | 72 | 530 | 3.62 |
| 103 | Paquette, O. | 72 | 847 | 5.83 |
| 104 | Paquette, O. | 72 | 848 | 5.83 |
| 105 | Paquette, O. | 72 | 849 | 5.83 |
| 106 | Paquette, O.: | 72 | 850 | 5.83 |
| 107 | Paquette, O. | 72 | 851 | 5.83 |
| 108 | Inconnu-Unknown | 72 | 868 | 4.36 |
| 109 | Delâge, J.-P. | 73 | 7 | 7.98 |
| 110 | Delâge, J.-P. | 73 | 8 | 7.99 |
| 111 | Delâge, J.-P. | 72 | 9 | 7.98 |
| 112 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 75 | 2.94 |
| 113 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 81 | 58.53 |
| 114 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 130 | 3.19 |
| 115 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 141 | 2.94 |
| 116 | Vallée, Mme-Mrs. A. | 76 | 150 | 4.95 |
| 117 | Inconnu-Unknown | 76 | 151 | 2.95 |
| 118 | Inconnu-Unknown | 76 | 152 | 2.95 |
| 119 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 162 | 59.02 |
| 120 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 205 | 27.43 |
| 121 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 248 | 2.94 |
| 122 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 249 | 2.93 |
| 123 | Grou, Marcel | 76 | 252 | 3.92 |
| 124 | Grou, Marcel | 76 | 253 | 4.93 |
| 125 | Grou, Marcel | 76 | 254 | 4.92 |
| 126 | Grou, Marcel | 76 | 255 | 4.92 |
| 127 | Meyer, Cad. M. | 76 | 282 | 11.28 |
| 128 | Meyer, Cad. M. | 76 | 283 | 11.27 |
| 129 | Meyer, Cad. M. | 76 | 284 | 11.26 |
| 130 | Meyer, Cad. M. | 76 | 285 | 11.27 |
| 131 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 286 | 24.62 |
| 132 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 291 | 2.91 |
| 133 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 292 | 2.92 |
| 134 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 293 | 2.91 |
| 135 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 294 | 2.92 |
| 136 | Marcil, succession-estate Georges | 76 | 334 | 4.54 |
| 137 | Marcil, succession-estate Georges | 76 | 353 | 4.54 |
| 138 | Marcil, succession-estate Georges | 76 | 354 | 4.54 |
| 139 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 363 | 2.98 |
| 140 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 364 | 3.01 |
| 141 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 365 | 2.98 |
| 142 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 366 | 3.01 |
| 143 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 367 | 58.20 |
| 144 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 410 | 27.43 |
| 145 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 492 | 2.92 |
| 146 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 493 | 2.92 |
| 147 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 494 | 2.91 |
| 148 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 495 | 2.92 |
| 149 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 496 | 2.91 |
| 150 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 497 | 2.92 |
| 151 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 498 | 2.91 |
| 152 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 499 | 2.92 |
| 153 | Corp. paroisse-parish Pointe-Claire | 76 | 774 | 16.16 |
| 154 | Nelson, G. M. | 77 | 11 | 3.42 |
| 155 | Nelson, G. M. | 77 | 12 | 3.42 |
| 156 | Nelson, G. M. | 77 | 13 | 5.36 |
| 157 | Marcil, succession-estate Georges | 77 | 14 | 20.16 |
| 158 | Nelson, G. M. | 77 | 15 | 3.42 |
| 159 | Nelson, G. M. | 77 | 16 | 3.42 |
| 160 | Nelson, G. M. | 77 | 17 | 3.42 |
| 161 | Nelson, G. M. | 77 | 18 | 3.42 |
| 162 | Marcil, succession-estate Georges | 77 | 25 | 4.96 |
| 163 | Marcil, succession-estate Georges | 77 | 26 | 4.97 |
| 164 | Marcil, succession-estate Georges | 77 | 29 | 5.14 |

Les immeubles susdits sont tous des cadastres des paroisses de Lachine et Pointe-Claire et situés dans la cité de Dorval.

Donné en la cité de Dorval, ce douzième jour du mois de novembre, mil neuf cent cinquante-huit (1958).

ARMAND DELTORCHIO,
Greffier de la cité de Dorval.

49166-46-2-o

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the parishes of Lachine and Pointe-Claire and situated in the city of Dorval.

Given at Dorval, this twelfth day of the month of November, nineteen hundred and fifty-eight (1958).

ARMAND DELTORCHIO,
City Clerk, city of Dorval.

49166-46-2-o

# VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

## ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° V-3806. JOS. AYOTTE, journalier de Val d'Or, district d'Abitibi, demandeur, vs ALEXANDRE AYOTTE, cultivateur, domicilié sur le chemin de la Rivière Thompson, Val d'Or, district d'Abitibi, défendeur.

### AVIS DE VENTE

L'Immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro trente-neuf (39) du rang sept (7) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fatima, à Val d'Or, le VINGT-TROIS DÉCEMBRE 1958 à DEUX heures p.m.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J.-A. GAUTHIER.
Amos, 17 novembre 1958. 49211-47-2-o

## ARTHABASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 13606. MLLE CLAUDIA BOSSÉ, demeurant à R.R. N° 1, Arthabaska, demanderesse vs ALFRED CONSTANT, fils, demeurant à R.R. N° 1, Arthabaska.

Une terre à prendre dans la partie centrale du lot numéro six du deuxième rang, du canton d'Arthabaska, contenant cinq arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du rang connue et désignée au cadastre officiel d'Arthabaskaville, sous les numéros dix-huit et dix-neuf (18 et 19) prenant du côté sud-est à Alexandre Pellerin ou représentants et du côté nord-ouest à Léon Couture, avec bâtisses sus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Christophe d'Arthabaska, le VINGT-QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1958 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska,
ce 19 novembre 1958. 49235-47-2-o

## GASPÉ

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure, Gaspé, N° 4960. GASPÉ AUTOMOBILE INC., corporation légalement constituée, siège social, Ste-Anne des Monts, district de Gaspé, demandeur; vs GEORGES PAQUET, Anse Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé, défendeur.

Les propriétés à vendre sont les suivantes.

"Un terrain de forme irrégulière sis et situé en la paroisse de Ste-Anne des Monts, mesurant une largeur de quatre-vingt pieds (80') au nord-ouest

# SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi

Superior Court, No. V-3806. JOS. AYOTTE, laborer of Val d'Or, district of Abitibi, plaintiff, vs ALEXANDRE AYOTTE, farmer, domiciled on the River Thompson Road, Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

### NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being lot number thirty-nine (39) of the seventh range (7) on the official plan and in the book of reference for the Dubuisson Township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Fatima, at Val d'Or, on DECEMBER TWENTY-THIRD, 1958, at TWO o'clock p.m.

J.-A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, November 17, 1958. 49211-47-2

## ARTHABASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
District of Arthabaska

Superior Court, No. 13606. MISS CLAUDIA BOSSÉ, residing at R.R. No. 1, Arthabaska, plaintiff, vs ALFRED CONSTANT, son, residing at R.R. No. 1, Arthabaska.

A farm to be taken in the central part of lot number six of the second range of the township of Arthabaska, containing five arpents in front, more or less, along the depth of range known and designated on the official cadaster of Arthabaskaville, under number eighteen and nineteen (18 and 19) taking from the southeast side by Alexandre Pellerin or representatives and on the northwest side by Léon Couture, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Christophe of Arthabaska, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER, 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska,
November 19, 1958. 49235-47-2

## GASPÉ

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court, Gaspé, No. 4960. GASPÉ AUTOMOBILE INC., legally incorporated corporation, head office, Ste-Anne des Monts, district of Gaspé, plaintiff; vs GEORGES PAQUET, Cove Ste-Anne des Monts, county of Gaspé, defendant.

Properties for sale are the following:

"A lot of land of irregular form situated in the parish of Ste-Anne des Monts, measuring in width eighty (80') on the northwest and one

et de cent un pieds (101′) au sud-est sur une profondeur de cent vingt-sept pieds et trois dixièmes (127.3′) au nord-est et cent onze pieds et sept dixièmes (111.7′) au sud-ouest, contenant en superficie huit mille huit cents pieds carrés (8,800 pi. car.) mesure anglaise, avec une maison dessus construite, ce terrain désigné comme étant le lot portant le numéro quarante-six subdivision A-deux (46-A-2) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame, est borné comme suit: au nord-ouest par le lot 46-B-1 de Georges Paquet, au nord-est par le lot 45-A-3 d'Yvon Paquet, au sud-est par le Boulevard Perron et au sud-ouest, par le lot 46-A-3 de Johnny Lepage.

Un terrain de forme irrégulière contigu et adjacent à la ligne nord-ouest de celui-ci dessus désigné ayant une largeur de soixante-quatorze pieds et cinq dixièmes (74.5′) à la ligne nord-ouest et de quatre vingt pieds (80′) à celle sud-est par une profondeur de deux cent deux pieds et huit dixièmes (202.8′) à la ligne nord-est et de cent soixante-dix-sept pieds et sept dixièmes (177.7′) à celle sud-ouest, formant une superficie de quinze mille cinq cent cinquante-quatre pieds carrés (15.554 pi. car. )mesure anglaise, désigné comme étant le lot portant le numéro quarante-six subdivision B-un (46-B-1) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame et borné comme suit: au nord-ouest par le lot 46-B-2 d'Édouard D. Dugas, au nord-est par le lot 45-C-1 de Charles Deroy, au sud-est par le lot 46-A-2 susdésigné et au sud-ouest partie par le lot 46-A-3 de Johnny Lepage et partie par le lot 46-A-11 d'Omer Dugas."

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts, MARDI le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q. 14 novembre 1958. 49201-47-2-o

hundred and one feet (101′) on the southeast on a depth of one hundred and twenty-seven feet and three-tenths (127.3′) on the northeast and one hundred and eleven feet and seven′ tenths (111.7′) on the southwest containing in area eight thousand eight hundred square feet (8,800 sq. ft.) English measure, with a house thereon erected, this lot of land designated as being lot bearing number forty-six subdivision A-two (46-A-2) on the official plan and in the book of reference for the Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame, is bounded as follows: on the northwest by lot 46-B-1 of Georges Paquet, on the northeast by lot 45-A-3 of Yvon Paquet, on the southeast, by the Perron Boulevard, and on the southwest by lot 46-A-3 of Johnny Lepage.

A lot of irregular form contiguous and adjacent to the northwest line of the one above designated having a width of seventy-four feet and five/tenths (74.5′) to the northwest line and of eighty feet (80′) to that on the southeast by a depth of two hundred and two feet and eight/tenths (202.8′) to the northeast line and of one hundred and seventy-seven feet and seven-tenths (177.7′) to that southwest forming an area of fifteen thousand five hundred and fifty-four square feet (15,554 sq. ft.) English measure, designated as being lot bearing number forty-six subdivision B-one (46-B-1) on the official plan and in the book of reference for the Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame and bounded as follows: on the northwest by lot 46-B-2 of Edouard D. Dugas, on the northeast, by lot 45-C-1 of Charles Deroy, on the southeast by lot 46-A-2 above designated and on the southwest partly by lot 46-A-3 of Johnny Lepage and partly by lot 46-A-11 of Omer Dugas."

To be sold at the church door of Ste-Anne des Monts, TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., November 14, 1958. 49201-47-2

## HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, N° 7672. { GEORGE BENOIT et JEAN BAPTISTE NOËL, faisant affaires ensemble, comme marchands de bois, dans le village de Gracefield, comté de Gatineau, sous le nom et raison sociale de Benoit & Noël Lumber Co., demandeurs, vs CECIL MONETTE, journalier, de Gracefield, district de Hull, défendeur.

"1° Une partie des lots numéros 12 et 13, rang "A", canton de Northfield, décrite comme suit: savoir: partant à la rivière Gatineau à la ligne entre les lots 11 et 12, de là longeant cette dite ligne une longueur de 1,300 pieds plus ou moins, jusqu'au terrain de Salomon Lafrenière, de là traversant lesdits lots 12 et 13 jusqu'à la ligne entre les lots 13 et 14; de là longeant cette dite ligne entre les lots 13 et 14 pour rejoindre la rivière Gatineau; de là longeant cette dite rivière pour revenir au point de départ: bornée au nord par partie du lot 14, au sud par partie du lot 11; à l'est par le résidu desdits lots 12 et 13; et à l'ouest par la rivière Gatineau. Avec bâtisses y érigées.

2° Cet emplacement formé d'une partie du lot numéro 14, rang "A", canton de Northfield et borné à l'ouest par la rivière Gatineau; au nord par partie du lot 15-A; au sud par partie

## HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 7672. { GEORGE BENOIT and JEAN BAPTISTE NOËL, carrying on business together, as lumber merchants in the village of Gracefield, county of Gatineau, under the name and style of Benoit & Noël Lumber Co., plaintiff, vs CECIL MONETTE, laborer, of Gracefield, district of Hull, defendant.

"1. A part of lots numbers 12 and 13, range "A", township of Northfield, described as follows, to wit: starting at the Gatineau River at the line between lots 11 and 12, thence running along this said line for a length of 1,300 feet more or less, as far as the land of Salomon Lafrenière, thence, crossing the said lots 12 and 13 as far as the line between lots 13 and 14; thence, running along this said line between lots 13 and 14 to rejoin the Gatineau River; thence, running along this said river to return to the starting point; bounded on the north by part of lot 14, on the south by part of lot 11; on the east, by the residue of the said lots 12 and 13; and on the west by the Gatineau River. With buildings thereon erected.

2. This emplacement formed of a part of lot number 14, range "A", township of Northfield and bounded on the west by the Gatineau River; on the north, by part of lot 15-A; on the south,

du lot 13; à l'est par le chemin public. Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale La Visitation, à Gracefield, district de Hull, le QUATRE DÉCEMBRE 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Ce 28 octobre 1958. 49019-44-2-o

---

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 441-797. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., corps politique et légalement incorporé ayant sa principale place d'affaires en la province de Québec, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs RENÉ BERTRAND, de Gatineau Point, district de Hull, défendeur.

"Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot 2B du rang VI du canton de Hull, mesurant soixante-quinze pieds par cent pieds, tel que désigné plus au long par un acte de vente d'Olida Charette, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Gatineau à Maniwaki, le 16 août 1955 sous le numéro 36894, avec les bâtisses ci-dessus érigées situées dans la municipalité de Hull-est, division d'enregistrement de Gatineau."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Alexandre de Limbour, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Hull, ce 17 novembre 1958. 49215-47-2-o

---

## MONTMAGNY

*Fieri facias de Terris*
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 7458. { UNIVERSAL LOAN & FINANCE CORPS, corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son siège social à 699, Boulevard Charest est, en les cité et district de Québec, demanderesse vs M. J. D. ARMAND CLOUTIER, domicilié à St-Thomas, de Montmagny, district de Montmagny, défendeur.

"Un terrain de la contenance d'environ deux arpents de front au sud à partir de la rivière du sud, et trois arpents de front depuis le C.N.R. jusqu'au chemin public du coteau du nord de la rivière du sud, borné à l'est au terrain de Vve Amédée Bernier, et partie à Cyrille Desjardins ou leurs représentants, et à l'ouest à celui de Joseph Morin ou leurs représentants, et connu et désigné comme faisant partie des lots numéros deux cent soixante-seize et deux cent soixante-dix-sept (Pties 276 et 277) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Thomas, Co. Montmagny, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et borné au sud par la rivière du sud, et au nord par le chemin public;

"Une partie du lot numéro six cent un (ptie 601), du cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas, Co. Montmagny, ayant une profondeur de trente-deux arpents par un arpent et demi de largeur plus ou moins, borné au sud au terrain de Jos. Alexis Fournier ou représentants, à l'est à Ad. Proulx ou représentants, à l'ouest à Geo.

by part of lot 13; on the east, by the public road. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold in block at the parochial church door of La Visitation, at Gracefield, district of Hull, on the FOURTH day of DECEMBER, 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
October 28, 1958. 49019-44-2

---

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 441-797. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., body politic and legally incorporated having its principal place of business in the Province of Quebec, of the city and district of Montreal, plaintiff vs RENÉ BERTRAND, of Gatineau Point, district of Hull, defendant.

"An immoveable known and designated as being part of lot 2B, range VI, of the township of Hull, measuring seventy-five feet by one hundred feet, as designated at greater length by a deed of sale in the name of Olida Charette, registered at the Registry Office of the division of Gatineau at Maniwaki, August 16, 1955, under number 36894, with the above buildings erected thereon, situated in the municipality of Hull-East, Registry Division of Gatineau".

To be sold at the door of the parochial church of St. Alexandre de Limbour, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, this November 17, 1958. 49215-47-2

---

## MONTMAGNY

*Fieri facias de Terris*
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 7458. { UNIVERSAL LOAN & FINANCE CORPS, a body politic and legally incorporated, having its head office at 699 Charest Boulevard East, in the city and district of Quebec, plaintiff vs Mr. J. D. ARMAND CLOUTIER, domiciled at St-Thomas, of Montmagny, district of Montmagny, defendant.

"A lot of land containing approximately two arpents in front on the south starting from the South River, and three arpents in front from the C.N.R. as far as the northern slope of the South River, bounded on the east by the land of Widow Amédée Bernier, and partly by Cyrille Desjardins or their representatives, and on the west by that of Joseph Morin or their representatives, and known and designated as forming part of lots number two hundred and seventy-six and two hundred and seventy-seven (Pts. 276 and 277) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of St-Thomas, Co. of Montmagny, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bounded on the south by the South River, and on the north, by the public road;

"A part of lot number six hundred and one (Pt. 601) of the official cadaster for the parish of St-Thomas, Co. Montmagny, having a depth of thirty-two arpents by one arpent and one-half in with, more or less, bounded on the south by the land of Jos. Alexis Fournier, or representatives, on the east by Ad. Proulx or repre-

Montminy ou représentants, et au nord à Joseph Corriveau ou représentants".

Pour être vendus au bureau du Shérif, au Palais de Justice à Montmagny, MARDI le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1958 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montmagny, CHS. OMER BERNIER.
le 18 novembre 1958. 49212-47-2-o

sentatives, on the west, by Geo. Montminy or representatives, and on the north, by Joseph Corriveau or representatives".

To be sold at the office of the Sheriff, at the Court House at Montmagny, TUESDAY, DECEMBER THIRTIETH, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. OMER BERNIER,
Montmagny, Sheriff.
November 18, 1958. 49212-47-2

## MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 444153. LA BANQUE D'ÉPARGNE DES CITÉ ET DISTRICT DE MONTRÉAL, demanderesse; vs DAME MARY ANN MEEHAN, veuve de feu William Bud Pinkney, défenderesse.

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Hingston, en la cité de Montréal, connu et désigné comme les subdivisions trois cent trente et un et trois cent trente-deux des subdivisions officielles du lot numéro cent soixante-cinq (Nos 165-331 et 332) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ladite subdivision trois cent trente et un (165-331) mesurant en front vingt-quatre pieds et cinq pouces sur une distance de soixante-dix-huit pieds vers l'arrière, de là, vingt-neuf pieds et quatre pouces de largeur, s'étendant sur une distance de vingt-deux pieds et un centième de pied de profondeur et contenant une étendue superficielle de deux mille cinq cent cinquante pieds carrés; et ladite subdivision trois cent trente-deux (165-332) mesurant quatre pieds et onze pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur et ayant une étendue superficielle totale de trois cent quatre-vingt-trois pieds carrés. Toutes les dimensions ci-dessus étant de mesure anglaise et plus ou moins.

Avec une maison semi-détachée érigée sur ladite subdivision trois cent trente et un (165-331), portant le numéro civique 3480 avenue Hingston (auparavant 264 avenue Hingston) son mur sud-est est mitoyen.

Avec et sujet aux droits ordinaires de passage et de vue au-delà et sur les subdivisions trois cent trente-deux et trois cent trente-trois des subdivisions officielles dudit lot (165-332 et 333) en faveur de l'emplacement ci-dessus décrit et en faveur de la subdivision trois cent trente-quatre des subdivisions officielles dudit lot (165-334).

Avec et sujet aux servitudes réciproques de droit de vue au-delà et en faveur de la subdivision trois cent trente-quatre des subdivisions officielles dudit lot (165-334).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CAISSE & LAURENCELLE.
Bureau du Shérif,
Montréal, 28 octobre 1958. 49014-44-2-o

## MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 444153. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, plaintiff; vs DAME MARY ANN MEEHAN, widow of the late William Bud Pinkney, defendant.

That certain emplacement fronting on Hingston Avenue, in the city of Montreal, known and designated as subdivisions three hundred and thirty-one and three hundred and thirty-two of the official subdivisions of lot number one hundred and sixty-five (Nos. 165-331 and 332) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring the said subdivision three hundred and thirty-one (165-331) twenty-four feet five inches in front for a distance of seventy-eight feet towards the rear thence twenty-nine feet four inches in width for a further distance of twenty-two feet and one hundred of a foot in depth and containing a superficial area of two thousand five hundred and fifty square feet; and the said subdivision three hundred and thirty-two (165-332) measuring four feet eleven inches in width by seventy-eight feet in depth and having a total superficial area of three hundred and eighty-three square feet. All of the above measurements are English measure and more or less.

With a semi-detached house erected on the said subdivision three hundred and thirty-one (165-331) bearing civic number 3480 Hingston Avenue (formerly 264 Hingston Avenue) the south-east wall whereof is mitoyen.

With and subject to common rights of passage and of view over and upon subdivisions three hundred and thirty-two and three hundred and thirty-three of the official subdivisions of the said lot (165-332 and 333) in favour of the above described emplacement and in favour of subdivision three hundred and thirty-four of the official subdivisions of the said lot (165-334).

With and subject to reciprocal servitudes of rights of view over and in favour of subdivision three hundred and thirty-four of the official subdivisions of said lot (165-334).

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of DECEMBER, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 28th, 1958. 49014-44-2-o

*Fieri Facias de Terris*
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 444926 THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA *et AL*, demandeurs; vs RENÉ MATHIEU, défendeur.

*Fieri Facias de Terris*
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No: 444926. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA *et AL*, plaintiff; vs RENÉ MATHIEU, defendant.

Un emplacement ayant front sur une rue projetée (20-130) lequel dit emplacement est connu et désigné sous le numéro cent seize de la subdivision du lot originaire, numéro vingt (20-116) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Famille de Boucherville, mesurant cinquante-huit pieds et deux-dixièmes d'un pied sur sa ligne est, quatre-vingt-six pieds et sept-dixièmes d'un pied sur sa ligne sud-est, soixante-sept pieds sur sa ligne sud-ouest, trente-six pieds et huit-dixièmes d'un pied sur sa ligne ouest, quatre-vingt-dix-neuf pieds et neuf-dixièmes d'un pied sur sa ligne nord, et contenant sept mille huit cent trente-trois pieds carrés de superficie, le tout mesure anglaise, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Famille de Boucherville, le QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1958 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 28 octobre 1958. 49015-44-2

An emplacement fronting on a proposed street (20-130) which said emplacement is known and designated under the number one hundred and sixteen of the subdivision of the original lot number twenty (20-116) on the official plan and book of reference of the parish of Ste Famille de Boucherville, measuring fifty-eight feet and two tenths of a foot in the easterly line, eighty-six feet and seven tenths of a foot in the south-easterly line, sixty-seven feet in the southwesterly line, thirty-six feet and eight tenths of a foot in the westerly line, ninety-nine feet and nine tenths of a foot in the northerly line, and contains seven thousand eight hundred and thirty-three square feet in superficies, the whole English measure, with the building thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Ste-Famille de Boucherville, on the FOURTH day of DECEMBER, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 28th, 1958. 49015-44-2-o

## PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Cour Supérieure N° 5978. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, vs LÉO et JÉRÔME DAGENAIS, de Clapham, Lauréat, comté de Pontiac, défendeurs.

"Les lots neuf-A, neuf-B, dix et onze (9-A, 9-B, 10 et 11) du rang deux (II) des plan et livre de renvoi officiels dans et pour le canton de Clapham, contenant ensemble trois cents acres de terre et plus, avec maison et autres bâtisses dessus érigées."

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, Qué., JEUDI le QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante-huit, à DIX heures du matin.

Le Shérif de Pontiac,
DOMINIC SLOAN.

Bureau du Shérif,
Campbell's Bay, Qué.,
27 octobre 1958. 49013-44-2

## PONTIAC

Canada — Province of Quebec
District of Pontiac

Superior Court, No. 5978. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff vs LÉO and JÉRÔME DAGENAIS, of Clapham, Lauréat, county of Pontiac, defendants.

"Lots nine-A, nine-B, ten and eleven (9-A, 9-B, 10 and 11) of range two (II) of the official plan and book of reference in and for the Township of Clapham, containing in all three hundred acres of land or more, with house and other buildings thereon erected."

To be sold "en bloc" at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in Campbell's Bay, Que., on THURSDAY the FOURTH day of DECEMBER in the year one thousand nine hundred and fifty-eight, at TEN o'clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff for Pontiac.

Sheriff's Office,
Campbell's day, Que.,
October 27th, 1958. 49013-44-2-o

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Cour Supérieure, N° 5972. J. D. MOODIE vendeur de bois de pulpe du village de Campbell's Bay, district de Pontiac, demandeur vs HOLLIS TONER, du canton de Clarendon, district de Pontiac, défendeur.

*Canton de Clarendon:* Le lot N° 28 B (vingt-huit B), rang 3, sauf et excepté cette portion dudit lot N° 28 B sis au sud du chemin de fer Canadien National, conformément aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Clarendon; avec les bâtisses dessus érigées et tous les membres et appartenances y attachés.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay Qué. MARDI le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE de l'année mil neuf cent cinquante-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DOMINIC SLOAN.

Bureau du Shérif,
Campbell's Bay, Qué.,
17 novembre 1958. 49214-47-2

Canada — Province of Quebec
District of Pontiac

Superior Court, No. 5972. J. D. MOODIE, pulpwood dealer of the village of Campbell's Bay, in the district of Pontiac, plaintiff; vs HOLLIS TONER, of the township of Clarendon, district of Pontiac, defendant.

*Township of Clarendon:* Lot N° 28 B (twenty-eight B), range 3, saving and excepting that portion of said lot, No. 28 B lying to the south of the Canadian National Railway, according to the official plan and book of reference for the said township of Clarendon; with the buildings thereupon erected and all members and appurtenances hereto belonging.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in Campbell's Bay, Que. on TUESDAY the THIRTIETH day of DECEMBER in the year one thousand nine hundred and fifty-eight, at TEN o'clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Campbell's Bay, Que.,
November 17th, 1958. 49214-47-2-o

## QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: N° 89,899: { MARGUERITE RACINE, fille majeure, Hélène Racine, veuve de Lorenzo Cloutier, et Joseph Parent, rentier, tous trois de la cité de Québec, autorisés aux fins des présentes par un jugement de la Cour des faillites de Québec, en date du 12 novembre 1958, contre DOLORES TREMBLAY, couturière, fille majeure, défenderesse principale, et Joseph Tremblay, menuisier en sa qualité de défendeur conjoint et solidaire, tous deux de la cité de Québec.

La subdivision numéro cent vingt et un du lot originaire sept cent dix-sept (717-121) au cadastre officiel de Charlesbourg, Comté de Québec, mesurant environ cinquante pieds (50′) de largeur sur quatre-vingt-quinze pieds (95′) de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr. J. R. GOBEIL.
Québec, le 19 novembre 1958. 49234-47-2-o

[Première insertion: 22 novembre 1958]
[Deuxième insertion: 13 décembre 1958]

## QUEBEC

*Fieri Facias*

Quebec, to wit : No. 89,899. { MARGUERITE RACINE, fille majeure, Hélène Racine, widow of Lorenzo Cloutier, and Joseph Parent, annuitant, all three of the city of Quebec, authorized for the purposes herein by a judgment of the Bankruptcy Court of Quebec, dated November 12, 1958, versus DOLORES TREMBLAY, dressmaker, fille mejaure, principal defendant, and Joseph Tremblay, carpenter in his capacity of joint and several defendant, both of the City of Quebec.

Subdivision number one hundred and twenty-one of original lot seven hundred and seventeen (717-121) of the official cadaster of Charlesbourg, county of Quebec, measuring some fifty feet (50′) in width by ninety-five feet (95′) in depth, more or less, English measure, with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Parochial Church of Charlesbourg, county of Quebec, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, November 19, 1958. 49234-47-2

(First insertion: November 22, 1958]
[Second insertion: December 13, 1958]

## RICHELIEU

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure, N° 13,946. { JOSEPH LEMOYNE, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demandeur, vs WELLIE CROCHETIÈRE, de Sainte-Victoire, district de Richelieu.

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Victoire, mesurant 3 arpents de largeur sur 20 arpents de profondeur, formée des lots Nos deux cent cinquante-cinq et deux cent cinquante-six (255, 256) et d'un demi-arpent de largeur du lot numéro deux cent cinquante-sept (P. 257), le tout du cadastre de ladite paroisse; tenant en front la rivière du Pot-au-Beurre, en profondeur les Nos 194 et 193 dudit cadastre, d'un côté le lot N° 254 et d'autre côté le résidu dudit lot N° 257; avec bâtisses y érigées;

2° Une autre terre située en la même paroisse, connue sous le N° cent quatre-vingt-quatorze (194) du cadastre de la paroisse de Sainte-Victoire; mesurant un arpent de largeur sur onze arpents de profondeur;

3° Une terre située en la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, faisant partie des lots Nos cent soixante-huit et cent soixante-neuf (P. 168, 169) du cadastre de ladite paroisse; mesurant un arpent de largeur sur vingt arpents de profondeur; tenant en front le cordon des terres de la rivière Richelieu, d'un côté autre partie desdits Nos 168 et 169 d'Adélard Poirier, et d'autre côté les Nos 170 et 171 de veuve Donat Bardier; à distraire, sur la largeur du N° 169, le long du cordon des terres de la rivière Richelieu, une lisière de terre de trente-six pieds de largeur appartenant à Eucharistе Chapdelaine ou représentants.

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau, au palais de justice de Sorel, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DIX heures de

## RICHELIEU

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court, No. 13,946. { JOSEPH LEMOYNE, of the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff vs WELLIE CROCHETIÈRE, of Sainte-Victoire, district of Richelieu.

1. A farm situated in the parish of Sainte-Victoire measuring 3 arpents in width by 20 arpents in depth, formed of lots Nos two hundred and fifty-five and two hundred and fifty-six (255, 256) and of a half-arpent in width of lot number two hundred and fifty-seven (Pt. 257); the whole from the cadaster of the said parish; on the front, touching the river of "Pot-au-Beurre", in depth, Nos. 194 and 193 of the said cadaster, on one side lot No. 254 and on the other side the residue of the said lot No. 257; with the buildings thereon erected;

2. Another farm situated in the same parish, known under No. one hundred and ninety-four (194) of the cadaster of the parish of Sainte-Victoire; measuring an arpent in width by eleven arpents in depth;

3. A farm situated in the municipality of the parish of Saint-Pierre of Sorel, forming part of lots Nos one hundred ans sixty-eight and one hundred and sixty-nine (Pt. 168, 169) of the cadaster of the said parish; measuring an arpent in width by twenty arpents in depth; on the front touching a string of farms of Sainte-Victoire, in depth; the string of farms of the Richelieu River, on one side, the other part of the said Nos. 168 and 169 of Adélard Poirier, and on the other side Nos 170 and 171 of widow Donat Bardier; to withdraw, on the width of No. 169, along the string of farms of the Richelieu Riber, a strip of land of thirty-six feet in width belonging to Eucharistе Chapdelaine or representatives.

To be sold "in block" at my office. at the Court House of Sorel, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER, 1958, at TEN o'clock in

l'avant-midi; selon jugements de l'honorable Élie Salvas, J.C.S., en date du 15 novembre 1958.

Le Shérif,
R. PAQUIN.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 18 novembre 1958. 49236-47-2

the forenoon; according to judgments by the Honourable Élie Salvas, J.S.C., under date of November 15, 1958.

R. PAQUIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, November 18, 1958. 49236-47-2

## ROBERVAL

*Fieri Facias*

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 18,992. DESMEULES & FRÈRES LTÉE, corporation légalement instituée, ayant un bureau d'affaires à Desbiens, demanderesse, vs ERNEST BOUCHARD, résidant à Lac Belley, Chambord, défendeur.

"Les lots cinquante-deux et cinquante-trois (52-53) du rang cinq (5) du canton Métabetchouan, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances".

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse St-Louis de Chambord, comté du Lac St-Jean, le VINGT-QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE, 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif du district
de Roberval,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval,
le 18 novembre, 1958. 49213-47-2-o

[Première insertion: le 22 novembre 1958]

## ROBERVAL

*Fieri Facias*

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 18,992. DESMEULES & FRÈRES LTÉE, corporation legally constituted, having a business office at Desbiens, plaintiff, vs ERNEST BOUCHARD, residing at Lake Belley, Chambord, defendant.

"Lots fifty-two and fifty-three (52-53), range five (5), of the township of Metabetchouan, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies".

To be sold at the door of the church of the parish of St. Louis de Chambord, county of Lake St. John, the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff for the district
of Roberval.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval,
November 18, 1958. 49213-47-2

[First insertion: November 22, 1958]

## TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 436 226. CANBRO CREDIT UNION LIMITED, un corps politique et incorporé, ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse vs THOMAS MEANEY, des cité et district de Montréal, défendeur.

### AVIS DE VENTE

"Un morceau ou parcelle de terrain ou emplacement situé sur le côté sud-est du nouveau chemin du Lac Quatorze Iles, en la paroisse de St-Hippolyte, comté de Terrebonne, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt et un "B" (P. N° 21B) du cinquième rang du canton d'Abercrombie, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hippolyte, mesurant trois cents pieds (300′) de largeur sur le chemin du Lac Quatorze Iles par cent cinquante (150′) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec un chalet dessus érigé.

Ledit morceau ou parcelle de terrain borné comme suit: en front au nord-ouest par le nouveau chemin du Lac Quatorze Iles; d'un côté au sud-ouest par le lot N° 21A appartenant à Frank George Virolle et Léo Virolle ou représentants; de l'autre côté au nord-est et en arrière au sud-est par le résidue dudit lot N° 27B demeurant la propriété du vendeur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Lesage, comté de Terrebonne, LUNDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DEUX heures de l'après-midj.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, 17 novembre 1958. 49199-47-2

## TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 436 226. CANBRO CREDIT UNION LIMITED, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs THOMAS MEANEY, of the city and district of Montreal, defendant.

### NOTICE OF SALE

"A piece or parcel of land or emplacement situated on the south-east side of the new Fourteen Island Lake Road, in the parish of St Hippolyte, county of Terrebonne, being part of lot known and designated under number twenty-one "B" (P. No. 21B) in the fifth range of the township of Abercrombie, on the official plan and book of reference made for the parish of St Hippolyte, measuring three hundred feet (300′) on the Fourteen Island Lake Road in width by one hundred and fifty feet (150′) in depth, english measure and more or less, with a cottage thereon erected.

Said piece or parcel of land bounded as follows; in front to the north-west by the new Fourteen Island Lake Road; on one side to the south-west by lot No. 21A owned by Frank George Virolle and Leo Virolle or representatives; on the other side to the north-east and in rear to the south-east by the residue of said lot No. 27B remaining the property of the vendor.

To be sold at the parochial church door of Lesage, county of Terrebonne, MONDAY, the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1958 at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, November 17, 1958. 49199-47-2-o

## TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour de Magistrat, No. 38674. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, vs HUBERT GAGNON, domicilié à R. R. No 2, St-Justin, comté de Maskinongé, Qué., défendeur.

"1° Une terre située dans la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, concession Ste-Geneviève ou Grand Trompe Souris, contenant environ trente-sept (37) arpents et trente-neuf (39) perches en superficie, connue et désignée comme étant le lot complet neuf cent dix-huit (918), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé. Avec une maison et toutes les autres bâtisses construites sur cette terre.

"2° Une terre située dans la même paroisse de St-Joseph de Maskinongé, concession du Pied de la Côte, côté nord, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro neuf cent soixante-deux (ptie 962), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, mesurant environ trois (3) arpents huit (8) perches et neuf (9) pieds de front, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du lot numéro 918 qui la borne au nord-ouest à aller jusqu'au lot numéro 964 et au surplus dudit lot numéro 962 qui reste du côté nord-ouest du chemin de front de la concession du Pied de la Côte, et une ligne transversale tirée parallèlement avec la ligne nord-ouest de ce lot numéro 962, à un arpent et demi du chemin de front de la concession du Pied de la Côte; donnant une longueur moyenne de dix (10) arpents et cinq (5) perches; tenant en profondeur au lot numéro 964 et au surplus dudit lot numéro 962, d'un côté à la route du Grand Trompe Souris, et de l'autre côté au lot numéro 965. Avec droit de passage sur le surplus dudit lot numéro neuf cent soixante-deux (962), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre susdit, aux termes d'un acte en date du 6 avril 1896, enregistré à Louiseville, sous le numéro 23,227.

3° Un lopin de terre situé dans la même paroisse de St-Joseph de Maskinongé, concession du Pied de la Côte, côté nord, contenant environ cinquante et une (51) perches sen superficie, plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot complet numéro neuf cent soixante-quatre (964), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé.

4° Un terrain situé dans la paroisse de St-Justin, concession nord-est de l'Ormière, contenant environ six (6) arpents en superficie, plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent neuf (ptie 209), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Justin; borné au bout nord-est par le lot numéro 918 du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, à l'autre bout par le surplus dudit lot numéro 209, d'un côté, vers le nord-ouest, par le terrain appartenant à M. Justin Drainville ou représentants, et de l'autre côté par celui appartenant aux représentants de MM. Joseph et Ovide Marchand.

Servitude établie en faveur de The Shawinigan Water & Power Company, affectant le lot numéro 964, aux termes d'un acte en date du 15 janvier 1932, enregistré à Louiseville, sous le numéro 47,011.

Droit de passage établi en faveur de M. Albert Bastien, et autres, affectant le lot numéro 918 et

## TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois Rivières

Magistrate's Court, No. 38674. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff vs HUBERT GAGNON, domiciled at R. R. No. 2, St. Justin, county of Maskinongé, Que., defendant.

"1. A farm situated in the parish of St. Joseph de Maskinongé, concession of Ste. Geneviève or Grand Trompe Souris, containing some thirty-seven (37) arpents and thirty-nine (39) rods in area, known and designated as being entire lot nine hundred and eighteen (918), of the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of St. Joseph of Maskinongé. With a house and all other buildings thereon erected.

2. A farm situated in the same parish of St. Joseph de Maskinongé, concession of Pied de la Côte, north side, known and designated as being part of lot number nine hundred and sixty-two (P. 962), of the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of St. Joseph de Maskinongé, measuring about three (3) arpents eight (8) rods and nine (9) feet in front by the depth that may exist as from lot number 918, bounding it to the northwest, as far as lot number 964 and the residue of said lot number 962 which remains on the northwesterly side of the front road of the concession of Pied de la Côte, and a transversal line drawn parallel to the northwesterly line of said lot 962, at an arpent and a half from the front road of the concession of Pied de la Côte; giveing an average length of ten (10) arpents and five (5) rods; adjacent in depth to lot 964 and the residue of said lot number 962, on one side to the road of Grand Trompe Souris, and on the other side to lot number 965. With right-of-way on the residue of said lot number nine hundred and sixty-two (962), of the official plan and book of reference of the above cadaster, according to deed dated April 6, 1896, registered at Louiseville, under number 23,227.

3. A plot of land situated in the same parish of St. Joseph de Maskinongé, concession of Pied de la Côte, north side, containing some fifty-one (51) rods in area, more or less, known and designated as being entire lot number nine hundred and sixty-four (964), of the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of St. Joseph de Maskinongé.

4. A piece of land situated in the parish of St. Justin, concession to the northeast of l'Ormière, containing some six (6) arpents in area, more or less, known and designated as forming part of lot number two hundred and nine (P. 209), of the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of St. Justin; bounded on the northeasterly extremity by lot number 918 of the cadaster of the parish of St. Joseph de Maskinongé, at the other extremity by the residue of said lot number 209, on one side to the northwest, by the land belonging to Mr. Justin Drainville or representatives, and on the other side by that belonging to the representatives of Messrs Joseph and Ovide Marchand.

A servitude established in favour of The Shawinigan Water & Power Company, affecting lot number 964, according to a deed dated January 15, 1932, registered at Louiseville, under number 47,011.

A right-of-way established in favour of Mr. Albert Bastien, and others, affecting lot number

la partie du lot numéro 962, aux termes d'un acte en date du 11 septembre 1945, enregistré à Louiseville, sous le numéro 57,854.

A distraire du lot numéro 918 les lisières de terrain vendues au Ministère de la Voirie de la province de Québec, aux termes d'un acte en date du 4 novembre 1949, enregistré à Louiseville, sous le numéro 62,104.

A distraire de la partie du lot numéro 962 et du lot numéro 964 la lisière de terrain vendue au Ministère de la Voirie de la province de Québec, aux termes d'un acte en date du 4 novembre 1949, enregistré à Louiseville, sous le numéro 62,113."

Attendu que la majorité des immeubles se trouve dans la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, la vente en bloc de tous les immeubles ci-haut décrits, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
L. P. MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières,
le 17 novembre 1958.

49200-47-2-o

918 and a part of lot number 962, according to deed dated September 11, 1945, registered at Louiseville, under number 57,854.

To be excluded from lot number 918, those strips of land sold to the Department of Roads of the Province of Quebec, according to deed dated November 4, 1949, registered at Louiseville, under number 62,104.

To be excluded from that part of lot number 962 and lot number 964, the strip of land sold to the Department of Roads of the Province of Quebec, according to deed dated November 4, 1949, registered at Louiseville, under number 62,113."

Whereas the majority of the immoveables are located in the parish of St. Joseph de Maskinongé, the sale in bulk of all the immoveables hereinabove described, shall take place at the door of the Church of the parish of St. Joseph de Maskinongé, WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of DECEMBER 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières,
November 17, 1958.

49200-47-o

# Index de la Gazette officielle de Québec, N° 47


ASSEMBLÉE:

Hydro-Electric Securities Corporation. 4078

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 4021

AVIS DIVERS:

Arc Supply Limited (Directeurs)..... 4086
Chûte-des-Passes (Forces hydrauliques) 4087
Discours du Trône (Ouverture)..... 4082
Donat Raymond Limitée (Dist. de l'actif)..... 4087
Grace Investment Company Limited (Dist. de l'actif)..... 4087
Henri Vallières Inc. (Directeurs)..... 4086
Lamontagne Commercial Equipment Ltd (Directeurs)..... 4080
L'Association des Photographes Professionnels de la Province de Québec, District de Québec (Formation)..... 4081
Notre-Dame Public Meat Market Inc. (Dist. de l'actif)..... 4085
Obalski Mining Corporation (Dist. de l'actif)..... 4082
Reliable Construction Company Inc. (Directeurs)..... 4080
Société Internationale de Recherches Économiques Inc. (Directeurs)..... 4081
St-Sébastien, paroisse (Nom changé).. 4080
The James McLaren Company Limited (Barrage)..... 4082
The Singer Manufacturing Company (Nouvel agent)..... 4086

CHARTES — ABANDON DE:

Alex Kindler & Co. Ltd..... 4088
Conasco-Ungava Mines Ltd..... 4088
Donat Raymond Limitée..... 4088
Grace Investment Company Limited.. 4089
National Realty Building Company Incorporated..... 4088
Yukon-Ungava Mines Limited..... 4088


# Index of the Quebec Official Gazette, No. 47


MEETING:

Hydro-Electric Securities Corporation. 4078

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 4021

MISCELLANEOUS NOTICES:

Arc Supply Limited (Directors)..... 4086
Chûte-des-Passes (Hydroelectric Powers) 4087
Speech from the Throne (Opening).... 4082
Donat Raymond Limitée (Dist. of assets)..... 4087
Grace Investment Company Limited (Dist. of assets)..... 4087
Henri Vallières Inc. (Directors)..... 4086
Lamontagne Commercial Equipment Ltd (Directors)..... 4080
L'Association des Photographes Professionnels de la Province de Québec, District de Québec (Formation)..... 4081
Notre-Dame Public Meat Market Inc. (Dist. of assets)..... 4085
Obalski Mining Corporation (Dist. of assets)..... 4082
Reliable Construction Company Inc. (Directors)..... 4080
International Economic Research Corporation Inc. (Directors)..... 4081
St-Sébastien, parish (Name changed).. 4080
The James McLaren Company Limited (Dam)..... 4082
The Singer Manufacturing Company (New agent)..... 4086

CHARTERS — SURRENDER OF:

Alex. Kindler & Co. Ltd..... 4088
Conasco-Ungava Mines Ltd..... 4088
Donat Raymond Limitée..... 4088
Grace Investment Company Limited.. 4089
National Realty Building Company Incorporated..... 4088
Yukon-Ungava Mines Limited..... 4088

COMPANIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:


Barret Corporation, C.A. ..... 4089
Bishop Products Limited ..... 4089


COMPANIES DISSOUTES:


Bégin & Frères Inc. ..... 4089
Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited ..... 4090
Chardo Industries Limited — Les Industries Chardo, Ltée ..... 4090
Le Royer Street Corporation ..... 4090
McFetrick & Co. Limited ..... 4090
Point Investment Corporation ..... 4091
The Bras d'Or Navigation Company Limited ..... 4091
Town Realties Limited ..... 4091


DEMANDES À LA LÉGISLATURE:


Amos, comm. d'écoles ..... 4035
Anjou, ville ..... 4039
Association d'Hospitalisation de Québec 4040
Association Provinciale des Instituteurs Protestants de Québec ..... 4025
Baie Comeau, comm. scolaire ..... 4027
Baie Comeau, ville ..... 4027
Beauceville, ville ..... 4094
Bourdon, succ., Dame Vve Arthur .... 4040
B P Canada Limited ..... 4046
Brébeuf, munic. ..... 4093
Candiac, ville ..... 4030
Caprari, Charles Hubert ..... 4042
Chambly, ville ..... 4038
Chicoutimi, cité ..... 4031
Chicoutimi,, comm. écoles cath. ..... 4045
Communauté des Sœurs de Charité de la Providence ..... 4030
Corporation des Ingénieurs Professionnelles de Québec ..... 4046
D'Amour, Gérard ..... 4040
Dominion Steel & Coal Corporation Limited ..... 4036
Donohue, succ. J. Thimoty ..... 4044
Drummondville, cité ..... 4028
Esterel, ville ..... 4023
Fabreville, comm. d'écoles ..... 4036
Flood, Herbert C. *et vir* ..... 4030
Fort Chambly, ville ..... 4092
Fortier, succ., Herman ..... 4035
Guilbeault, Dame Eugénie *et al* ..... 4094
Gally, Fred *et vir* ..... 4030
Garth, succession David John ..... 4028
Gaspé, village ..... 4024
Gaspé, comm. d'écoles protestants ..... 4027
Gatineau, ville et comm. scolaire ..... 4036
Grande Rivière, comm. scolaire ..... 4026
Gravel, Joffre-André *et vir* ..... 4023
Hampstead, ville ..... 4028
Harbec, succ., Lucie ..... 4040
Jacques-Cartier, cité ..... 4033
Jewish Peretz School Inc. ..... 4031
Kénogami, comm. scolaire ..... 4043
Lac-au-Saumon, comm. d'écoles et mun. village ..... 4042
Lachine, cité ..... 4091
Lachine, comm. d'écoles et cité ..... 4034
Lac Larron, ville ..... 4035
Lac Poulin, munic. village ..... 4029
Laval-Ouest, ville ..... 4022
Les Escoumins, munic. ..... 4030
Les Sœurs de Ste-Marcelline ..... 4041
Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique ..... 4026


COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:


Barret Corporation, C.A. ..... 4089
Bishop Products Limited ..... 4089


COMPANIES DISSOLVED:


Bégin & Frères Inc. ..... 4089
Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited ..... 4090
Chardo Industries Limited — Les Industries Chardo, Ltée ..... 4090
Le Royer Street Corporation ..... 4090
McFetrick & Co. Limited ..... 4090
Point Investment Corporation ..... 4091
The Bras d'Or Navigation Company Limited ..... 4091
Town Realties Limited ..... 4091


APPLICATIONS TO LEGISLATURE:


Amos, school comm. ..... 4035
Anjou, town ..... 4039
Quebec Hospital Service Association ... 4040
Provincial Association of Protestant Teachers ..... 4027
Baie Comeau, school comm. ..... 4025
Baie Comeau, town ..... 4027
Beauceville, town ..... 4094
Bourdon, estate Mrs widow Arthur .... 4040
B P Canada Limited ..... 4046
Brébeuf, munic. ..... 3093
Candiac, town ..... 4030
Caprari, Charles Hubert ..... 4042
Chambly, town ..... 4038
Chicoutimi, city ..... 4031
Chicoutimi, Cath. school comm. .... 4045
Communauté des Sœurs de Charité de la Providence ..... 4030
Corporation of Professional Engineers of Quebec ..... 4046
D'Amour, Gérard ..... 4040
Dominion Steel & Coal Corporation Limited ..... 4036
Donohue, estate of J. Thimoty ..... 4044
Drummondville, city ..... 4028
Esterel, town ..... 4023
Fabreville, school comm. ..... 4036
Flood, Herbert C. *et vir* ..... 4030
Fort Chambly, town ..... 4092
Fortier, estate Herman ..... 4035
Guilbeault, Dame Eugénie *et al* ..... 4094
Gally, Fred *et vir* ..... 4030
Garth, estate David John ..... 4028
Gaspé, village ..... 4024
Gaspé, protestant school comm. ..... 4027
Gatineau, town and school comm. ..... 4036
Grande Rivière, school comm. ..... 4026
Gravel, Joffre-André *et vir* ..... 4023
Hampstead, town ..... 4028
Harbec, estate Lucie ..... 4040
Jacques-Cartier, city ..... 4033
Jewish Peretz School Inc. ..... 4031
Kénogami, school comm. ..... 4043
Lac-au-Saumon, school comm. and village ..... 4042
Lachine, city ..... 4091
Lachine, school comm. and city ..... 4034
Lac Larron, town ..... 4035
Lac Poulin, munic. village ..... 4029
Laval-West, town ..... 4022
Les Escoumins, munic. ..... 4030
The Sisters of Ste-Marcelline ..... 4041
Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique ..... 4026

Léveillée, succ. Georges ..... 4043
Lévis, comm. scolaire ..... 4037
Liboiron, Roland ..... 4030
L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes ..... 4092
Mackayville, ville ..... 4033
Nicolopoulos, Léonidas George ..... 4034
Patenaude, Didace ..... 4047
Pointe-aux-Trembles, cité ..... 4023
Pointe-Claire, cité ..... 4092
Pointe-Claire et Beaconsfield, comm. d'écoles ..... 4037
Polak, Ludovic ..... 4043
Préville, ville ..... 4042
Rivière-du-Loup, comm. d'écoles ..... 4042
Sainte-Geneviève, No 1 (village), comm. d'écoles ..... 4094
Sainte-Thérèse-Ouest, munic. ..... 4027
Saint-Eustache, ville ..... 4032
Saint-François, ville ..... 4039
Saint-Léonard de Port-Maurice, ville ..... 4039
Sainte-Monique, munic. ..... 4042
Sayabec, village et comm. scolaire ..... 4046
Shapiro, Harry ..... 4036
Shawinigan, comm. d'écoles ..... 4034
Sillery, comm. scolaire ..... 4043
Sorel, cité ..... 4045
St-Ambroise, paroisse ..... 4038
Standard Chemical Limited ..... 4029
Ste-Dorothée, ville ..... 4093
Ste-Geneviève, paroisse ..... 4037
Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, comm. scolaire ..... 4025
St-Félicien, ville ..... 4093
St-Joachim de Châteauguay, paroisse ..... 4026
St-Lambert, cité ..... 4025
Ste-Marie, munic., paroisse, comm. d'écoles ..... 4043
St-Michel, cité ..... 4037
St-Raphaël de l'Ile Bizard, paroisse ..... 4094
St-Vincent-de-Paul, comm. scolaire ..... 4025
The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec ..... 4041
Tremblay, J. Onésime ..... 4034
Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu ..... 4041


## DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
*Municipalité scolaire de:*


Chicoutimi, paroisse ..... 4095


TERRES ET FORÊTS:
*Service du Cadastre:*


Charlesbourg, paroisse ..... 4095
Lachine, paroisse ..... 4096
Lévis, cité ..... 4096
Noranda, ville ..... 4096
Orford, canton ..... 4096
Ste-Brigitte de Laval, paroisse ..... 4096
Ste-Thérèse de Blainville, ville ..... 4095
Ste-Thérèse de Blainville, paroisse ..... 4095
St-Vallier, paroisse ..... 4096


TRAVAIL:
*Industrie ou métiers de:*


Barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames, districts électoraux de Joliette *et al* (Modification) 4097
Camionnage, Ile de Montréal (Modification) ..... 4098



Léveillée, estate Georges ..... 4043
Lévis, school comm. ..... 4037
Liboiron, Roland ..... 4030
L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes ..... 4092
Mackayville, town ..... 4033
Nicolopoulos, Léonidas George ..... 4034
Patenaude, Didace ..... 4047
Pointe-aux-Trembles, city ..... 4023
Pointe-Claire, city ..... 4092
Pointe-Claire and Beaconsfield, school comm. ..... 4037
Polak, Ludovic ..... 4043
Préville, town ..... 4042
Rivière-du-Loup, schools comm. ..... 4042
Sainte-Geneviève, No. 1 (village), school comm. ..... 4094
Sainte-Thérèse-Ouest, munic. ..... 4027
Saint-Eustache, town ..... 4032
Saint-François, town ..... 4039
Saint-Léonard de Port-Maurice, town ..... 4039
Sainte-Monique, munic. ..... 4042
Sayabec, village and school comm. ..... 4046
Shapiro, Harry ..... 4036
Shawinigan, school comm. ..... 4034
Sillery, school comm. ..... 4043
Sorel, city ..... 4045
St-Ambroise, parish ..... 4038
Standard Chemical Limited ..... 4029
Ste-Dorothée, town ..... 4093
Ste-Geneviève, parish ..... 4037
Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, school comm. ..... 4025
St-Félicien, town ..... 4093
St-Joachim de Châteauguay, parish ..... 4026
St-Lambert, city ..... 4025
Ste-Marie, munic., parish, school comm. ..... 4043
St-Michel, city ..... 4037
St-Raphaël de l'Ile Bizard, parish ..... 4094
St-Vincent-de-Paul, school comm. ..... 4025
The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec ..... 4041
Tremblay, J. Onésime ..... 4034
Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu ..... 4041


## DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
*School Municipality of:*


Chicoutimi, parish ..... 4095


LANDS AND FOREST:
*Cadastral Branch:*


Charlesbourg, parish ..... 4095
Lachine, parish ..... 4096
Lévis, city ..... 4096
Noranda, town ..... 4096
Orford, township ..... 4096
Ste-Brigitte de Laval, parish ..... 4096
Ste-Thérèse de Blainville, town ..... 4095
Ste-Thérèse de Blainville, parish ..... 4095
St-Vallier, parish ..... 4096


LABOUR:
*Industry or Trades of:*


Barbers and hairdressers, electoral districts of Joliette *et al* (Amendments) 4097
Cartage, Island of Montreal (Amendment) ..... 4098

EXAMENS DU BARREAU:


Bas St-Laurent: pratique ..... 4009
Montréal: pratique ..... 4009
Richelieu: pratique ..... 4100
Richelieu: pratique ..... 4100


BAR EXAMINATIONS:


Lower St. Lawrence: practice ..... 4009
Montreal: practice ..... 4009
Richelieu: practice ..... 4100
Richelieu: practice ..... 4100


LETTRES PATENTES:


Adanac Export Corporation ..... 4047
Akah Ltd. ..... 4048
Alain Rivest Limitée ..... 4048
Appartements Lindsay Ltée ..... 4048
Atlas Film Distributors Ltd ..... 4049
Avenue Tile Inc. ..... 4049
Belmont Foods Ltd. ..... 4049
Birchtree Estates Inc. ..... 4050
Boojady Kimona Mfg. Co. Ltd. ..... 4050
Bramside Construction Ltd. ..... 4050
Bramwood Realty Limited ..... 4051
Candiac — Montcalm Shopping Centre Ltd. ..... 4051
Cattolica Furniture Inc. ..... 4051
Cemont Construction Inc. ..... 4052
Châteauguay Sand Incorporated ..... 4052
Churchill Construction Corporation ... 4052
C.M.L. Enterprises Inc. ..... 4053
Continental Electric Supplies Ltd. .... 4053
Creston Investments Ltd. ..... 4053
Deauville Realties Ltd. ..... 4054
Devon Development Inc. ..... 4054
Dominique Padulo Inc. ..... 4054
Do — Na — Tor Inc. ..... 4055
Dorite Investments Inc. ..... 4055
E. Lacombe Limitée — E. Lacombe Limited ..... 4055
Elbert Investment Co. ..... 4056
Federated Parking Lot Ltd. ..... 4056
Fielding Handy Store Ltd ..... 4056
Filiatrault & Marcotte Inc. ..... 4057
Halson Distributors Ltd. ..... 4057
Hamel & Lemire Inc. ..... 4057
Jarret Investment Company Ltd. ..... 4058
J. R. Vigneault Inc. ..... 4058
Kingfit Housing Corp. ..... 4058
La Compagnie des Facteurs et Placements Hypothécaires Ltée — The Mortgage Investors and Factors Corporation Ltd. ..... 4059
Ladero Inc. ..... 4059
Laprairie Candy Company Limited ... 4060
La Ligue des Propriétaires de Beauharnois Inc. ..... 4060
La Salaison Brisson Inc. ..... 4060
Le Club de Granit de Montebello Inc. 4061
Les Constructions Seigneuriales Inc. — Seigniory Constructions Inc. ..... 4061
Les Intérêts Roberge Limitée ..... 4061
Les Pétroles Pépin Inc. ..... 4062
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Jean Bosco Inc. ..... 4062
Lucien Ducharme Limitée ..... 4062
Mac's Taxi Ltd. ..... 4063
Mattagami Lake Mines Limited ..... 4063
Mevco Products Company ..... 4064
Miller Ventures Inc. ..... 4064
Monk Construction Inc. ..... 4064
Mont Sauvage Limited ..... 4065
Niagara Housing and Development Inc. 4065
Paramount Builders Corporation Ltd.. 4065
P.D.R. Holdings Inc. ..... 4066
P. H. Blouin Inc. ..... 4066
Plomberie de Lasalle Inc. ..... 4066
Plomberie du Nord Limitée ..... 4067
Professional Offset Printing Inc. ..... 4067
Roswell Realty Corporation ..... 4067
Sharon Realties Inc. ..... 4068
Six Inc. ..... 4068


LETTERS PATENT:


Adanac Export Corporation ..... 4047
Akah Ltd. ..... 4048
Alain Rivest Limitée ..... 4048
Appartements Lindsay Ltée ..... 4048
Atlas Film Distributors Ltd ..... 4049
Avenue Tile Inc. ..... 4049
Belmont Foods Ltd. ..... 4049
Birchtree Estates Inc. ..... 4050
Boojady Kimona Mfg. Co. Ltd. ..... 4050
Bramside Construction Ltd. ..... 4050
Bramwood Realty Limited ..... 4051
Candiac — Montcalm Shopping Centre Ltd. ..... 4051
Cattolica Furniture Inc. ..... 4051
Cemont Construction Inc. ..... 4052
Châteauguay Sand Incorporated ..... 4052
Churchill Construction Corporation ... 4052
C.M.L. Enterprises Inc. ..... 4053
Continental Electric Supplies Ltd. .... 4053
Creston Investments Ltd. ..... 4053
Deauville Realties Ltd. ..... 4054
Devon Development Inc. ..... 4054
Dominique Padulo Inc. ..... 4054
Do — Na — Tor Inc. ..... 4055
Dorite Investments Inc. ..... 4055
E. Lacombe Limitée — E. Lacombe Limited ..... 4055
Elbert Investment Co. ..... 4056
Federated Parking Lot Ltd. ..... 4056
Fielding Handy Store Ltd ..... 4056
Filiatrault & Marcotte Inc. ..... 4057
Halson Distributors Ltd. ..... 4057
Hamel & Lemire Inc. ..... 4057
Jarret Investment Company Ltd. ..... 4058
J. R. Vigneault Inc. ..... 4058
Kingfit Housing Corp. ..... 4058
La Compagnie des Facteurs et Placements Hypothécaires Ltée — The Mortgage Investors and Factors Corporation Ltd. ..... 4059
Ladero Inc. ..... 4059
Laprairie Candy Company Limited ... 4060
La Ligue des Propriétaires de Beauharnois Inc. ..... 4060
La Salaison Brisson Inc. ..... 4060
Le Club de Granit de Montebello Inc. 4061
Les Constructions Seigneuriales Inc. — Seigniory Constructions Inc. ..... 4061
Les Intérêts Roberge Limitée ..... 4061
Les Pétroles Pépin Inc. ..... 4062
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Jean Bosco Inc. ..... 4062
Lucien Ducharme Limitée ..... 4062
Mac's Taxi Ltd. ..... 4063
Mattagami Lake Mines Limited ..... 4063
Mevco Products Company ..... 4064
Miller Ventures Inc. ..... 4064
Monk Construction Inc. ..... 4064
Mont Sauvage Limited ..... 4065
Niagara Housing and Development Inc. 4065
Paramount Builders Corporation Ltd.. 4065
P.D.R. Holdings Inc. ..... 4066
P. H. Blouin Inc. ..... 4066
Plomberie de Lasalle Inc. ..... 4066
Plomberie du Nord Limitée ..... 4067
Professional Offset Printing Inc. ..... 4067
Roswell Realty Corporation ..... 4067
Sharon Realties Inc. ..... 4068
Six Inc. ..... 4068

Société Immobilière Nangui Inc. ..... 4068
Spirco Ltd. ..... 4069
St-Maurice Filtration Co. Ltd. — La Compagnie de Filtration St-Maurice Ltée ..... 4069
Superior Office Supplies Ltd. ..... 4069
Théorêt & Frère Limitée ..... 4070
Verchères Realties Ltd. ..... 3070
Victor Bradley Photographic Supplies Ltd. ..... 4070
Westover Investment Corporation .... 4070
Wilton Investment Corporation ..... 4071

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Amico Realties Ltd. ..... 4071
Anglo-Alaska Oil Explorations Ltd. ... 4071
Arthur J. Graham Limited ..... 4072
Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal Inc. — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal Inc. ..... 4072
Bald Mountain Oil Company ..... 4072
Canit Construction Quebec Limited — Canit Construction Québec Limitée. 4073
Cap-Chat Transportation Co. Ltd. ..... 4073
Cap-Chat Transportation & Construction Co. Limited ..... 4073
Chez Vogue de Thetford Limited ..... 4074
C.R.S. Ltd. ..... 4074
Excel Bar-B-Q Ltd. ..... 4074
Galya Limitée ..... 4074
Guarantee Floor Covering Ltd. ..... 4074
Imprimerie Commerciale de Chicoutimi Incorporée — The Commercial Press of Chicoutimi Incorporated ..... 4075
Industrial Freighting Ltd. ..... 4075
La Cie de Placements Chénier Limitée. 4075
Laiterie Union Dairy Ltée — Ltd. ..... 3075
Laval Acceptance Corporation ..... 4076
L'Imprimerie le Canada-Français Limitée ..... 4076
Meubles Bellehumeur Ltée ..... 4076
Pinegrove Country Club Inc. ..... 4076
Quebec Moulds and Dies Inc. ..... 4077
Quincaillerie Chambly Hardware Inc. . 4077
Staley Brothers Equipment Corp. ..... 4077
Standard Structural Steel Ltd. ..... 4077
The Angora Mills Ltd. ..... 4078
Tracy Finance Inc. — Finance Tracy Inc. ..... 4078
Villeray Home Construction Co. ..... 4078

MINISTÈRE DES FINANCES:

*Assurances:*

American Automobile Insurance Company ..... 4100

PROCLAMATION:

Concernant l'extension juridique de la Cour Municipale de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts à la municipalité du village du Lac-Carré ..... 4101

SIÈGES SOCIAUX:

Andy Man Limited ..... 4102
Atlas Electric Cie Ltée ..... 4102
Berkshire Realties Ltd ..... 4103
F. D. R. Inc. ..... 4103
Mattagami Lake Mines Limited. ..... 4103
McNeil & Coulson (Canada) Ltd. ..... 4102
Original Turkish Delight Limited ..... 4102
Ste-Therese Holding Ltd. ..... 4102

Société Immobilière Nangui Inc. ..... 4068
Spirco Ltd. ..... 4069
St-Maurice Filtration Co. Ltd. — La Compagnie de Filtration St-Maurice Ltée ..... 4069
Superior Office Supplies Ltd. ..... 4069
Théorêt & Frère Limitée ..... 4070
Verchères Realties Ltd. ..... 3070
Victor Bradley Photographic Supplies Ltd. ..... 4070
Westover Investment Corporation .... 4070
Wilton Investment Corporation ..... 4071

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Amico Realties Ltd. ..... 4071
Anglo-Alaska Oil Explorations Ltd. ... 4071
Arthur J. Graham Limited ..... 4072
Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal Inc. — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal Inc. ..... 4072
Bald Mountain Oil Company ..... 4072
Canit Construction Quebec Limited — Canit Construction Québec Limitée. 4073
Cap-Chat Transportation Co. Ltd. ..... 4073
Cap-Chat Transportation & Construction Co. Limited ..... 4073
Chez Vogue de Thetford Limited ..... 4074
C.R.S. Ltd. ..... 4074
Excel Bar-B-Q Ltd. ..... 4074
Galya Limitée ..... 4074
Guarantee Floor Covering Ltd. ..... 4074
Imprimerie Commerciale de Chicoutimi Incorporée — The Commercial Press of Chicoutimi Incorporated ..... 4075
Industrial Freighting Ltd. ..... 4075
La Cie de Placements Chénier Limitée. 4075
Laiterie Union Dairy Ltée — Ltd. ..... 3075
Laval Acceptance Corporation ..... 4076
L'Imprimerie le Canada-Français Limitée ..... 4076
Meubles Bellehumeur Ltée ..... 4076
Pinegrove Country Club Inc. ..... 4076
Quebec Moulds and Dies Inc. ..... 4077
Quincaillerie Chambly Hardware Inc. . 4077
Staley Brothers Equipment Corp. ..... 4077
Standard Structural Steel Ltd. ..... 4077
The Angora Mills Ltd. ..... 4078
Tracy Finance Inc. — Finance Tracy Inc. ..... 4078
Villeray Home Construction Co. ..... 4078

DEPARTMENT OF FINANCE:

*Insurance:*

American Automobile Insurance Company ..... 4100

PROCLAMATION:

Concerning the extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Ste-Agathe des Monts to the municipality of the village of Lac-Carré ..... 4101

HEAD OFFICES:

Andy Man Limited ..... 4102
Atlas Electric Cie Ltée ..... 4102
Berkshire Realties Ltd ..... 4103
F. D. R. Inc. ..... 4103
Mattagami Lake Mines Limited. ..... 4103
McNeil & Coulson (Canada) Ltd. ..... 4102
Original Turkish Delight Limited ..... 4102
Ste-Therese Holding Ltd. ..... 4102

SOUMISSIONS:

Anjou, ville ..... 4113
Beauharnois, cité ..... 4108
Beebe-Rock Island-Stanstead, comm. scolaire protestante ..... 4106
Howick, comm. scolaire protestante .... 4110
Lac des Deux-Montagnes, comm. scolaire protestante ..... 4111
Laurentia, comm. scolaire protestante .. 4104
Laval sur le Lac, ville ..... 4109
Maniwaki, ville ..... 4105
Montréal-Ouest, ville ..... 4114

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Bergeron, Jean-Paul ..... 4116
Hallé, Victorin ..... 4117
J. A. Coulombe & Cie Ltée ..... 4116

VENTE POUR TAXES:

Dorval, cité ..... 4118

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Ayotte vs Ayotte ..... 4121

ARTHABASKA:

Bossé vs Constant ..... 4121

GASPÉ:

Gaspé Automobiles Inc. vs Paquet .... 4121

HULL:

Benoit & Noël Lumber Co. vs Monette. 4122
Interprovincial Bldg. Ltd vs Bertrand. 4123

MONTMAGNY:

Universal Loan & Finance Corps vs Cloutier ..... 4123

MONTRÉAL:

La Banque d'Épargne des Cité et District de Montréal vs Meehan ..... 4124
The Prudential Insurance Company of America *et al* vs Mathieu ..... 4124

PONTIAC:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Dagenais *et al* ..... 4125
Moodie vs Toner ..... 4125

QUÉBEC:

Racine vs Tremblay ..... 4126

RICHELIEU:

Lemoyne vs Crochetière ..... 4126

ROBERVAL:

Desmeules & Frères Ltée vs Bouchard. 4127

TERREBONNE:

Canbro Credit Union Limited vs Meaney 4127

TROIS-RIVIÈRES:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Gagnon ..... 4128

TENDERS:

Anjou, town ..... 4113
Beauharnois, city ..... 4108
Beebe-Rock Island-Stantead, protestant school comm. ..... 4106
Howick, protestant school comm. ..... 4110
Lac des Deux-Montagnes, protestant school comm. ..... 4111
Laurentia, protestant school comm. ..... 4104
Laval sur le Lac, town ..... 4109
Maniwaki, town ..... 4105
Montreal-West, town ..... 4114

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Bergeron, Jean-Paul ..... 4116
Hallé, Victorin ..... 4117
J. A. Coulombe & Cie Ltée ..... 4116

SALE FOR TAXES:

Dorval, city ..... 4118

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Ayotte vs Ayotte ..... 4121

ARTHABASKA:

Bossé vs Constant ..... 4121

GASPÉ:

Gaspé Automobiles Inc. vs Paquet .... 4121

HULL:

Benoit & Noël Lumber Co. vs Monette. 4122
Interprovincial Bldg. Ltd vs Bertrand. 4123

MONTMAGNY:

Universal Loan & Finance Corps vs Cloutier ..... 4123

MONTREAL:

The Montreal City and District Savings Bank vs Meehan ..... 4124
The Prudential Insurance Company of America *et al* vs Mathieu ..... 4124

PONTIAC:

Quebec Farm Credit Bureau vs Dagenais *et al* ..... 4125
Moodie vs Toner ..... 4125

QUEBEC:

Racine vs Tremblay ..... 4126

RICHELIEU:

Lemoyne vs Crochetière ..... 4126

ROBERVAL:

Desmeules & Frères Ltée vs Bouchard. 4127

TERREBONNE:

Canbro Credit Union Limited vs Meaney 4127

TROIS-RIVIÈRES:

Quebec Farm Credit Bureau vs Gagnon. 4128

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.